



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 25 juin 1960

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 25th, 1960

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine.

Québec, le 28 mai 1960.

L'Imprimeur de la Reine,
 ROCH LEFEBVRE.

53988-22-5-0

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week.

Quebec, May 28th, 1960.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

53988-22-5-0

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

- insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le *mercredi* à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
53551 — 1-53-o

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week his not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 11924-60)

Adrien Charbonneau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Adrien Charbonneau, entrepreneur, Mme R. Chiquette et Mme Carmen Chiquette Charbonneau, ménagères, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A.G. 11924-60)

Adrien Charbonneau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth, day of April, 1960, incorporating: Adrien Charbonneau, contractor, Mrs. R. Chiquette, and Mrs. Carmen Chiquette Charbonneau, housewives, all of Montreal, for the following purposes:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Adrien Charbonneau Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11962-60)

Aldo Rivelli Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation: Aldo Rivelli, constructeur, de Laval-des-Rapides, Bernard-M. Deschênes, avocat, et Jeanne Dechêne, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de construction, sous le nom de "Aldo Rivelli Inc.", avec un capital total de \$125,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11837-60)

Aliments Ca-Mo Foods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation: Bruno Morel, boucher, Adélia Deshaies Morel, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bruno Morel, Julien Carignan, boucher, et Gisèle Lavoie Carignan, ménagère, épouse séparée de biens dudit Julien Carignan, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Aliments Ca-Mo Foods Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Ste-Elizabeth, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 12165-60)

**Ameublement Lacaille & Perreault Ltée
Lacaille & Perreault Furniture Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1960, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, de Beloeil, Jean-Paul Fortin, avocat, et Marcelle Roy, secrétaire,

To carry on business dealing in real estate and construction, under the name of "Adrien Charbonneau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montréal, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11962-60)

Aldo Rivelli Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, incorporating: Aldo Rivelli, builder, of Laval-des-Rapides, Bernard-M. Deschênes, lawyer, and Jeanne Dechêne, secretary, fille majeure, both of Montréal, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction, under the name of "Aldo Rivelli Inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$5 each and 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11837-60)

Aliments Ca-Mo Foods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Bruno Morel, butcher, Adélia Deshaies Morel, housewife, wife contractually separate as to property of the said Bruno Morel, Julien Carignan, butcher, and Gisèle Lavoie Carignan, housewife, wife separate as to property of the said Julien Carignan, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in alimentary products, under the name of "Aliments Ca-Mo Foods Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 10 St. Elizabeth street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12165-60)

**Ameublement Lacaille & Perreault Ltée
Lacaille & Perreault Furniture Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1960, incorporating: Paul Lemieux, lawyer, of Beloeil, Jean-Paul Fortin, lawyer, and Marcelle Roy, secretary, spinster, these two

célibataire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, nouveautés, ainsi que du bois et autres matériaux, sous le nom de "Ameublement Lacaille & Perreault Ltée — Lacaille & Perreault Furniture Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 250 actions communes et en 750 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54258-o

P. FRENETTE.

(P.G. 16860-59)

**Association du Hockey de Murdochville
Murdochville Hockey Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand-V. Tremblay, avocat, de Ste-Anne-des-Monts, Harty S. Bérubé, assistant-gérant, Bertrand Leblanc, commis-comptable, Francis Miller, ingénieur minier, et John Hall, surintendant, tous quatre de Murdochville, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif; promouvoir le sport et la culture physique en général, et, sans limiter ce qui précède, promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de "Association du Hockey de Murdochville — Murdochville Hockey Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Murdochville, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54258-o

P. FRENETTE.

(P.G. 11800-60)

Bagot Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: André Dumont, notaire, Louis Ladouceur, avocat, tous deux de St-Hyacinthe, et Guy La Haye, notaire, de Beloeil (Station), pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Bagot Transport Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Dominique, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54258-o

P. FRENETTE.

latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, novelties, as well as wood and other materials, under the name of "Ameublement Lacaille & Perreault Ltée — Lacaille & Perreault Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 250 common shares and 750 preferred shares all of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be in the village of Saint-Basile-le-Grand, county of Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54258

Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16860-59)

**Association du Hockey de Murdochville
Murdochville Hockey Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Bertrand-V. Tremblay, lawyer, of Ste-Anne-des-Monts, Harty S. Bérubé, assistant-manager, Bertrand Leblanc, clerk-accountant, Francis Miller, mining engineer, and John Hall, superintendent, all four of Murdochville, for the following purposes:

To form and direct a sports club; to promote sports and physical culture in general, and, without limiting what precedes, to promote, in particular, hockey, under the name of "Association du Hockey de Murdochville — Murdochville Hockey Association".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Murdochville, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54258

Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11800-60)

Bagot Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: André Dumont, notary, Louis Ladouceur, lawyer, both of St-Hyacinthe, and Guy La Haye, notary, of Beloeil (Station), for the following purposes:

To carry on business dealing in trucking and the transportation of all kinds of merchandise, under the name of "Bagot Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Dominique, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,

54258

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11769-60)

Belmore Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1960, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, avocat, de Côte St-Luc, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, et Jonathan J. Robinson, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Belmore Homes Ltd.", avec un capital total de \$1,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 11769-60)

Belmore Homes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1960, incorporating: Theodore H. Shapiro, advocate, of Côte St-Luc, Ethel Yussem, secretary, spinster, and Jonathan J. Robinson, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Belmore Homes Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11587-60)

**Cadrin et Frères Ltée
Cadrin and Brothers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1960, constituant en corporation: Simon Laliberté, notaire, de Val-d'Or, Achillas Cadrin et Philibert Cadrin, entrepreneurs, du Lac-Lemoine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en construction, sous le nom de "Cadrin et Frères Ltée—Cadrin and Brothers Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac-Lemoine, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11587-60)

**Cadrin et Frères Ltée
Cadrin and Brothers Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1960, incorporating: Simon Laliberté, notary, of Val d'Or, Achillas Cadrin, and Philibert Cadrin, contractors, of Lake-Lemoine, for the following purposes:

To carry on a business as building contractors under the name of "Cadrin et Frères Ltée—Cadrin and Brothers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lake-Lemoine, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11433-60)

Capitale Autos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation: J.-Patrick Ramsay, vendeur, Andrée Bouhours, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Patrick Ramsay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Georges Filion, vendeur, tous de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles, sous le nom de "Capitale Autos Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11433-60)

Capitale Autos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, incorporating: J.-Patrick Ramsay, salesman, Andrée Bouhours, house-keeper, wife common as to property of the said J.-Patrick Ramsay, and duly authorized by him for presents, and Georges Filion, salesman, all of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles under the name of "Capitale Autos Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11947-60)

**Carrière du Cap St-Martin Limitée
Cap St-Martin Quarries Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11947-60)

**Carrière du Cap St-Martin Limitée
Cap St-Martin Quarries Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1960, constituant en corporation: Marcel Ducharme, technicien, de St-Michel, Paul-Émile Salvat, ingénieur professionnel, de Bordeaux, et Paul-Émile Proulx, gérant, de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et faire l'exploitation de carrières et exercer le commerce de marchands de pierre dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Carrière du Cap St-Martin Limitée — Cap St-Martin Quarries Limited", avec un capital total de \$250,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 2,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11534-60)

**Centre d'Accueil Domremy
Notre-Dame de La Baie Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: sans capital-actions: Paul Simard, machiniste; Henri Legendre, électricien, Philippe Parent, barbier, tous trois de Port-Alfred, et Gérard Desmeules, magasinier, de Bagotville, pour les objets suivants:

L'entraide et la réhabilitation des alcooliques, sous le nom de "Centre d'Accueil Domremy Notre-Dame de La Baie Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 334, boulevard de la Grande-Baie, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11692-60)

Centre Médical de la Rive-Sud Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Pierre Legrand, avocat, John Lawrence McCrory, clerc, tous deux de Verdun, Guy Ambrose Miller, comptable, de Montréal, et Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Acheter et exercer le commerce d'immeubles en général; établir et administrer un hôpital privé avec services appropriés, sous le nom de "Centre Médical de la Rive-Sud Inc.", avec un capital total de \$135,000, divisé en 1,350 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 415, rue Ste-Hélène, Montréal-Sud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1960, incorporating: Marcel Ducharme, technician, of St-Michel, Paul-Émile Salvat, professional engineer, of Bordeaux, and Paul-Émile Proulx, manager, of Montreal, for the following purposes:

To possess and carry on the direction of quarries and to carry on business as merchants dealing in stone in all its specialties, under the name of "Carrière du Cap St-Martin Limitée — Cap St-Martin Quarries Limited", with a total capital stock of \$250,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 2,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11534-60)

**Centre d'Accueil Domremy
Notre-Dame de La Baie Incorporé**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Simard, machinist, Henri Legendre, electrician, Philippe Parent, barber, all three of Port-Alfred, and Gérard Desmeules, store-keeper, of Bagotville, for the following purposes:

The help and rehabilitation of alcoholics, under the name of "Centre d'Accueil Domremy Notre-Dame de La Baie Incorporé".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at, 334 de la Grande-Baie boulevard, Port-Alfred judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11692-60)

Centre Médical de la Rive-Sud Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Pierre Legrand, advocate, John Lawrence McCrory, clerk, both of Verdun, Guy Ambrose Miller, accountant, of Montreal, and Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, for the following purposes:

To purchase and operate a business dealing in real estate generally; to establish and administer a private hospital with appropriate services, under the name of "Centre Médical de la Rive-Sud Inc.", with a total capital stock of \$135,000, divided into 1,350 common shares of a per value of \$100 each.

The head office of the company will be at 415 Ste-Hélène Street, Montreal, South judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11881-60)

Champion Lanes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation: Harry Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, Samuel Chait, Nahum Gelber, Nathaniel H. Salomon, avocats, John Hamilton et Freda Pomerance, fille majeure, tous deux secrétaires, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à procurer des distractions au public, sous le nom de "Champion Lanes Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 180,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 1612, 1255 rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 11881-60)

Champion Lanes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, incorporating: Harry Aronovitch, advocate, of Côte St-Luc, Samuel Chait, Nahum Gelber, Nathaniel H. Salomon, advocates, John Hamilton and Freda Pomerance, fille majeure, both secretaries, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Champion Lanes Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 180,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Suite 1612, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-0 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11937-60)

Chaussure Normandie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation: Roméo Charrette, commerçant, Fernand Poirier, notaire, et Raymond Poirier, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de chaussures, sous le nom de "Chaussure Normandie Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1657, avenue Mont-Royal, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-0 P. FRENETTE.

(A.G. 11937-60)

Chaussure Normandie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, incorporating: Roméo Charette, tradesman, Fernand Poirier, notary, and Raymond Poirier, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in shoes under the name of "Chaussure Normandie Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1657 Mount-Royal Avenue, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12052-60)

Club du Lac Orpen

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Roger Thibert, Dr Jacques Guimont, Dr André Rouleau, Dr Lionel Thuot, médecins, Robert Ricard, constructeur, Ange-Albert Vallée, distributeur, tous six de Montréal, Dr Raymond Ricard, médecin, d'Outremont, Donat Roy, entrepreneur, de Gracefield, Jean-Paul Auclair, éditeur, de Boucherville, et Roland Robillard, avocat, de Rosemère, pour les objets suivants:

Former et diriger un club de chasse et pêche, et faire toute transaction utile ou nécessaire pour les fins susdites, sous le nom de "Club du Lac Orpen".

Le siège social de la corporation sera 524, rue Jean Talon, ouest, suite 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 12052-60)

Club du Lac Orpen

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Roger Thibert, Dr. Jacques Guimont, Dr. André Rouleau, Dr. Lionel Thuot, medical doctors, Robert Picard, builder, Ange-Albert Vallée, distributor, all six of Montreal, Dr. Raymond Ricard, physician of Outremont, Donat Roy, contractor, of Gracefield, Jean-Paul Auclair, editor, of Boucherville, and Roland Robillard, lawyer, of Rosemère, for the following purposes:

To form and direct a hunting and fishing club, and to carry out all transactions useful or necessary for above-mentioned purposes, under the name of "Club du Lac Orpen".

The head office of the corporation will be at 524 Jean Talon street, west, suite 4, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11785-60)

Club Nautique de Dolbeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation: sans capital-actions: Louis-René Perron, garagiste, Jean-Simon Fortin, hôtelier, et Guy Gagnon, pilote, tous de Dolbeau, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de "Club Nautique de Dolbeau Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11570-60)

Club Nautique Drummondville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation: Gaston Crépeau, Robert Lamothe et Édouard Roger, tous constables, de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter un club nautique, sous le nom de "Club Nautique Drummondville Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 953, rue Sainte-Thérèse, Drummondville-Sud, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11343-60)

Comité des Citoyens Propriétaires de Drummondville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Napoléon Brind'Amour, comptable et contremaître, Jean-Louis Côté, commis, et Joseph Gouin, rentier, tous de Drummondville, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les droits et intérêts des citoyens propriétaires de la cité de Drummondville, sous le nom de "Comité des Citoyens Propriétaires de Drummondville Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, comté de Drummond, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

54258 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11785-60)

Club Nautique de Dolbeau Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-René Perron, garage-keeper, Jean-Simon Fortin, hotel-keeper, and Guy Gagnon, pilot, all of Dolbeau, for the following purposes:

To form and direct a sporting club under the name of "Club Nautique de Dolbeau Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

54258 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11570-60)

Club Nautique Drummondville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, incorporating: Gaston Crépeau, Robert Lamothe and Édouard Roger, all constables of Drummondville, for the following purposes:

To operate a nautical club under the name of "Club Nautique Drummondville Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 953 Sainte-Thérèse Street, Drummondville-South judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

54258 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11343-60)

Comité des Citoyens Propriétaires de Drummondville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Napoléon Brind'Amour, accountant and foreman, Jean-Louis Côté, clerk, and Joseph Gouin, annuitant, all of Drummondville, for the following purposes:

To promote and defend the rights and interests of ownership citizens of the city of Drummondville, under the name of "Comité des Citoyens Propriétaires de Drummondville Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation will be at Drummondville, county of Drummond, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

54258 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11497-60)

Construction Caterers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation: Charles Alexander Phelan, Peter Robert David MacKell, John Howard Gomery, tous trois de Montréal, William Tetley de Mont-Royal, et André-J. Clermont, de Préville, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer les commerce qui consistent à approvisionner, fournir la pension gérer des restaurants, salles à diner, cafeterias, salles de lunch, hôtels et maisons de pension dans les sites de construction et ailleurs, sous le nom de "Construction Caterers Limited", avec un capital total de \$36,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 11497-60)

Construction Caterers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1960, incorporating: Charles Alexander Phelan, Peter Robert David MacKell, John Howard Gomery, all three of Montreal, William Tetley, of Mount Royal, and André-J. Clermont, of Préville, all advocates, for the following purposes:

To carry on the businesses of catering, boarding, operation of restaurants, dining rooms, cafeterias, lunch rooms, hotels and boarding houses at construction sites and elsewhere, under the name of "Construction Caterers Limited", with a total capital stock of \$36,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11900-60)

Développement Plateau LaSalle Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Guy-Hamel Lamy, notaire, Madeleine Crête, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Hamel Lamy, et dûment autorisée par lui, tous deux de LaSalle, et Denise Cournoyer, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Développement Plateau LaSalle Limitée", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$15,000.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11900-60)

Développement Plateau LaSalle Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Guy-Hamel Lamy, notary, Madeleine Crête, housewife, wife separate as to property of the said Guy Hamel Lamy, and duly authorized by him, both of LaSalle, and Denise Cournoyer, secretary, of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Développement Plateau LaSalle Limitée", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and into 1,000 preferred shares of \$100 each and the amount with which the company shall start its operations is \$15,000.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11828-60)

Dona Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk et Cyril E. Schwisberg, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre et faire le commerce de matières plastiques, de toutes sortes et descriptions et des articles manufacturés en tout ou en partie, de plastique ou d'aucune substance semblable, sous le nom de "Dona Corporation", avec un capital total de \$2,000, divisé en 2,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4984 Chemin Circle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11828-60)

Dona Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1960, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk and Cyril E. Schwisberg, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell and deal in plastic substances of every kind and description and articles made, in whole or in part, from plastic or any similar material, under the name of "Dona Corporation", with a total capital stock of \$2,000, divided into 2,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4984 Circle Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11634-60)

Dorset Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1960, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Jean McFarlane, teneuse de livres, Ethel Yussem, secrétaire, toutes deux filles majeures, tous trois de Montréal, et Claude Armand Sheppard, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Dorset Investments Ltd.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11981-60)

Dura-Crete Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1960, constituant en corporation: Frances Morrison, veuve, secrétaire, Maurice Steinberg et Maxwell Ellison, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Dura-Crete Industries Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11980-60)

Dura-Crete of Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1960, constituant en corporation: Maurice Steinberg, Maxwell Ellison, avocats, et Frances Morrison, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Dura-Crete of Quebec Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11634-60)

Dorset Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1960, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Jean McFarlane, bookkeeper, Ethel Yussem, secretary, both spinsters, all three of Montreal, and Claude Armand Sheppard, advocate, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Dorset Investments Ltd.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11981-60)

Dura-Crete Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1960, incorporating: Frances Morrison, widow, secretary, Maurice Steinberg and Maxwell Ellison, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Dura-Crete Industries Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11980-60)

Dura-Crete of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1960, incorporating: Maurice Steinberg, Maxwell Ellison, advocates, and Frances Morrison, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Dura-Crete of Quebec Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12004-60)

Duvert Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Gaston Castonguay, menuisier, Suzanne Tanguay, ménagère, épouse séparée de biens de M. Normand-C. Gagnon, tous deux de Boucherville, et Robert Crevier, comptable, de St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Duvert Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 12004-60)

Duvert Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Gaston Castonguay, carpenter, Suzanne Tanguay, housewife, wife separate as to property of Mr. Normand-C. Gagnon, both of Boucherville, and Robert Crevier, accountant, of St-Michel, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and construction, under the name of "Duvert Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11596-60)

École Secondaire Classique de Joliette

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Mère Saint-Dosithée, née Marie-Germaine Bazinet, assistante générale, de Montréal, Rév. Mère Sainte-Photine, née Marie-Jeanne Blanchard, supérieure provinciale, et Rév. Soeur Sainte-Marie-de-Magdala, née Anna Navert, supérieure, toutes deux de Joliette, toutes trois de la Congrégation de Notre-Dame, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de "École Secondaire Classique de Joliette".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 393, rue de Lanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11596-60)

École Secondaire Classique de Joliette

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Mother Saint-Dosithée, née Marie-Germaine Bazinet, General Assistant, of Montreal, Rev. Mother Sainte-Photine, née Marie-Jeanne Blanchard, Provincial Superior, and Rev. Sister Sainte-Marie-de-Magdala, née Anna Navert, Superior, both of Joliette, all three of the Congregation of Notre-Dame, for the following purposes:

To provide for the education, formation and instruction of young ladies under the name of "École Secondaire Classique de Joliette".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 393 de Lanaudière Street, Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11595-60)

École Secondaire Classique de Saint-Jean

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Mère Sainte-Marie-Annonciade, née Marie-Yvonne Morin, supérieure provinciale, Rév. Soeur Saint-Louis-de-Rome, née Lucienne Laberge, supérieure, et Rév. Soeur Saint-Louis-de-France, née Marie-Almédine Beauchamp, secrétaire-trésorière, toutes trois de la Congrégation de Notre-Dame, de St-Jean, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de "École Secondaire Classique de Saint-Jean".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

(A.G. 11595-60)

École Secondaire Classique de Saint-Jean

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Mother Sainte-Marie-Annonciade, née Marie-Yvonne Morin, provincial superior, Rev. Sister Saint-Louis-de-Rome, née Lucienne Laberge, superior, and Rev. Sister Saint-Louis-de-France, née Marie-Almédine Beauchamp, secretary-treasurer, all three of the Congregation of Notre-Dame, of St-John, for the following purposes:

To provide for the education, formation and instruction of young ladies under the name of "École Secondaire Classique de Saint-Jean".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 244, rue Laurier, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11819-60)

**Édifice St. Michel Inc.
St. Michel Building Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation: Robert Bolduc, Roméo-L. Lavigneur, industriels, de Mont-Royal, et Marcel Cotnoir, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Édifice St. Michel Inc.— St. Michel Building Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8469, 8ième avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11831-60)

Fairmount Auto Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Jack Lighthouse, Marvin Riback et John Michael Schlesinger, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de transporteurs et véhicules, accessoires et pièces d'iceux, et gérer des postes de services constructions et garages, sous le nom de "Fairmount Auto Service Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 380 ouest, rue Port Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 12033-60)

**Fédération des Ligues du Sacré-Coeur
du Diocèse de Montréal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Craig, d'Outremont, Pothier Ferland, de Longueuil, tous deux avocats, et Jacques Delorme, étudiant, de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser l'union des forces catholiques dans le bien, et faciliter une action d'ensemble pour les oeuvres d'intérêt commun; promouvoir la formation de ligues paroissiales; développer et

The head office of the corporation will be at 244 Laurier Street, Saint-John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11819-60)

**Édifice St. Michel Inc.
St. Michel Building Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Robert Bolduc, Roméo-L. Lavigneur, industrialists, of Mount-Royal, and Marcel Cotnoir, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate, under the name of "Édifice St. Michel Inc.— St. Michel Building Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8469, 8th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11831-60)

Fairmount Auto Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Jack Lighthouse, Marvin Riback and John Michael Schlesinger, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in and with conveyances and vehicles and the accessories and parts thereof, and to operate service stations, buildings and garages, under the name of "Fairmount Auto Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 380 Port Royal Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12033-60)

**Fédération des Ligues du Sacré-Coeur
du Diocèse de Montréal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Craig, of Outremont, Pothier Ferland, of Longueuil, both lawyers, and Jacques Delorme, student, of Montreal, for the following purposes:

To favor the union of Catholic forces in good works, and to facilitate a combined action for works of common interest; to promote the formation of parochial leagues; to develop and fortify

fortifier la vie de telles ligues, et préparer ainsi des cadres à une action sociale catholique, sous le nom de "Fédération des Ligues du Sacré-Coeur du Diocèse de Montréal".

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 12000-60)

**Fortin Tire Service Ltd.
Service de Pneus Fortin Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1960, constituant en corporation: Mme Dorothy Salesse Fortin, veuve, rentière, Mlle Nicole Fortin, comptable, et Jean Fortin, étudiant, tous de Kénogami, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Fortin Tire Service Ltd.—Service de Pneus Fortin Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 149, rue Fortier, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11784-60)

Foyer St-Jean Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Mgr François-Xavier St-Arnaud, prêtre, P.D., curé de la paroisse de l'Immaculée-Conception, Yves Gabias, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux des Trois-Rivières, et Pierre Trudel, avocat, de Shawinigan, pour les objets suivants:

Établir, organiser, diriger, administrer une ou des maisons d'accueil pour les personnes désirant jouir d'un foyer normal, sous le nom de "Foyer St-Jean Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11474-60)

**Garage J. P. Galarneau Ltée
Garage J. P. Galarneau Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corpo-

the life of such leagues, and thus to prepare the setting for Catholic social action, under the name of "Fédération des Ligues du Sacré-Coeur du Diocèse de Montréal".

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

54258 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12000-60)

**Fortin Tire Service Ltd.
Service de Pneus Fortin Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1960, incorporating: Mrs. Dorothy Salesse Fortin, widow, annuitant, Miss Nicole Fortin, accountant, and Jean Fortin, student, all of Kénogami, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobile parts and appliances, under the name of "Fortin Tire Service Ltd.—Service de Pneus Fortin Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 149 Fortier street, Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1960.

54258 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11784-60)

Foyer St-Jean Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Mgr. François-Xavier St-Arnaud, priest, P.D., pastor of the parish of L'Immaculée-Conception, Yves Gabias, advocate and Queen's Counsel, both of Trois-Rivières, and Pierre Trudel, advocate, of Shawinigan, for the following purposes:

To establish, organize, direct, administrate one or more reception houses for persons wishing to enjoy a normal home atmosphere, under the name of "Foyer St-Jean Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

54258 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11474-60)

**Garage J. P. Galarneau Ltée
Garage J. P. Galarneau Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Rhéal

ration: Rhéal Gagné, Marcel Gagné, comptables, et Lise Nault, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles et exploitation de garages, sous le nom de "Garage J. P. Galarneau Ltée — Garage J. P. Galarneau Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11778-60)

Garber Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1960, constituant en corporation: Hyman Solomon, de Mount-Royal, Louis Feigenbaum, de St-Laurent, et Perry Meyer, de Hamstead, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, fourrures, textiles articles de maison et tous matériel brut et accessoires se rapportant à ceux, sous le nom de "Garber Sales Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11812-60)

Guaranteed Warm Air Heating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1960, constituant en corporation: Pierre LeGrand, avocat, Clifford George Meek, comptable, tous deux de Montréal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, et Guy Ambrose Miller, comptable, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de systèmes de distribution d'air pour des systèmes de chauffage à air chaud (forcé) sous pression, des systèmes de ventilation, d'air climatisé, ou toute partie desdits systèmes, sous le nom de "Guaranteed Warm Air Heating Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 17020-59)

Hôtel Queen's de Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation:

Gagné, Marcel Gagné, comptables, et Lise Nault, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

A business dealing in automobiles and the operation of garages under the name of "Garage J. P. Galarneau Ltée — Garage J. P. Galarneau Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11778-60)

Garber Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1960, incorporating: Hyman Solomon, of Mount Royal, Louis Feigenbaum, of St-Laurent, and Perry Meyer, of Hampstead, all advocates, for the following purposes:

To deal in clothing, furs, textiles, household effects and all raw materials and accessories relating thereto, under the name of "Garber Sales Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11812-60)

Guaranteed Warm Air Heating Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1960, incorporating: Pierre LeGrand, lawyer, Clifford George Meek, accountant, both of Montreal, Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, and Guy Ambrose Miller, accountant, of St-Bruno, for the following purposes:

To carry on business dealing in air distribution systems for hot air pressure heating systems, ventilation systems, air conditioning, or all parts of said systems, under the name of "Guaranteed Warm Air Heating Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17020-59)

Hôtel Queen's de Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Eddy Blouin,

Eddy Blouin, Raymond Labonté et Cécile Blouin Labonté, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Labonté, tous hôteliers, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, sous le nom de "Hôtel Queen's de Sherbrooke Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 30, rue King, ouest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 12088-60)

**Immeubles St. Maurice Ltée
St. Maurice Realty Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1960, constituant en corporation: Harvey Crestohl, avocat, de Mont Royal, Donald W. Seal, avocat, et Abraham Crestohl, gérant, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Immeubles St. Maurice Ltée — St. Maurice Realty Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11882-60)

Jeune Commerce de Salaberry de Valleyfield

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1960, constituant en corporation sans capital actions: Joseph St-Michel, vendeur, Jules LeBlanc, rembourreur, Jean-Paul Lalonde, professeur, Marcel Roy, comptable, Joachim Lampron, marchand, et Camille Simard, représentant, tous de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Groupier les jeunes en association et étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et culturels des membres de telle association, sous le nom de "Jeune Commerce de Salaberry de Valleyfield".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11880-60)

Ken-Way Fabrications Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Raymond Labonté and Cécile Blouin Labonté, wife contractually separate as to property of the said Raymond Labonté, all hotel keepers, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as hotel keepers and restaurateurs, under the name of "Hôtel Queen's de Sherbrooke Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 30 King Street, West, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12088-60)

**Immeubles St. Maurice Ltée
St. Maurice Realty Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1960, incorporating: Harvey Crestohl, attorney, of Mount Royal, Donald W. Seal, attorney, and Abraham Crestohl, manager, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Immeubles St. Maurice Ltée — St. Maurice Realty Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11882-60)

Jeune Commerce de Salaberry de Valleyfield

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph St-Michel, salesman, Jules LeBlanc, upholsterer, Jean-Paul Lalonde, professor, Marcel Roy, accountant, Joachim Lampron, merchant, and Camille Simard, representative, all of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To group young people into an association and to study, promote, protect and develop in every way the economical, social and cultural interests of the members of such an association, under the name of "Jeune Commerce de Salaberry de Valleyfield".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11880-60)

Ken-Way Fabrications Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1960, constituant en corporation: David Kirshenblatt, avocat, de Côte St-Luc, Allan Marcus, avocat, et Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois et produits d'icelui de tous genres et toutes descriptions, sous le nom de "Ken-Way Fabrications Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11590-60)

Kiwanis Club of Rosemère

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: James Wood, administrateur, de Ste-Rose, Pierre Panet-Raymond, Richard Perron, administrateurs, Douglas Lindsay, assureur, assurance-vie, Lucien Lavoie, courtier d'immeubles, John McDougall, avocat, Lyall Kirby, gérant des ventes, Tom Dunbar, ingénieur, et John J. Kerr, manufacturier, tous de Rosemère, pour les objets suivants:

Promouvoir l'adoption et l'application de plus hauts niveaux sociaux, professionnels et d'affaires, sous le nom de "Kiwanis Club of Rosemère".

Le montant auquel est limité la valeur annuelle de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11927-60)

Laboratoire Cherrier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Claude Harbeck, Bernard-M. Deschênes, tous deux de Montréal, et Philippe Gélinas, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'opticiens, polisseurs, manufacturiers de verre en lentilles et de tous objets ou appareils d'optiques; remplir des ordonnances pour lunettes ou tous autres appareils d'optiques, sous le nom de "Laboratoire Cherrier Limitée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1960, incorporating: David Kirshenblatt, advocate, of Côte St-Luc, Allan Marcus, advocate, and Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in wood and wood products of all types and descriptions, under the name of "Ken-Way Fabrications Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11590-60)

Kiwanis Club of Rosemère

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: James Wood, executive, of Ste-Rose, Pierre Panet-Raymond, Richard Perron, executives, Douglas Lindsay, life insurance underwriter, Lucien Lavoie, realtor, John McDougall, advocate, Lyall Kirby, sales manager, Tom Dunbar, engineer, and John J. Kerr, manufacturer, all of Rosemère, for the following purposes:

To promote the adoption and the application of higher social, business and professional standards, under the name of "Kiwanis Club of Rosemère".

The amount to which the annual value of the immoveable property, which the corporation may hold, is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11927-60)

Laboratoire Cherrier Limitée

Notice is hereby given that Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Claude Harbeck, Bernard-M. Deschênes, both of Montreal, and Philippe Gélinas, of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business as opticians, polishers, glass lens manufacturers, and in all optical objects or apparatus; to fill out prescriptions for spectacles or all other optical apparatus, under the name of "Laboratoire Cherrier Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11154-60)

L'Amicale des Anciens Élèves des Frères du Sacré-Coeur de Granby Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Beaudry, assistant-gérant, Rosaire Préfontaine, vendeur, Georges A. Zigby, Richard Delorme, comptables, Jean-Claude Lussier, gérant, Ls-Philippe Ménard, instituteur, Paul-Émile Payette, agent d'assurance, Raynald Beauvais, Mathias Côté, journalistes, et Frère Henri Turcot, s.c., professeur, tous de Granby, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui ont fait leurs cours d'études chez les Frères du Sacré-Coeur, et étudier, promouvoir, protéger et développer les intérêts matériels, culturels et sociaux de ses membres, sous le nom de "L'Amicale des Anciens Élèves des Frères du Sacré-Coeur de Granby Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11154-60)

L'Amicale des Anciens Élèves des Frères du Sacré-Coeur de Granby Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Bernard Beaudry, assistant-manager, Rosaire Préfontaine, salesman, Georges A. Zigby, Richard Delorme, accountants, Jean-Claude Lussier, manager, Ls-Philippe Ménard, teacher, Paul-Émile Payette, insurance agent, Raynald Beauvais, Mathias Côté, day-labourers, and Brother Henri Turcot, s.c., professor, all of Granby, for the following purposes:

To group together in an association the persons who studied with the Brothers of the Sacred Heart, and to study, promote, protect, and develop the material, cultural and social interests of its members, under the name of "L'Amicale des Anciens Élèves des Frères du Sacré-Coeur de Granby Inc."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11675-60)

L'Association des Propriétaires du Lac Ouareau Inc.

Lake Ouareau Owners Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Sam Prussin, vendeur, Vladimir Cherney, docteur, et Joseph-Guillaume-Willie Demers, estimateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de résidences situées au Lac Ouareau, dans la municipalité de Saint-Donat, comté de Montcalm, et promouvoir les intérêts culturels et sociaux de ses membres, sous le nom de "L'Association des Propriétaires du Lac Ouareau Inc.—Lake Ouareau Owners Association Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Donat, (Maison de T. S. Poole), comté de Montcalm, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11675-60)

L'Association des Propriétaires du Lac Ouareau Inc.

Lake Ouareau Owners Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Sam Prussin, salesman, Vladimir Cherney, doctor, and Joseph-Guillaume-Willie Demers, appraiser, all of Montreal, for the following purposes:

To group together in an association the owners of residences situated of Lake Ouareau, in the municipality of Saint-Donat, county of Montcalm and to provide for the cultural and social interests of its members, under the name of "L'Association des Propriétaires du Lac Ouareau Inc.—Lake Ouareau Owners Association Inc."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Donat, (T. S. Poole House), county of Montcalm, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12031-60)

Lasticolor of Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz et Sydney B. Sederoff, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 12031-60)

Lasticolor of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz and Sydney B. Sederoff, advocates, of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de peinture, teinture, vaporisateurs, préparations plastiques, compresseurs, fusils à vaporiser, fournitures, et en général les outils et accessoires désignés ou utilisés pour appliquer les recouvrements plastiques, sous le nom de "Lasticolor of Quebec Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 12123-60)

Les Entreprises Maskoutaines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation: Louis-Philippe Lafontaine, comptable, de Douville, René Saint-Pierre, M.P.P., marchand d'automobiles, et Yves Michaud, journaliste, tous deux de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Entreprises Maskoutaines Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11905-60)

**Les Immeubles Choisy Inc.
Choisy Real Estate Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date onze mai 1960, constituant en corporation: Dr Bruno Doré, médecin, Mme Thérèse Godbout, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bruno Doré, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean Guérin, avocat, tous de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Choisy Inc.—Choisy Real Estate Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11987-60)

Létourneau & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: René Beaudry, avocat, de Verdun, Guy Merrill

To deal in paint, dyes, sprays, plastic compounds, compressors, spray guns, supplies, and generally tools and accessories designed or useful for applying plastic coatings, under the name of "Lasticolor of Quebec Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 3,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12123-60)

Les Entreprises Maskoutaines Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Louis-Philippe Lafontaine, accountant, of Douville, René Saint-Pierre, M.P.P., automobile dealer, and Yves Michaud, journalist, both of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Maskoutaines Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$100 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11905-60)

**Les Immeubles Choisy Inc.
Choisy Real Estate Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, incorporating: Dr. Bruno Doré, medical doctor, Mrs. Thérèse Godbout, housewife, wife separate as to property of the said Bruno Doré, and duly authorized by him for these presents, and Jean Guérin, lawyer, all of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate, under the name of "Les Immeubles Choisy Inc.—Choisy Real Estate Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11987-60)

Létourneau & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: René Beaudry, lawyer, of Verdun, Guy Merrill Desaulniers,

Desaulniers, avocat et conseil en loi de la Reine, et Raymonde Vary, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Létourneau & Frères Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11025-60)

Lower Canada Arms Collectors Association Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Gordon T. Howard, courtier en valeurs, de Mont-Royal, Gordon T. Trower, agent d'immeubles, Noël C. Raven, charpentier, F. Stuart Molson, courtier d'actions, Edmund T. Asselin, courtier en valeurs, tous quatre de Montréal, Brenton S. Rowe, ingénieur, de Châteauguay, et Charles J. Purdon, assistant de laboratoire, de Verdun, pour les objets suivants:

Encourager et propager l'étude et la connaissance des armes, armures, munitions antiques et des sujets rattachés; encourager une législation propre des armes à feu et protéger les intérêts des citoyens obéissant à la loi dans l'utilisation, la propriété et le plaisir des armes, armures et munitions, sous le nom de "Lower Canada Arms Collectors Association Incorporated".

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11584-60)

Maintenance Master of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation: Ben Bernstein, avocat et conseiller de la Reine, Ralph A. Cohen, avocat, et Harold P. Toulch, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'équipement pour polir et cirer les planchers, sous le nom de "Maintenance Master of Montreal Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

advocate and Queen's Counsel, and Raymonde Vary, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Létourneau & Frères Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Beloeil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11025-60)

Lower Canada Arms Collectors Association Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Gordon T. Howard, investment dealer, of Mount Royal, Gordon T. Trower, real estate agent, Noël C. Raven, carpenter, F. Stuart Molson, stock broker, Edmund T. Asselin, investment dealer, all four of Montreal, Brenton S. Rowe, engineer, of Châteauguay, and Charles J. Purdon, laboratory assistant, of Verdun, for the following purposes:

To foster and extend the study and knowledge of antique arms, armour, ammunition and related subjects; to encourage proper firearms legislation and to protect the interests of the law-abiding citizen in the use, ownership and enjoyment of arms, armour and ammunition, under the name of "Lower Canada Arms Collectors Association Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11584-60)

Maintenance Master of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Ben Bernstein, advocate and Queen's Counsel, Ralph A. Cohen, advocate, and Harold P. Toulch, student-at-law, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of floor polishing and waxing equipment, under the name of "Maintenance Master of Montreal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11910-60)

Mansions Car Radio (West) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Alan B. Gold, de Côte St-Luc, Murray Lapin, d'Hampstead, et Morris M. Weiner, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandise faite de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et faire le commerce de toutes sortes de radios et d'appareils électriques, sous le nom de "Mansions Car Radio (West) Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5411 chemin Upper Lachine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 11910-60)

Mansions Car Radio (West) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Alan B. Gold, of Côte St-Luc, Murray Lapin, of Hampstead, and Morris M. Weiner, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in merchandise made of eather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to deal in all kinds of radios and electrical appliances, under the name of "Mansions Car Radio (West) Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5411 Upper Lachine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12027-60)

Marcel Rivest Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, avocats, Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous trois de Montréal, et Hélène LaBarre, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Marcel Rivest Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1160, boulevard Saint-Joseph, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 12027-60)

Marcel Rivest Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day May, 1960, incorporating: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, advocates, Jacqueline Laliberté, secretary, spinster in use of her rights, all three of Montreal, and Hélène LaBarre, secretary, spinster in use of her rights, of Longueuil, for the following purposes:

To operate a business as builders and general contractors in construction under the name of "Marcel Rivest Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1160 Saint-Joseph Boulevard, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10976-60)

Marine Real Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation: Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Paul-L. Lamoureux, dessinateur, et Jacques Lamoureux, avocat, tous deux de Lachine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agent d'immeubles et de propriétés immobilières, sous le nom de "Marine Real Estate Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1231, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10976-60)

Marine Real Estate Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Claudette Martel, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, Paul-L. Lamoureux, draughtsman, and Jacques Lamoureux, lawyer both of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as real estate and immovable property agents, under the name of "Marine Real Estate Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1231 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11890-60)

Merit Plumbing & Heating Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, de Côte St-Luc, tous deux avocats, Sidney Cutler, avocat, et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Merit Plumbing & Heating Contractors Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 12010-60)

Mitchel Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation: Gabriel Glazer, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, avocat, de Rosemère, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Mitchel Realty Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 carré Phillips, chambre 209, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11928-60)

Monico Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1960, constituant en corporation: Jacqueline Messier, secrétaire, célibataire majeure et usant de ses droits, Jean Marcoux et Pierre Desmarais, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter à des fins de placements, acquérir et négocier toutes sortes d'obligations; faire affaires comme compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Monico Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 75 actions communes de \$500 chacune et en 1,250 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3155, 36ième rue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11890-60)

Merit Plumbing & Heating Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, of Côte St-Luc, both advocates, Sidney Cutler, advocate, and Annette Katz, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Merit Plumbing & Heating Contractors Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12010-60)

Mitchel Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Gabriel Glazer, advocate, Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Bernard Gardner, advocate, of Rosemere, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Mitchel Realty Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1255 Phillips Square, Room 209, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11928-60)

Monico Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1960, incorporating: Jacqueline Messier, secretary, spinster of the full age of majority, in use of her rights, Jean Marcoux and Pierre Desmarais, lawyers, all of Montreal, for the following purposes:

To buy for investment purposes, to acquire and negotiate bonds of all kinds; to carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Monico Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 75 common shares of \$500 each and 1,250 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 3155, 36th street, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 12048-60)

**National Shrimp & Seafood
Distributors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable, de Côte St-Luc, David Litner, avocat, et Georgia M. Smith, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de poisson et autres produits des mers, rivières et lacs, sous le nom de "National Shrimp & Seafood Distributors Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2101 boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11875-60)

Placements Bonne Chance Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1960, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Placements Bonne Chance Ltée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2260 rue Larivière, Montréal, dist ict judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 12030-60)

Promotion Publications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation: Édouard Martel, avocat, d'Outremont, Palména Pelletier, secrétaire, fille majeure, et Léandre Prévost, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise de publications et d'impression, sous le nom de "Promotion Publications Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1891 A, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

Dated at the office of the company General, this twenty-ninth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12048-60)

**National Shrimp & Seafood
Distributors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, incorporating: Manuel Sachs, accountant, of Côte St-Luc, David Litner, advocate, and Georgia M. Smith, secretary, fille majeure usant de ses droits, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with fish and all other products of the seas, rivers and lakes, under the name of "National Shrimp & Seafood Distributors Inc." with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2101 Saint Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11875-60)

Placements Bonne Chance Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1960, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Placements Bonne Chance Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 2260 Larivière Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12030-60)

Promotion Publications Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, incorporating: Édouard Martel, advocate, of Outremont, Palména Pelletier, secretary, spinster, and Léandre Prévost, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To direct a publication and printing enterprise, under the name of "Promotion Publications Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1891 A, Sherbrooke, Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11982-60)

Provincial Automobile Dealers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Louise Bourdon et Lucille Roy, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles et exploitation de garages, sous le nom de "Provincial Automobile Dealers Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11982-60)

Provincial Automobile Dealers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Louise Bourdon, and Lucille Roy, secretaries, spinsters of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and in the operation of garages under the name of "Provincial Automobile Dealers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11895-60)

**Quebec Regional Shopping Centre Inc.
Centre d'Achat Régional de Québec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Maurice Gagné, Julien Chouinard, Maurice Jacques, avocats, et Marcelle Tremblay Grant, veuve, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs établissements de vente au détail communément connus comme centres d'achat, sous le nom de "Quebec Regional Shopping Centre Inc.—Centre d'Achat Régional de Québec Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 65 rue Sainte-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 11895-60)

**Quebec Regional Shopping Centre Inc.
Centre d'Achat Régional de Québec Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Maurice Gagné, Julien Chouinard, Maurice Jacques, lawyers, and Marcelle Tremblay Grant, widow, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To operate one or several retail sale establishments commonly known as shopping centres, under the name of "Quebec Regional Shopping Centre Inc.—Centre d'Achat Régional de Québec Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 65 Sainte Anne Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11804-60)

Rosaire Turcotte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Rosaire Turcotte, marchand, Laurette St-Hilaire Turcotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rosaire Turcotte, et Louis Baillargeon, notaire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de mercerie et de lingerie, sous le nom de "Rosaire Turcotte Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires et en 300 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11804-60)

Rosaire Turcotte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Rosaire Turcotte, merchant, Laurette St-Hilaire Turcotte, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rosaire Turcotte, and Louis Baillargeon, notary, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally a business dealing in drygoods and Lingerie under the name of "Rosaire Turcotte Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares and into 300 preferred shares, all of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11666-60)

Salle d'Accueil Domremy Buckingham, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Hayes, mécanicien en tuyauterie, Roger Daoust, journalier, Roger Murphy, commis, Armand Allaire, débosseur, Jean-Marc Bourassa, camionneur, Rosaire Chauret, machiniste, Antonio Laurin, journalier, et Vincent Brunet, directeur de funérailles, tous de Buckingham, pour les objets suivants:

L'entraide et la réhabilitation des alcooliques, sous le nom de "Salle d'Accueil Domremy Buckingham, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$8,000.

Le siège social de la corporation sera à Buckingham, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54258-o

P. FRENETTE.

(A.G. 11666-60)

Salle d'Accueil Domremy Buckingham, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Roch Hayes, pipe mechanic, Roger Daoust, laborer, Roger Murphy, clerk, Armand Allaire, automobile-body repair man, Jean-Marc Bourassa, trucker, Rosaire Chauret, machinist, Antonio Laurin, laborer, and Vincent Brunet, funeral director, all of Buckingham, for the following purposes:

For the mutual aid and rehabilitation of alcoholics; under the name of "Salle d'Accueil Domremy Buckingham, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$8,000.

The head office of the corporation will be at Buckingham, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54258

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11533-60)

Salle d'Accueil Domremy de Princeville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Wellie Rancourt, inspecteur dans le meuble, Aurélien Dubois, commerçant, et Oscar Bélanger, contremaître, tous de Princeville, pour les objets suivants:

L'entraide et la réhabilitation des alcooliques, sous le nom de "Salle d'Accueil Domremy de Princeville Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54258-o

P. FRENETTE.

(A.G. 11533-60)

Salle d'Accueil Domremy de Princeville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Wellie Rancourt, furniture inspector, Aurélien Dubois, trader, and Oscar Bélanger, foreman, all of Princeville, for the following purposes:

The aid and rehabilitation of alcoholics, under the name of "Salle d'Accueil Domremy de Princeville Inc."

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Princeville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54258

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11879-60)

Salon de la Draperie Moderne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation: Nick Michel, marchand, Mlle Lucette Bergeron, sténographe, et Jocelyn Tremblay, étudiant, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, marchandises sèches et de textiles, sous le nom de "Salon de la Draperie Moderne Ltée", avec un capital total de \$39,000, divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 104, rue Harvey, est, Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54258-o

P. FRENETTE.

(A.G. 11879-60)

Salon de la Draperie Moderne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Nick Michel, merchant, Miss Lucette Bergeron, stenographer, and Jocelyn Tremblay, student, all of Alma, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, drygoods and textiles, under the name of "Salon de la Draperie Moderne Ltée", with a total capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 104 Harvey Street, East, Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54258

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12046-60)

Shanley Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Norman Genser, de Hampstead, Sydney Phillips, de Côte St-Luc, tous deux avocats et Rose-Marie Bourgoing, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'immeubles, sous le nom de "Shanley Properties Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 12046-60)

Shanley Properties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Norman Genser, of Hampstead, Sydney Phillips, of Côte St-Luc, both attorneys, and Rose-Marie Bourgoing, secretary, unmarried of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a realty business, under the name of "Shanley Properties Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11787-60)

Shefner Industrial Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation: Julius Roseblum, avocat, de Mont-Royal, Gladys MacLeod, et Marjorie Sharp, sténographes, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction, amélioration, développement et placements, sous le nom de "Shefner Industrial Centre Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 11787-60)

Shefner Industrial Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1960, incorporating: Julius Roseblum, advocate, of Mount-Royal, Gladys MacLeod and Marjorie Sharp, stenographers, spinners of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement, development and investment company, under the name of "Shefner Industrial Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 3,800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11992-60)

**Sillery Ste-Foy Lions Club Inc.
Club Lions Sillery Ste-Foy Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Blouin, décorateur, de Québec, Hugues Roberge, commerçant, Ivan Mignault, avocat, Stuart McCracken, évaluateur, et Pierre Méthot, courtier d'assurances, tous quatre de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Pour créer et encourager un esprit de "Généreuse considération" parmi les gens du monde par une étude des problèmes des relations internationales; promouvoir la théorie et la pratique des principes de bon gouvernement et bon civisme, sous le nom de "Sillery Ste-Foy Lions Club Inc.—Club Lions Sillery Ste-Foy Inc."

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

(A.G. 11922-60)

**Sillery Ste-Foy Lions Club Inc.
Club Lions Sillery Ste-Foy Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Serge Blouin, decorator, of Québec, Hugues Roberge, trader, Ivan Mignault, lawyer, Stuart McCracken, appraiser, and Pierre Méthot, insurance broker, all four of Ste-Foy, for the following purposes:

To create and foster a spirit of "generous consideration" among the people of the world through a study of the problems of international relationships; to promote the theory and practice of principles of good government and good citizenship, under the name of "Sillery Ste-Foy Lions Club Inc.—Club Lions Sillery Ste-Foy Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Foy, judicial district of Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11719-60)

Sinam Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1960, constituant en corporation: Harry Blanshay, Israël Edward Blanshay, avocats, et Beatrice Demetre, secrétaire, célibataire, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Sinam Enterprises Inc.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,800 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11909-60)

Spécialités Sanitaires du Saguenay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Albert Couture, chimiste, Claude Auger, étudiant, et Mme Charles-Henri Boily, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles-Henri Boily, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Commerce de produits sanitaires, accessoires domestiques, produits alimentaires, ainsi que le commerce en gros de produits pharmaceutiques, sous le nom de "Spécialités Sanitaires du Saguenay Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11765-60)

Sweet Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1960, constituant en corporation: Zelman Cukierman, marchand, Benny Zukerman, constructeur, tous deux de Côte St-Luc, et Morris Midgal, constructeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et placements, sous le nom de "Sweet Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11719-60)

Sinam Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1960, incorporating: Harry Blanshay, Israël Edward Blanshay, advocates, and Beatrice Demetre, secretary, spinster of the age of majority and using her rights, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and investment company, under the name of "Sinam Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,800 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11909-60)

Spécialités Sanitaires du Saguenay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Albert Couture, chemist, Claude Auger, student, and Mrs. Charles-Henri Boily, secretary, wife separate as to property of Charles-Henri Boily, all of Alma, for the following purposes:

To deal in sanitary products, domestic appliances, food products, as well as the wholesale business dealing in pharmaceutical products, under the name of "Spécialités Sanitaires du Saguenay Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11765-60)

Sweet Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1960, incorporating: Zelman Cukierman, merchant, Benny Zukerman, builder, both of Côte St-Luc, and Morris Midgal, builder, of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Sweet Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11803-60)

Taschereau Boulevard Tire Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, d'Outremont, Jean-Marc Poulin, et Mlle Micheline Corbeil, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Taschereau Boulevard Tire Service Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1245, boulevard Taschereau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o L. FRENETTE.

(A.G. 11803-60)

Taschereau Boulevard Tire Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, incorporating: Henri-Paul Lemay, of Outremont, Jean-Marc Poulin, and Miss Micheline Corbeil, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Taschereau Boulevard Tire Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1245 Taschereau Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE.
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11889-60)

Tele-Fil Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, de Côte St-Luc, tous deux avocats, Sidney Cutler, avocat, et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, produire, acheter, vendre, échanger et négocier et installer les matériaux, équipement, dispositifs, appareils, raccords et accessoires utilisés en rapport avec la transmission et l'application de l'énergie électrique, sous le nom de "Tele-Fil Ltée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 11889-60)

Tele-Fil Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, of Côte St-Luc, both advocates, Sidney Cutler, advocate, and Annette Katz, secretary, fille majeure of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, trading and dealing in and installing materials, equipment, appliances, apparatus, fittings and accessories to be used in connection with the transmission and application of electrical energy, under the name of "Tele-Fil Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE.
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11185-60)

The Grand Shaw Rehabilitation Council for the Handicapped

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: W. Dilworth Jay, agent des achats, Harold Turcotte, surintendant de magasin, tous deux de Shawinigan-Sud, Jean-P. Magnan, commis, Albert Carr, gérant de bureau, Louis-Joseph Carbonneau, technicien, et Lionel-J. Janna, comptable agréé, tous quatre de Shawinigan, pour les objets suivants:

Favoriser le bien-être des personnes handicapées en encourageant et coordonnant tous les efforts publics et privés à leur faveur, sous le nom de "The Grand Shaw Rehabilitation Council for the Handicapped".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$200,000.

(A.G. 11185-60)

The Grand Shaw Rehabilitation Council for the Handicapped

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: W. Dilworth Jay, purchasing agent, Harold Turcotte, store superintendent, both of Shawinigan South, Jean-P. Magnan, clerk, Albert Carr, office manager, Louis-Joseph Carbonneau, technician, and Lionel-J. Janna, chartered accountant, all four of Shawinigan, for the following purposes:

To promote the welfare of handicapped persons by fostering and coordinating all public and private efforts in their behalf, under the name of "The Grand Shaw Rehabilitation Council for the Handicapped".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited to \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11525-60)

The Lakeshore General Hospital

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: David George Meredith Cape, Frank deNiord Brent, docteurs en médecine, James Alasdair Fraser, Kenneth Munro Place, Gordon James Stringer, administrateurs, James Walter Hemens, avocat, tous six de Beaconsfield, John Alfred Anderson, de Senneville, Jean-Marcel Daoust, de Ste-Anne-de-Bellevue, Hugh Anthony Gault Kingsmill, de Baie d'Urfé, Harry Emmett Hills, de Dorval, tous quatre administrateurs, David Climie Munroe, professeur, de Ste-Anne-de-Bellevue, et Louis Godschall Johnson, docteur en médecine, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, pour les objets suivants:

Établir et diriger un hôpital, sous le nom de "The Lakeshore General Hospital".

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$7,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11990-60)

Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseiller de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant, sous le nom de "Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur nominale ni au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11915-60)

V. Dagenais & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1960, constituant en corporation: Roland Dupuy, gérant, de St-Laurent, Jacques Coderre, de Montréal, et André Paquette, d'Outremont, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

The head office of the corporation will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11525-60)

The Lakeshore General Hospital

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: David George Meredith Cape, Frank deNiord Brent, doctors of medicine, James Alasdair Fraser, Kenneth Munro Place, Gordon James Stringer, executives, James Walter Hemens, advocate, all six of Beaconsfield, John Alfred Anderson, of Senneville, Jean-Marcel Daoust, of Ste-Anne-de-Bellevue, Hugh Anthony Gault Kingsmill, of Baie d'Urfé, Harry Emmett Hills, of Dorval, all four executives, David Climie Munroe, professor, of Ste-Anne-de-Bellevue, and Louis Godschall Johnson, doctor of medicine, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, for the following purposes:

To establish and conduct a hospital, under the name of "The Lakeshore General Hospital".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold shall be limited to \$7,000,000.

The head office of the corporation will be at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11990-60)

Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11915-60)

V. Dagenais & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1960, incorporating: Roland Dupuy, manager, of St-Laurent, Jacques Coderre, of Montreal, and André Paquette, of Outremont, the two latter lawyers, for the following purposes:

Exercer l'industrie de la mise en conserves des fruits, légumes, viandes et autres produits alimentaires, sous le nom de "V. Dagenais & Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau Procureur général, le douze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 12032-60)

Western Coal Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Hyman Baker, Frank Melvin Godine et Bernard Joseph Woloshen, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de charbon, coke, tourbe, huile, bois, combustible et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de "Western Coal Company Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(P.G. 11331-60)

Wheeldex-Simpla Canadian Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation: John Larkin Kerwin, Physicist, de Sillery, James Timothy Joseph Kerwin, marchand de bois, et Bernard Thomas Murphy, marchand, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de grossistes, détaillants, manufacturiers et agents manufacturiers de meubles, équipement et fournitures de toutes sortes pour bureaux et maisons d'affaires, sous le nom de "Wheeldex-Simpla Canadian Company", avec un capital total de \$100,000, divisé en 9,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1305 ouest, chemin Ste-Foy, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

To carry on the industry dealing in the preserving of fruits, vegetables, meats, and other food products, under the name of "V. Dagenais & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12032-60)

Western Coal Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Hyman Baker, Frank Melvin Godine and Bernard Joseph Woloshen, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in coal, coke, peat, oil, wood, fuel and lubricants of all kinds, under the name of "Western Coal Company Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11331-60)

Wheeldex-Simpla Canadian Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, incorporating: John Larkin Kerwin, physicist, of Sillery, James Timothy Joseph Kerwin, lumber merchant, and Bernard Thomas Murphy, merchant, both of Québec, for the following purposes:

To carry on business as wholesalers, retailers, manufacturers and manufacturer's agents of furniture, equipment and supplies of all kinds for offices and businesses, under the name of "Wheeldex-Simpla Canadian Company", with a total capital stock of \$100,000, divided into 9,500 preferred shares of a par value of \$10 each and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1305 Ste-Foy Road West, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 11294-60)

A Ma Baie Yacht Club

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 11294-60)

A Ma Baie Yacht Club

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieute-

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze avril 1960, confirmant le règlement N° 38 de la corporation "A Ma Baie Yacht Club", déjà constituée sans capital-actions, en vertu des dispositions de l'article 214, 1° pourvoyant à la création d'un capital-actions de \$20,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

Le bureau principal de la compagnie est situé en la ville de Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 15270-59)

Areldee Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix mai 1960, à la compagnie "Rudel Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 septembre 1959, changeant son nom en celui de "Areldee Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11496-60)

Canadian Footwear Research Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mars 1960, à la compagnie "Canadian Footwear Research Inc.", augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune, le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations étant fixé à \$7,500.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11495-60)

Citadel Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mars 1960, à la compagnie "Citadel Lumber Inc.", 1° augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées classe "A" de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe "B" de \$10 chacune; 2° changeant ses 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune en 2,000 actions privilégiées classe "A" de \$10 chacune; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

nant-Governor of the Province of Quebec, dated April 14th, 1960, confirming by-law No. 38 of the corporation "A Ma Baie Yacht Club", already constituted without share capital, under the provisions of article 214, 1. providing for the creation of a share capital of \$20,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 50 preferred shares of \$100 each; 2. extending its powers.

The head office of the company is situated in the town of Pierrefonds, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15270-59)

Areldee Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May tenth, 1960, to the company "Rudel Corporation", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of September 17, 1959, changing its name to "Areldee Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11496-60)

Canadian Footwear Research Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March 31st, 1960, to the company "Canadian Footwear Research Inc.", increasing its capital stock, the additional share capital being divided into 25,000 preferred shares of \$1 each, the amount with which the said company will continue its operations being fixed at \$7,500.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11495-60)

Citadel Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March 31st, 1960, to the company "Citadel Lumber Inc.", 1. increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, the additional share capital being divided into 4,000 preferred class "A" shares of \$10 each and into 2,000 preferred class "B" shares of \$10 each; 2. altering its 2,000 preferred shares of \$10 each into 2,000 preferred class "A" shares of \$10 each; 3. altering the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11504-60)

Concordia Football Club (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er avril 1960, à la compagnie constituée en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom primitif de "Sparta Football Club (Montreal) Inc.", par lettres patentes du 21 février 1958, et lettres patentes supplémentaires, en date du 4 mai 1959, changeant ledit nom primitif en celui de "Alouette Canadian Soccer Club Inc.", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires, en date du 25 septembre 1959, changeant ce dernier nom en celui primitivement de "Sparta Football Club (Montreal) Inc.", changeant de nouveau son nom en celui de "Concordia Football Club (Montreal) Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 1er avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11504-60)

Concordia Football Club (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April first, 1960, to the company incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, under the first name of "Sparta Football Club (Montreal) Inc.", by letters patent of February 21, 1958, and by supplementary letters patent, dated May 4, 1959, changing said first name to "Alouette Canadian Soccer Club Inc.", and by new supplementary letters patent, dated September 25, 1959, changing this last name to the one first granted "Sparta Football Club (Montreal) Inc.", changing its name once again to "Concordia Football Club (Montreal) Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12098-60)

Dion & Frère Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mai 1960, à la compagnie "Dion & Frère Limitée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 12098-60)

Dion & Frère Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of May, 1960, to the company "Dion & Frère Limitée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11624-60)

Florea & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six mai 1960, à la compagnie "Florea & Sons Limited", 1° subdivisant ses 100 actions communes de \$100 chacune en 1,000 actions communes de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$10,000 à \$50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions privilégiées de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11624-60)

Florea & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May sixth, 1960, to the company "Florea & Sons Limited", 1. subdividing its 100 common shares of \$100 each into 1,000 common shares of \$10 each; 2. increasing its capital stock from \$10,000 to \$50,000, the additional share capital being divided into 800 preferred shares of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11242-60)

Helen Realty Investment Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois mars 1960, à la compagnie "Helen Realty Investment Co. Inc.", 1° augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées classe "C" de \$10 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11242-60)

Helen Realty Investment Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of March, 1960, to the company "Helen Realty Investment Co. Inc.", 1. increasing its capital stock from \$40,000 to \$140,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred class "C" shares of \$10 each; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 14177-59)

H. Singer Furniture Products Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix mai 1960, à la compagnie "H. Singer Manufacturing Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 juillet 1959, changeant son nom en celui de "H. Singer Furniture Products Corp."

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11899-60)

Indénatlib Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six avril 1960, à la compagnie "Indénatlib Inc.", étant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11736-60)

Isaac Edgar Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre mai 1960, à la compagnie "Brian Furs Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 avril 1956, changeant son nom en celui de "Isaac Edgar Incorporated".

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11704-60)

Jean-Baptiste Dubé, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt avril 1960, à la compagnie "Jean-Baptiste Dubé, Limitée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 12012-60)

Laboratoire Medic Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux mai 1960, à la compagnie "Mid-Country Experimental Drugs Importing Company", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des

(A.G. 14177-59)

H. Singer Furniture Products Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of May, 1960, to the company "H. Singer Manufacturing Co. Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of July 22, 1959, changing its name into that of "H. Singer Furniture Products Corp."

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11899-60)

Indénatlib Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 26th, 1960, to the company "Indénatlib Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11736-60)

Isaac Edgar Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of May, 1960, to the company "Brian Furs Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of April 23, 1956, changing its name into that of "Isaac Edgar Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11704-60)

Jean-Baptiste Dubé, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April twentieth, 1960, to the company "Jean-Baptiste Dubé, Limitée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12012-60)

Laboratoire Medic Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May second, 1960, to the company "Mid-Country Experimental Drugs Importing Company", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of

compagnies de Québec, par lettres patentes du 8 avril 1959, changeant son nom en celui de "Laboratoire Medic Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11554-60)

Les Immeubles Delrano Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre avril 1960, à la compagnie "Les Immeubles Delrano Inc.", subdivisant ses 200 actions ordinaires de \$50 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11599-60)

**Les Spécialités Vimy Inc.
Vimy Specialties Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf avril 1960, à la compagnie "Arsenal de l'Auto Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 8 mars 1954, changeant son nom en celui de "Les Spécialités Vimy Inc. — Vimy Specialties Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11727-60)

Little Trout Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize avril 1960, à la compagnie "Haven Holdings Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 24 septembre 1959, changeant son nom en celui de "Little Trout Holdings Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11134-60)

**L'Oeuvre des Loisirs
de la Cité de Chicoutimi**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq mai 1960, à la corporation "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Chicoutimi", constituée en vertu de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes du 7 juin 1945, 1° changeant son nom en celui de "L'Oeuvre des

April 8, 1959, changing its name to "Laboratoire Medic Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11554-60)

Les Immeubles Delrano Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of April, 1960, to the company "Les Immeubles Delrano Inc.", subdividing its 200 common shares of \$50, each into 10,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11599-60)

**Les Spécialités Vimy Inc.
Vimy Specialties Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 19th, 1960, to the company "Arsenal de l'Auto Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of March 8, 1954, changing its name to "Les Spécialités Vimy Inc.— Vimy Specialties Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11727-60)

Little Trout Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of April, 1960, to the company "Haven Holdings Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of September 24, 1959, changing its name into that of "Little Trout Holdings Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11134-60)

**L'Oeuvre des Loisirs
de la Cité de Chicoutimi**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of May, 1960, to the company "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Chicoutimi", incorporated under Part III of the said Act, by letters patent of June 7, 1945, 1. changing its name into that of "L'Oeuvre des Loisirs de la

Loisirs de la Cité de Chicoutimi"; 2° étendant ses pouvoirs en augmentant le montant des biens immobiliers que peut posséder ladite corporation à \$500,000.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11665-60)

Maisonneuve Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze avril 1960, à la compagnie "Maisonneuve Holdings Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$240,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11737-60)

Monarch-Crystal Electronic Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois mai 1960, à la compagnie "Crystal Waterproof & Clothing Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 août 1957, 1° changeant son nom en celui de "Monarch-Crystal Electronic Co. Inc."; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11717-60)

Quebec Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf mai 1960, à la compagnie "Quebec Enterprises Ltd.", subdivisant ses 200 actions de \$100 chacune en 2,000 actions de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11412-60)

Rosemount Boys' Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six mai 1960, à la corporation "Rosemount Boys' Club Inc.", modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

Cité de Chicoutimi"; 2. extending its powers by increasing the amount of immoveable property which the said corporation may own to \$500,000.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11665-60)

Maisonneuve Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April twelfth, 1960, to the company "Maisonneuve Holdings Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$240,000, the additional share capital being divided into 200,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11737-60)

Monarch-Crystal Electronic Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May third, 1960, to the company "Crystal Waterproof & Clothing Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 26, 1957, 1. changing its name to "Monarch-Crystal Electronic Co. Inc."; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11717-60)

Quebec Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the ninth day of May, 1960, to the company "Quebec Enterprises Ltd.", subdividing its 200 shares of \$100 each into 2,000 shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11412-60)

Rosemount Boys' Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May sixth, 1960 to the company "Rosemount Boys' Club Inc.", altering its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11252-60)

St. Lawrence Freighting Corp. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mars 1960, à la compagnie "St. Lawrence Freighting Corp. Limited", modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11252-60)

St. Lawrence Freighting Corp. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of March, 1960, to the company "St. Lawrence Freighting Corp. Limited", amending the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11363-60)

Seven-Up Granby Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux mai 1960, à la compagnie "Liqueurs Granby Incorporée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 novembre 1952, changeant son nom en celui de "Seven-Up Granby Incorporée".

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11363-60)

Seven-Up Granby Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the second day of May, 1960, to the company "Liqueurs Granby Incorporée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of November 26, 1952, changing its name into that of "Seven-Up Granby Incorporée".

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11601-60)

Smart Lingerie Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix mai 1960, à la compagnie "National Whitewear Manufacturing Company Incorporated", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 4 février 1947, et par lettres patentes supplémentaires en date du 14 juin 1952, 1° changeant son nom en celui de "Smart Lingerie Mfg. Co. Ltd."; 2° convertissant 600 actions communes de \$100 chacune en 600 actions privilégiées de \$100 chacune, de sorte que le capital de ladite compagnie sera à l'avenir de \$174,900, divisé en 399 actions communes de \$100 chacune et en 1,350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

(A.G. 11601-60)

Smart Lingerie Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May sixth, 1960, to the company "National Whitewear Manufacturing Company Incorporated", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 4, 1947, and by supplementary letters patent dated June 14, 1952, 1. changing its name to "Smart Lingerie Mfg. Co. Ltd."; 2. converting 600 common shares of \$100 each into 600 preferred shares of \$100 each, in such a way that the capital stock of the company will, in the future, be \$174,900, divided into 399 common shares of \$100 each and into 1,350 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11940-60)

**Société Internationale de Recherches Économiques Inc.
International Economic Research Corporation Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf avril 1960, à la compagnie "Société Internationale de Recherches Économiques Inc.—International Economic Research Corporation Inc.", réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 143,000 actions privilégiées de \$10 chacune, le montant

(A.G. 11940-60)

**Société Internationale de Recherches Économiques Inc.
International Economic Research Corporation Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of April, 1960, to the company "Société Internationale de Recherches Économiques Inc.—International Economic Research Corporation Inc.", reducing its capital stock, the cancelled capital stock being divided into 143,000 preferred shares, of \$10 each, the

avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins de \$357,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 16131-59)

Spur Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mai 1960, à la compagnie "Centralia Investment Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 novembre 1959, changeant son nom en celui de "Spur Realities Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11764-60)

Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.
Baie des Chaleurs Television Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq avril 1960, à la compagnie "La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom primitif de "CHNC-TV Inc.", par lettres patentes du 3 juillet 1957, et par lettres patentes supplémentaires en date du 7 octobre 1957, changeant ledit nom primitif en celui de "La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.", 1° changeant de nouveau son nom en celui de "Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.—Baie des Chaleurs Television Inc."; 2° convertissant et subdivisant 150 de ses 3,500 actions privilégiées de \$100 chacune en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(P.G. 11576-60)

The Family Service Association of Montreal

Avis est par les présentes donné que, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes supplémentaires, portant la date du seize mai 1960, ont été émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, changeant le nom de "The Family Welfare Association of Montreal" en celui de "The Family Service Association of Montreal".

Ladite corporation fut constituée en vertu de l'article 3097 des statuts révisés de 1888, tel que remplacé par le statut 62 Victoria, chapitre 32, le tout par l'ordre en conseil N° 42 daté du 23 janvier 1900, sous le nom de "Montreal Charity Organization Society" ou "Office Central de la Charité de Montréal", dont le nom original fut changé en celui de "The Family Welfare Asso-

amount with which the said company shall continue its operations being fixed to not less than \$357,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16131-59)

Spur Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of May, 1960, to the company "Centralia Investment Co. Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of November 6, 1959, changing its name into that of "Spur Realities Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11764-60)

Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.
Baie des Chaleurs Television Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 25th, 1960, to the company "La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, under the first name of "CHNC-TV Inc.", by letters patent of July 3, 1957, and by supplementary letters patent dated October 7, 1957, changing said first name to "La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.", 1. changing once again, its name to "Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.—Baie des Chaleurs Television Inc."; 2. converting and subdividing 150 of its 3,500 preferred shares of \$100 each into 1,500 common shares of \$10 each; \$10 each; 3. altering the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11576-60)

The Family Service Association of Montreal

Notice is hereby given that, in virtue of the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of May, 1960, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "The Family Welfare Association of Montreal" to that of "The Family Service Association of Montreal".

The said corporation was incorporated under Article 3097 of the Revised Statutes of 1888, as replaced by the Statute 62 Victoria, Chapter 32, the whole by Order-in-Council No. 42 dated January 23, 1900, under the name of "Montreal Charity Organization Society" or "Office Central de la Charité de Montréal", which original name was changed to that of "The Family Welfare

ciation of Montreal" pour l'ordre en conseil daté du 21 mars 1921, en vertu des dispositions de l'article 6922 des statuts révisés de 1909, et par lettres patentes, portant la date du 1er jour de mai 1959, la créant en une corporation gouvernée par les dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258 P. FRENETTE.

Association of Montreal" by Order-in-Council dated March 21, 1921, under the provisions of Article 6922 of the Revised Statutes of 1909, and by letters patent, bearing date the 1st day of May, 1959, creating it a corporation governed by the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54258-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11519-60)

The Lake Edward Fish & Game Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du treize avril 1960, à la compagnie "The Lake Edward Fish & Game Club Inc.", augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 25 actions sans valeur au pair, le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins de \$20,000.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11519-60)

The Lake Edward Fish & Game Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of April, 1960, to the company "The Lake Edward Fish & Game Club Inc.", increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 25 shares of no par value, the amount with which the company shall continue its operations being fixed to not less than \$20,000.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11283-60)

Thermometer Corporation of Canada, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1960, à la compagnie "American Thermometer Corporation Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 9 septembre 1959, changeant son nom en celui de "Thermometer Corporation of Canada, Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11283-60)

Thermometer Corporation of Canada, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April, 1960, to the company "American Thermometer Corporation Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of September 9, 1959, changing its name into that of "Thermometer Corporation of Canada, Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11505-60)

**Ville Marie Office Furniture Ltd.
Ameublements de Bureau Ville Marie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre avril 1960, à la compagnie "Ville Marie Office Furniture Ltd.—Ameublements de Bureau Ville Marie Ltée", 1° changeant ses 1,200 actions sans valeur au pair en 1,200 actions communes de \$1 chacune; 2° subdivisant ses 200 actions privilégiées de \$100 chacune en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 3° réduisant son capital de \$21,200 à \$20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 120 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54258-o P. FRENETTE.

(A.G. 11505-60)

**Ville Marie Office Furniture Ltd.
Ameublements de Bureau Ville Marie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April fourth, 1960, to the company "Ville Marie Office Furniture Ltd.—Ameublements de Bureau Ville Marie Ltée", 1. changing its 1,200 shares of no par value into 1,200 common shares of \$1 each; 2. subdividing its 200 preferred shares of \$100 each into 2,000 preferred shares of \$10 each; 3. reducing its capital stock from \$21,200 to \$20,000, the share capital cancelled being divided into 120 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54258 *Acting Deputy Attorney General.*

Arrêtés en Conseil**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 878
Section "H"

Québec, 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement de la Commission Conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement de la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal approuvé par l'arrêté en Conseil numéro 728 du 29 juillet 1959, section "L", soit amendé en remplaçant le paragraphe *b*) de l'article 1 (Cotisation) par le suivant:

"*b*) Les artisans assujettis audit décret numéro 789 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen de \$60.00 par semaine."

L. DÉSILETS,

54302-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 975

Québec, le 14 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contractante — Décret relatif aux employés de garage dans l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le local 1306 de l'Association Internationale des Machinistes, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, relatif aux employés de garages dans l'Île de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mai 1960;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et que le nom de cette Association soit ajouté aux parties contractantes de deuxième part, dans le décret numéro 184.

C. LARICHELIERE,

54302-o *Greffier suppléant du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 977

Québec, le 14 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et

Orders in Council**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 878
Section "H"

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the right to levy of the Joint Commission of Ladies' Hairdressing of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the right to levy of the Joint Commission of Ladies' Hairdressing of Montreal, approved by order in council number 728 of July 29, 1959, section "L", be amended by replacing paragraph *b*) of article 1 (Levy) by the following:

"*b*) Artisans governed by the said decree number 789, and amendments, shall pay to the Parity committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage rate of \$60.00 a week."

L. DÉSILETS,

54302-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 975

Quebec, June 14, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adding of a co-contracting party — Decree relating to the garage employees in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), a petition has been submitted to the Minister of Labour by local 1306 of the International Association of Machinists for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 184 of February 8, 1950 and amendments, relating to the garage employees in the Island of Montreal;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 14, 1960;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

That the said petition be accepted and that the name of this Association be added to the contracting parties of the second part in the decree No. 184.

C. LARICHELIERE,

54302-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 977

Quebec, June 14, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in

coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et Lac Saint-Jean.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après énumérées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc.; Section des barbiers;

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc., Section des coiffeuses;

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du comté du Lac St-Jean, Inc., Section des barbiers;

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du comté du Lac St-Jean, Inc., Section des coiffeuses;

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc.;

L'Association Professionnelle des Employés Coiffeurs et Coiffeuses du Saguenay

pour les employeurs et les salariés des professions visées suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 avril 1960;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 avril 1960.

PREMIÈRE PARTIE

Règlementation générale

CHAPITRE I

Juridiction professionnelle

1. La juridiction professionnelle du décret vise toute personne qui exécute ou fait exécuter une ou plusieurs des opérations définies dans le chapitre II.

Elle s'étend également à toute personne société, compagnie ou corporation qui tient ou fait tenir un salon-école ainsi qu'aux élèves qui le fréquentent.

CHAPITRE II

Définitions

Aux fins d'application des dispositions du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami and Lake St-John.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter enumerated have submitted to the Minister of Labour a petition for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc., Section des barbiers;

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc., Section des coiffeuses;

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du comté du Lac St-Jean, Inc., Section des barbiers;

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs du comté du Lac St-Jean, Inc., Section des coiffeuses.

AND ON THE OTHER PART:

Le Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs du Saguenay, Inc.;

L'Association Professionnelle des Employés Coiffeurs et Coiffeuses du Saguenay,

for the employers and employees of the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 30, 1960;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, as amended) with however the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 30, 1960.

FIRST PART

General Rules

CHAPTER I

Professional jurisdiction

1. The professional jurisdiction of the decree extends to any person who executes or causes to be executed one or more of the operations defined in Chapter II.

It extends also to any person, company or corporation who operates or causes to be operated a school-parlour; it also applies to the pupils of such parlour.

CHAPTER II

Definitions

For the purposes of enforcement of the provisions of the decree, the following terms have the meaning hereunder given to them:

2. *Barbier — Coiffeur pour hommes*: Ces termes désignent toute personne qui exécute une ou plusieurs des opérations nécessaires pour rendre les services suivants: Coupe de cheveux, rasage de la barbe, shampoing, massage facial, flambage des cheveux, traitement du cuir chevelu, teinture, et qui détient un certificat de qualification valable dans la juridiction territoriale d'un décret.

3. *Coiffeur pour dames*: Ce terme désigne toute personne qui exécute une ou plusieurs des opérations nécessaires pour rendre les services suivants: Shampoing, coupe, taillage, flambage, tressage des cheveux, teinture, décoloration épilation, massage, maquillage, manucure, traitement du cuir chevelu, ondulation, indéfrisable, avec ou sans appareils ou produits chimiques ou de toute autre façon, montage ou démontage de l'indéfrisable et qui détient un certificat de qualification valable dans la juridiction territoriale d'un décret.

4. *Manucure-esthéticienne*: Ce terme désigne toute personne qui exécute une ou plusieurs des opérations nécessaires pour rendre les services suivants: Massage, maquillage, manucure et épilation.

5. *Manucure*: Ce terme désigne toute personne qui s'occupe du soin des mains et des ongles.

6. *Artisan*: Ce terme désigne toute personne exécutant individuellement ou en société un travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, pour son propre bénéfice.

7. *Apprenti*: Ce terme désigne toute personne qui fait l'apprentissage d'une ou de plusieurs des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

8. *Employé régulier*: Ce terme désigne tout salarié dont les services sont retenus et rémunérés à la semaine, et dont les heures de travail hebdomadaires sont celles prescrites par le décret ou les heures régulières de travail d'un salon professionnel, si celles-ci sont moindres que celles prescrites par le décret.

9. *Employé temporaire, surnuméraire, remplaçant*: Ces termes désignent tout salarié dont les services sont retenus et rémunérés, à l'heure, à la journée ou à commission et qui travaille une partie des heures de travail prescrites par le décret pour chaque jour ou chaque semaine, ou une partie des heures régulières de travail d'un salon professionnel, si celles-ci sont moindres que celles prescrites par le décret.

10. *Salon professionnel*: Ce terme désigne un salon de barbier-coiffeur, salon de coiffure, salon de beauté tout autre endroit, local ou établissement servant à exécuter ou faire exécuter en entier ou en partie une ou plusieurs des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

11. *Salon de barbier-coiffeur*: Ce terme désigne un établissement où le barbier ou coiffeur pour hommes exerce sa profession.

12. *Salon de coiffure*: Ce terme désigne un établissement où le coiffeur pour dames exerce sa profession.

13. *Salon de beauté*: Ce terme désigne un établissement où la manucure-esthéticienne exerce sa profession.

14. *Salon-école*: Ce terme désigne une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 63 et amendements), par la Loi des écoles professionnelles (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 64 et amendements) ou tout centre d'apprentissage fonctionnant sous l'autorité d'une commission d'apprentissage constituée en vertu de la Loi de l'aide à l'apprentissage (9 George

2. *Barber — Men's hairdresser*: These terms designate any person who performs one or more of the operations required to render the following services: Haircut, shaving, shampoo, facial massage, singeing of the hair, scalp, treatment, dyeing of the hair, and who is certificated in the territorial jurisdiction of a decree.

3. *Women's hairdresser*: This term designates any person who performs one or more of the operations required, to render the following services: Shampoo, cut, trimming, singeing, braiding of the hair, dyeing, bleaching, depilation, massage, make-up, manicure, scalp treatment, waving, permanent wave with or without machine or chemical products or done any other way, preparing or finishing up permanent wave and who is certificated in the territorial jurisdiction of a decree.

4. *Manicure-aesthetician*: This term designates any person who executes one or more of the operations required to render the following services: massage, make-up, manicure and depilation.

5. *Manicure*: This term designates any person whose work is concerned with the care of hands and nails.

6. *Artisan*: This term designates any person executing alone or in partnership, and for his own benefit, work included in the professional jurisdiction of the decree.

7. *Apprentice*: This term designates any person serving his apprenticeship in one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree.

8. *Regular employee*: This term designates any person whose services are hired and paid by the week and whose weekly hours of work are either those prescribed in the decree or the regular working hours of a professional parlour should the latter be less than those prescribed by the decree.

9. *Temporary employee, occasional employee, substitute*: These terms designate any person whose services are hired and paid by the hour, by the day or on a commission basis and who works part of the hours prescribed by the decree for each day or for each week, or part of the regular hours or work of a professional parlour should the latter be less than those prescribed by the decree.

10. *Professional parlour*: This term designates a barber-hairdresser parlour, hairdressing parlour, beauty parlour, or any other place, premises or establishment used for the executing of one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree.

11. *Barber-hairdresser parlour*: This term means an establishment where the barber or men's hairdresser plies his trade.

12. *Hairdressing parlour*: This term means an establishment where the women's hairdresser plies his trade.

13. *Beauty parlour*: This term means an establishment where the manicure-aesthetician performs her trade.

14. *School-parlour*: This term means a school regulated by the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 63 and amendments), by the Trade Schools Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 64 and amendments) or any apprenticeship centre operating under the authority of an Apprenticeship Commission constituted under the Apprenticeship Assistance Act (9 George VI, chapter 41), dis-

VI, chapitre 41) où se fait l'enseignement théorique et pratique d'une ou de plusieurs des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

15. *Élève*: Ce terme désigne un apprenti qui fréquente un salon-école.

16. *Ondulation permanente ou indéfrisable*: L'ondulation permanente ou "indéfrisable" est une ondulation ou frisure des cheveux imitant l'ondulation ou la frisure naturelle. Elle peut s'obtenir au moyen de l'une ou l'autre des opérations suivantes ou de toutes à la fois, mais non limitativement:

i. L'enroulement des cheveux par mèches ou par bouclettes, avec ou sans appareils cylindriques appelés bigoudis ou tout autre instrument, appareil manuel ou mécanique pouvant servir à pareil enroulement;

ii. L'application de solutions chimiques ou l'usage d'appareils dégageant de la chaleur;

iii. L'application sur les cheveux d'une solution chimique ne produisant aucune chaleur;

iv. Toute autre opération ou méthode donnant à des cheveux une ondulation ou frisure à caractère durable.

v. Le démontage qui consiste à enlever les appareils ou accessoires ou à défaire le travail d'une opération ci-haut mentionnée, afin de terminer l'indéfrisable.

17. *Coupe de cheveux*: Ce terme désigne l'opération qui consiste à couper, amincir, étager, effiler les cheveux au moyen de la tondeuse, des ciseaux ou du rasoir ou de quelque autre manière.

18. *Coupe de cheveux en brosse*: Ce terme désigne l'opération qui consiste à couper les cheveux en tenus verticale, droits sur la tête, sans considération du genre de coupe alentour de la tête, et que l'on fasse ou non l'usage de cire solide.

19. *Ondulation*: Ce mot désigne l'opération qui consiste à arranger, placer, tresser, friser, coiffer, onduler les cheveux à l'eau, au fer ou au moyen du papier, de la mise en plis ou de toute autre façon.

20. *Teinture*: Ce mot signifie l'application sur les cheveux de toute substance colorante à caractère permanent, y inclus les shampooings colorants, que l'application soit faite en entier ou en partie, ou en retouche sur les racines des cheveux après la pousse de ceux-ci.

21. *Décoloration*: Ce mot signifie l'application sur les cheveux de toute substance ayant pour but de réduire ou d'enlever partiellement ou complètement, la pigmentation des cheveux.

22. *Décapage*: Ce mot comprend les opérations suivantes: dissoudre et enlever, au moyen de toute substance ou produit à cet effet, la teinture appliquée sur les cheveux.

23. *Massage*: Ce mot comprend les opérations suivantes: masser, nettoyer, stimuler, manipuler ou embellir le visage, les bras, les mains, le cou.

24. *Manucure*: Ce mot comprend les opérations suivantes: couper ou corriger les cuticules (envies), la pousse des ongles, faire disparaître les taches, former, polir, émailler, nettoyer, embellir, limer, couper, faire briller les ongles avec ou sans l'usage de cosmétiques, toniques, lotions, crèmes ou poudres.

25. *Rinçage*: Ce mot signifie l'application sur les cheveux d'une substance ayant pour effet de libérer les cheveux de toute adhérence ou particule savonneuse accolée après un shampooing.

26. *Rinçage nuanceur ou colorant*: Ces termes signifient l'application sur les cheveux, sans l'aide d'oxydants ou d'oxygénés, d'une substance ayant un effet colorant temporaire.

27. *Shampooing*: Ce mot désigne le nettoyage ou lavage des cheveux et du cuir chevelu à l'eau,

pensing theoretical or practical training in respect of one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree.

15. *Pupil*: This term means an apprentice who attends a school-parlour.

16. *Permanent wave*: The permanent wave is the waving or curling of the hair so as to imitate a natural wave or curl. It can be obtained by means of one or more of the following or of other operations:

i. The winding of the hair into locks or curls, with or without cylinders called curlers or any other instrument, hand or mechanical device that may be used for that purpose;

ii. The application of chemical solutions or the use of heat producing devices;

iii. The application on the hair of a chemical solution producing no heat;

iv. Any other operation or method that gives the hair a lasting or "permanent" wave.

v. The finishing operation which consists in removing devices or accessories or in undoing the work of one of the above mentioned operations in order to complete the permanent wave.

17. *Haircut*: This word means the operation which consists in cutting, thinning, tapering the hair by means of clippers, scissors or razor, or any other way.

18. *Brushcut*: This term designates the operation which consist in cutting the hair so that it will stand upright on the head, irrespective of the kind of haircut around the head or of the use of solid wax or not.

19. *Wave*: This word designates the operations which consist in setting, braiding, curling, dressing, waving the hair with water, curling, iron, paper and includes finger wave, etc.

20. *Dyeing*: This word means the application on the hair of any lasting colouring substance, including colour shampoos, whether the application be made in whole or part or be a retouching on the hair root after the hair has grown.

21. *Bleaching*: This word means the application on the hair of any substance tending to reduce or remove, in whole or part, the pigmentation of the hair.

22. *Dye removing*: This work means the dissolving or removing, by means of any substance or product, of the dye applied on the hair.

23. *Massage*: This work means the operation which consists in the following: to massage, clean, stimulate, manipulate or embellish the face, the arms, the hands, the neck.

24. *Manicure*: This work means the operation which consists in the following: to cut or arrange cuticles, the nails, to remove the spots, to form, polish, clean, embellish, file, cut, shine the nails, with or without the use of cosmetics, tonics, lotions creams or powders.

25. *Rinse*: This word means the application on the hair of a substance tending to free the hair of any soap or other particles that may be left after a shampoo.

26. *Tinting or colouring rinse*: These words mean the application on the hair, without the use of oxydizing agents or peroxide, of a substance used to colour temporarily.

27. *Shampoo*: This work means the cleaning or washing of the hair and scalp with water or

au savon, ou au moyen de toute autre substance nettoyante.

28. *Épilation*: Ce mot signifie le fait d'enlever ou tirer les poils par l'usage de crèmes, de cires ou poudres dépilatoires ou au moyen d'instruments spéciaux, exception faite des appareils à l'électrolyse.

29. *Traitement du cuir chevelu*: Ce terme signifie le fait d'enlever les pellicules, reconditionner les cheveux ou le cuir chevelu, faire des applications ou traitements à l'huile ou avec d'autres substances spéciales à cet effet, au moyen de frictions manuelles, avec ou sans l'aide d'appareils spéciaux, lampe solaire, lampe à rayons ultra-violet, lampe à rayons infra-rouges ou vibreur.

CHAPITRE III

Dispositions relatives à l'apprentissage Conditions d'admission

30. Pour être admise à l'étude ou à l'apprentissage d'une ou de plusieurs opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, toute personne doit s'inscrire au Comité paritaire et obtenir un certificat d'apprentissage.

L'émission du certificat d'apprentissage dépend uniquement des conditions d'admission stipulées à l'article 31 du présent chapitre et n'est pas conditionnée par le nombre plus ou moins grand de personnes à admettre à l'apprentissage.

31. Aux fins d'obtenir son certificat d'élève ou d'apprenti, toute personne doit se conformer aux exigences suivantes:

a) Produire un *certificat officiel d'étude du cours secondaire — 9^{ième} année* — émis par le Département de l'instruction publique ou par une régie gouvernementale d'enseignement ou, subir avec succès un examen d'équivalence devant un examinateur désigné par le Comité paritaire.

b) Cependant, dans les endroits où le cours de 9^{ième} année n'est pas dispensé toute personne qui a complété la 7^{ième} année peut être admise à l'apprentissage.

c) Fournir deux (2) *photographies* (de dimensions satisfaisantes) et des preuves d'identification à la satisfaction du Comité paritaire.

32. *Durée*: La durée normale de l'apprentissage est de trente-six (36) mois pour les barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames, de douze (12) mois pour les manucures-esthéticiennes et de six (6) mois pour les manucures.

Endroits

33. L'apprentissage doit se faire dans un salon-école ou dans un salon professionnel, sous la surveillance constante d'une personne détenant un certificat de qualification.

Conditions particulières

34. Dans chaque salon-école, l'enseignement doit se faire suivant un programme approuvé par le Comité paritaire. Toute personne chargée d'y faire l'enseignement doit détenir un certificat de qualification.

Cet article ne s'applique pas aux salons-écoles régis par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 63 et amendements).

35. Aucune charge ou rémunération quelconque ne peut être exigée du public qui sert de modèle aux élèves d'un salon-école.

Les élèves ne sont pas rémunérés pour leur travail à l'école et ne peuvent réclamer de la

soap or by means of any other cleaning substance

28. *Depilation*: This word means the removing or pulling of hair by means of depilatory creams, waxes or powders or of special instruments, excepting electrolysis devices.

29. *Scalp treatment*: This term means the removing of dandruffs, the reconditioning of the hair or scalp, oil or other applications or treatments with the hands, with or without the use of special devices, solar lamps, ultra-violet lamps, infra-red lamps or vibrators.

CHAPTER III

Provisions concerning apprenticeship Eligibility

30. Every person shall register with the Parity Committee and obtain an apprenticeship certificate before being admitted to the study or to the apprenticeship of one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree.

The issue of the apprenticeship certificate is solely conditioned by the provisions of article 31 of this chapter, irrespective of the number of persons to be admitted to apprenticeship.

31. To obtain a pupil's or an apprentice's certificate, every person shall comply with the following requirements:

a) Produce an *official study certificate of the secondary course — 9th year* — issued by the Department of Education or by an education organization under the authority of the Government, or sit for an equivalent school examination before an examiner authorized by the Parity Committee.

b) However, in places where the ninth year is not taught, anyone who has completed the seventh year may be admitted to apprenticeship.

c) Produce *two (2) photographs* of reasonable size and identification papers at the satisfaction of the Parity Committee.

32. *Duration*: The standard duration of apprenticeship shall be thirty-six (36) months for barbers, men's hairdresser and women's hairdressers and twelve (12) months for manicures-aestheticians and six (6) months for manicures.

Places

33. Apprenticeship shall be served in a school-parlor or in a professional parlor, under the constant direction of a certificated person.

Special conditions

34. Every school parlor shall follow a teaching programme approved by the Parity Committee. Anyone teaching the trade shall be certificated.

This article does not apply to school-parlors regulated by the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 63 and amendments).

35. No charge or remuneration whatever may be made or required in the case of persons serving as models to the pupils of a school-parlor.

The pupils shall not be remunerated for their work at the school and they shall make no charges

clientèle ou des modèles servant à leur travail aucun prix ou tarif pour leurs services.

to the customers who serve as models.

Crédits aux élèves

Credit to pupils

36. a) Conformément à l'article 22a de la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 63 et amendements), toute personne qui a fréquenté une institution d'enseignement spécialisé visée par ladite loi, a droit, sans autres obligations que celles qui sont prescrites par ladite institution, d'obtenir du Comité paritaire un crédit d'apprentissage proportionné à la durée des études qu'elle a suivies et aux résultats qu'elle a obtenus dans cette institution.

36. a) Pursuant to section 22a of the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 63 and amendments), anyone who attends courses given by a specialized school regulated by the said Act may, merely by complying with the obligations prescribed by the said school, obtain from the Parity Committee an apprenticeship credit in proportion to the duration of the studies and to the results in the examinations passed at the school.

b) Toute personne qui a fréquenté un centre d'apprentissage ou une des écoles régies par la Loi des écoles professionnelles, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 64 et amendements), a également droit d'obtenir du Comité paritaire le crédit d'apprentissage mentionné au paragraphe précédent.

b) Anyone who has attended a school regulated by the Professional Schools Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 64 and amendments), or an apprenticeship center may also obtain from the Parity Committee the apprenticeship credit referred to in the foregoing paragraph.

c) De plus, les élèves qui, durant leur stage aux écoles relevant de la Loi de l'Enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 63 et amendements), ont suivi les cours de coiffure pour hommes (barbiers) et de coiffure pour dames dispensés dans ces écoles et comportant l'enseignement de l'hygiène sont exemptés des cours d'hygiène obligatoires que le Comité paritaire dispense.

c) Moreover, pupils who, in the period at the schools regulated by the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 63 and amendments), followed men's hairdressing (barbering) and ladies' hairdressing courses given in such schools and comprising hygiene courses, shall not be required to follow obligatory hygiene courses given by the Parity Committee.

Heures de travail et emploi des apprentis

Hours of work and employment of apprentices

37. Dans un salon professionnel, les heures de travail de l'apprenti sont celles fixées par le décret pour l'employé régulier.

37. In a professional parlour, hours of work of apprentices shall be the same as those determined in the decree for regular employees.

38. L'élève peut servir dans un salon professionnel pendant la période de congé d'un salon-école, durant la période des fêtes soit du 21 décembre au 8 janvier, pendant la fin de semaine de Pâques, ainsi que tous les samedis, pourvu que le prorata du nombre des apprentis déterminé dans le décret soit respecté.

38. Pupils may serve in a professional parlour during the vacation period of a school parlour, during the holidays period (from December 21 to January 8), during the Easter weekend and on all Saturdays providing the prorata of the number of apprentices determined in the decree be observed.

39. L'employeur ne peut retenir les services d'un apprenti comme employé temporaire, supplémentaire ou remplaçant.

39. The employer may not employ an apprentice in the capacity of temporary employee, occasional employee or substitute.

40. L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations de sa profession afin de lui permettre de pratiquer et d'apprendre toutes les opérations visées par le décret.

40. The employer shall make his apprentice work gradually on the various operations of his trade so that he may practise and learn all the operations governed by the decree.

Certificat d'hygiène

Hygiene certificate

41. Durant sa période d'apprentissage, l'apprenti doit suivre un cours d'hygiène et de cosmétologie d'une durée minimum de trente (30) heures.

41. Apprentices shall, during their apprenticeship period, attend an hygiene and cosmetology course consisting of not less than thirty (30) hours.

42. Le cours d'hygiène publié par le Ministère de la Jeunesse est officiellement reconnu dans tous les territoires assujettis aux décrets pris en exécution de la Loi de la convention collective et est obligatoire.

42. The hygiene course published by the Youth Department is officially recognized in all the territories covered by the decrees rendered under the Collective Agreement Act and shall be obligatory.

Toutefois, dans la juridiction territoriale des décrets régissant les barbiers et coiffeurs pour hommes et les coiffeurs pour dames en vigueur dans la région de Montréal, il sera loisible aux deux comités paritaires chargés d'en surveiller et d'en assurer l'observance d'accepter comme équivalent leur propre cours d'hygiène.

However, within the jurisdiction of the decrees relating to barbers and men's hairdressers and to ladies' hairdressers in the region of Montreal, the two parity committees entrusted with the administration of the said decrees may recognize their own hygiene course instead of the one mentioned above.

43. Dans une zone où le cours d'hygiène est dispensé par un salon-école ou un médecin, l'apprenti doit suivre ce cours, subir avec succès l'examen requis par le comté et obtenir le certificat approprié.

43. Wherever the hygiene course is given by a school-parlor or by a doctor, the apprentice shall follow such course and he shall sit for the examination required by the Committee and obtain the appropriate certificate.

Cet article ne s'applique pas aux salons-écoles régis par la Loi de l'enseignement spécialisé

This article does not apply to school-parlors regulated by the Specialized Schools Act (Re-

(Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 63 et amendements.)

44. Dans les zones où aucun cours n'est dispensé oralement, l'apprenti doit suivre le cours d'hygiène par correspondance préparé sous l'autorité du Ministère de la Jeunesse, dès que celui-ci le mettra à la disposition des élèves, et obtenir le certificat d'étude approprié.

45. Les frais de scolarité desdits cours doivent être établis au prix coûtant.

46. L'apprenti qui, pour des raisons valables, n'a pas suivi le cours d'hygiène ou qui, l'ayant suivi, n'a pu obtenir le certificat d'études pendant la durée normale de son apprentissage, peut être autorisé à exercer son métier pendant la durée de tel cours, pourvu qu'il le commence ou le reprenne incessamment.

Examen des apprentis

47. A l'expiration de la durée de son apprentissage, l'apprenti doit se présenter au Comité paritaire pour y subir l'examen obligatoire à l'obtention du certificat de qualification. En cas d'insuccès, l'apprenti doit subir un autre examen dans un délai maximum de six (6) mois.

48. Si l'apprenti ne se présente pas au Comité paritaire pour subir son examen dans un délai de trois (3) mois après l'expiration de la période de temps fixée pour son apprentissage ou à l'examen de reprise à la fin du délai prescrit, tout travail faisant l'objet du décret lui est interdit jusqu'à ce que le Comité paritaire ait statué sur son cas.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses Certificat de qualification

49. Le certificat de qualification émis par le bureau d'examineurs du comité paritaire appartient à son détenteur et doit être gardé dans le salon où ce dernier exerce sa profession.

50. Il est interdit d'annoncer une qualification autre que celle que possède la personne concernée.

Vente ou cession d'un salon professionnel

51. Au cas de vente ou de cession d'un salon professionnel durant la période annuelle de service d'un salarié, l'acheteur ou cessionnaire de ce salon doit assumer l'obligation du vendeur ou cédant relativement à l'octroi à ce salarié des vacances auxquelles il a droit suivant les prescriptions du décret.

Compétence dans un salon professionnel

52. Dans chaque salon professionnel, il doit y avoir en service régulier et permanent une personne détenant un certificat de qualification déterminé dans le décret.

Propriété de plusieurs salons professionnels

53. Le propriétaire de plus d'un salon professionnel est soumis aux prescriptions du décret relativement à chacun de ses établissements séparément, comme s'ils étaient la propriété de personnes distinctes.

Dispositions relatives à la rémunération des salariés

54. L'employé régulier doit recevoir son salaire hebdomadaire complet lorsque la semaine

vised Statutes of Quebec 1941, chapter 62 and amendments).

44. In regions where no oral courses are given, apprentices shall follow the Correspondence Hygiene Course drafted under the direction of the Youth Department as soon as the said department publishes the course, and shall obtain the appropriate study certificate.

45. School fees for the said courses shall be established at cost price.

46. Apprentices who did not, for justified reasons, attend the hygiene course, or who did attend it but could not obtain the study certificate during the standard duration of their apprenticeship, may be authorized to ply their trade while attending such course or if they are about to attend it.

Examination of apprentices

47. At the expiration of the duration of his apprenticeship, the apprentice shall sit for an examination before the Parity Committee in order to obtain the certificate of competency. Should the apprentice fail in the certification examination, he must sit for another examination within six (6) months.

48. Should the apprentice fail to sit for his examination before the Parity Committee within the three (3) months delay following the expiration of his apprenticeship period, or should he fail to sit for a second examination at the end of the prescribed delay, he shall do now work subject by the decree until the Parity Committee has taken a decision in his case.

CHAPTER IV

Miscellaneous provisions Certificate of competency

49. The certificate of competency issued by the Board of Examiners of the Parity Committee belongs to his holder and shall be kept in the parlour where the holder plies his trade.

50. No one shall advertise a qualification for which he is not certificated.

Sale or transfer of a professional parlour

51. In the event of the sale or transfer of a professional parlor in the annual period of service of an employee, the buyer or transferer shall assume the obligations of the seller or transferer of as regards the vacation to which the employee is entitled under the decree.

Qualification for the operation of a professional parlour

52. In every professional parlour, there shall be, in regular and permanent service, a person certificated as required by the decree.

Ownership of more than one professional parlour

53. The owner of more than one professional parlour is subject to the provisions of the decree for each and every one of his establishments separately, as if they were owned by different persons.

Provisions respecting remuneration of employees

54. The regular employee shall receive his entire weekly wages even when one of the holidays

comprend un ou des jours de fêtes chômés prescrits par le décret.

55. La rémunération due au salarié doit lui être payée hebdomadairement à son échéance, en monnaie légale, et sous enveloppe individuelle sur laquelle doivent être indiqués les heures de travail, le salaire minimum ou le salaire de base, si celui-ci est plus élevé que celui fixé par le décret, la commission payée et les déductions légalement autorisées.

56. Le pourboire versé par la clientèle au salarié lui appartient en propre et ne peut être considéré comme partie du salaire ou de la commission dus.

57. Les produits en usage dans les salons professionnels pour les services rendus à la clientèle sont à la charge exclusive de l'employeur; le coût de ces produits ne peut être déduit de quelque façon que ce soit du salaire ou de la commission payable au salarié.

Heures légale

58. Lorsque l'heure avancée a été décrétée par les autorités compétentes d'un endroit, l'heure légale y est l'heure avancée, pour la période décrétée.

Limitation des heures de travail

59. La durée des heures de travail déterminée par le décret doit être fixée dans le cadre et à l'intérieur de la réglementation municipale.

Renseignements au Comité paritaire

60. Avant de pouvoir exercer une profession visée par le décret ou tenir un salon professionnel toute personne doit déclarer par écrit au Comité paritaire ses noms, prénoms et adresse, le nom sous lequel elle exerce sa profession ou tient son salon, son régime matrimonial, de même que tout changement subséquent de nom ou d'adresse et, si elle ne tient pas seule un salon professionnel, les nom, prénoms et adresse de son ou ses associés.

61. Le barbier, le coiffeur pour hommes, le coiffeur pour dames, la manucure-esthéticienne ou la manucure doit aussi, dans un délai de dix (10) jours, aviser par écrit, le Comité paritaire de la cessation de l'exercice de sa profession ou de la vente, cession ou fermeture définitive de son salon.

Utilisation des salons professionnels

62. Un même local ne peut être utilisé simultanément, alternativement ou successivement comme salon professionnel et comme salon-école.

63. Tout salon professionnel faisant l'objet du décret doit être tenu dans une pièce exclusivement destinée et réservée à cette fin.

Artisan

64. L'artisan est assujéti à toutes les dispositions du décret régissant les salariés.

65. Aucun vendeur de machines, d'accessoires ou de produits nécessaires pour exercer une profession et pour exécuter une ou plusieurs des opérations faisant l'objet du décret ne peut exécuter ou faire exécuter l'une ou l'autre desdites opérations ailleurs que dans un salon professionnel ni à un prix inférieur aux prix minima fixés par le décret.

66. Toute personne agissant comme démonstrateur ou consultant dans l'une ou l'autre des opérations faisant l'objet du décret doit détenir un certificat de qualification émis par le Comité

mentioned in the decree occurs in the week.

55. The remuneration owed to employees shall be paid weekly when due, in currency, and in an individual envelope on which the following shall be mentioned: the hours of work, the minimum wages or basic wages should the latter be higher than those of the decree, commissions paid and deductions legally authorized.

56. Tips given by customers to employees shall belong to employees and cannot be considered as part of the wages or commission due.

57. Products used in professional parlours for the services rendered to customers shall be paid exclusively by the employer. The cost thereof cannot be deducted, in any way, form the wages or commission payable to the employee.

Legal time

58. When Daylight Saving Time is enforced by competent authorities of a locality, the legal time shall be the Saving Time for the period determined by the said authorities.

Limitation of working hours

59. The hours of work mentioned in the decree shall be established within and in pursuance of the municipal by-laws.

Information to the Parity Committee

60. Before having the right to ply a trade regulated by the decree or to operate a professional parlor, any person shall give in writing to the Parity Committee his name in full and address, the name under which he plies his trade or operates his parlor, his matrimonial status and any subsequent change in the name and address and, should he not operate the professional parlor alone, the name in full and address of his partners.

61. Barbers, men's hairdressers, ladies, hairdressers, manicures-aestheticians and manicures shall also, within ten (10) days, notify the Parity Committee in writing should they cease to ply their trade or should they sell or transfer or close their parlor.

Use of Professional Parlors

62. A same establishment cannot be used simultaneously, alternatively or successively as a professional parlor and as a school-parlor.

63. Every professional parlor subject to the decree shall be operated in a room kept exclusively for that purpose.

Artisans

64. Artisans are subject to all the provisions of the decree concerning employees.

65. No one selling machines, accessories or products used in the practice of a trade or in the execution of one or more operations subject to the decree shall execute or cause to be executed any one of the said operations in a place other than a professional parlor nor shall such person charge a price lower than the minimum ones established by the decree.

66. Anyone acting as demonstrator or consultant in respect of the operations regulated by the decree shall be certificated by the Parity Committee and shall obtain a special permit from the

paritaire ou obtenir un permis spécial dudit comité.

67. L'employeur, l'employeur professionnel, l'artisan ou le salarié qui fournit au client les services mentionnés au décret doit lui en exiger le prix comptant, en monnaie légale, dès le travail terminé.

68. Il est interdit à l'employeur, à l'artisan et au salarié d'offrir ou de donner gratuitement ses services à la clientèle, d'en réduire le prix minimum fixé par le décret, de donner ou d'accepter directement ou indirectement, quelque prime, cadeau, objet ou avantage que ce soit, en vue ou ayant pour effet de réduire le prix des services, d'attirer ou tenter d'attirer la clientèle au moyen d'annonces, circulaires, panneaux-réclame ou autre procédé de publicité quelconque, ou de toute autre manière, faisant connaître ou offrant des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le décret, promettant quelque prime, cadeau, objet ou avantage non prévu au décret ou comportant l'attribution de services gratuits, à taux réduits ou aux frais d'un tiers ou de participer ou coopérer de quelque façon à telle publicité faite par un tiers.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions applicables à toutes les professions visées Juridiction territoriale

101. La juridiction territoriale du décret comprend les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquières-Kénogami et Lac Saint-Jean.

Cette juridiction est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Les cités de Chicoutimi, Arvida, Jonquières, Kénogami et Alma, les villes de Chicoutimi-Nord, Port-Alfred, Bagotville, Naudville, Isle Maligne (comprenant les quartiers de Talbot et de Quen) et Riverbend, les municipalités de Grande-Baie, Rivière-du-Moulin et Saint-Jean-Eudes et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale.

Jours chômés:

102. Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fêtes suivants: Le Premier Jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le lundi de Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, Noël et le 26 décembre.

103. Lorsque la célébration d'une fête est fixée par proclamation à une date autre que la date régulière, le jour chômé est alors observé à la date ainsi fixée.

Congés de repas

104. Une (1) heure doit être accordée aux salariés pour leur repas du midi. Une (1) heure doit leur être également accordée pour leur repas du soir, les jours où le travail se termine plus tard que 8.00 p.m.

La durée hebdomadaire du travail mentionnée pour chacune des zones ne comprend pas les heures attribuées à ces congés de repas.

105. Le samedi ne peut être considéré comme une veille de fête chômée.

Réserve: Nonobstant toute autre disposition, la durée des heures de travail déterminée par le présent décret doit être fixée dans le cadre et à l'intérieur de la réglementation municipale.

said Committee.

67. Employers, professional employers, artisans or employees who render the services mentioned in the decree shall demand payment in cash and in currency upon completion of the work.

68. No employer, artisan or employee shall offer or render his services free of charge to his customers nor shall he reduce the prices determined by the decree or give or accept directly or indirectly any premium, gift, object or advantage whatever with a view to reduce the price of services, attract or attempt to attract customers by means of advertisements, circulars, sign boards, or other publicity, or any other way, nor shall he advertise or offer services at prices lower than those determined by the decree, or promise any premium, gift, object or advantage not provided under the decree and implying the rendering of services free of charge, at reduced prices or at the expense of a third person, or participate, or cooperate in any way to or in such publicity made by a third person.

PART TWO

Provisions applying to all the trades concerned Territorial Jurisdiction

101. The territorial jurisdiction of the decree comprises the electoral districts of Chicoutimi, Jonquières, Kénogami and Lake St-John.

This jurisdiction is divided in two (2) zones as follows:

Zone I: The cities of Chicoutimi, Arvida, Jonquières, Kénogami and Alma, the towns of Chicoutimi-Nord, Port-Alfred, Bagotville, Naudville, Isle Maligne (comprising Talbot and Quenwards) and Riverbend, the municipalities of Grande-Baie, Rivière-du-Moulin and Saint-Jean-Eudes and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction:

Holidays

102. There shall be no work on Sundays, days, and on the following holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, St-John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and December 26.

103. When the celebration of a holiday is set by proclamation at a date other than the regular one, the holiday shall then be observed on the date so set.

Meal hours

104. One (1) hour shall be given to employees for the noon meal and one (1) hour for the evening meal when work ceases after 8.00 p.m.

The weekly duration of work in each zone does not include meal hours.

105. Saturday can not be considered as a holiday eve.

Proviso: Notwithstanding any other provision, the duration of working hours determined by the decree must be established in conformity with municipal by-laws.

Vacances payées

106. Tout employeur assujéti au décret doit donner, chaque année, une semaine de vacances payées à tout salarié qui a été au moins un an à son service et lui verser la rémunération suivante:

a) Cinquante (\$50.00) dollars par semaine, s'il s'agit d'un employé qualifié.

b) Le salaire de base fixé par le décret pour sa catégorie respective, s'il s'agit d'un apprenti.

107. Si le salarié a moins d'une année de service continu, l'employeur doit lui accorder des vacances payées d'une durée égale à une demi (1/2) journée par mois de service continu et lui verser une rémunération équivalente à un douzième du montant ci-dessus indiqué pour chaque mois de service continu.

108. Lorsqu'un salarié quitte son emploi après avoir travaillé durant une période de moins d'une (1) année de service, l'employeur doit lui payer une somme équivalente à la rémunération de vacances payées au prorata du nombre de mois de service à son emploi.

109. L'employeur doit faire connaître au salarié au moins un mois à l'avance, la date fixée pour ses vacances; la rémunération des vacances est payable au salarié avant son départ en vacances.

110. La période de service continu donnant droit aux vacances est calculée au premier mai de chaque année.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions particulières relatives aux coiffeurs pour hommes

Salaires minima

111. Le salaire minimum pour les employés réguliers, temporaires, remplaçants et apprentis, est le suivant:

a) *Barbier-coiffeur pour hommes qualifié:*

Employé régulier: \$35.00 par semaine plus 60% des recettes de son travail excédant \$47.50 au cours de la semaine.

Employé temporaire ou remplaçant: \$6.00 par jour plus une commission de 60% des recettes de son travail excédant le double de son salaire gagné.

b) *Apprenti:*

Premier trimestre \$ 8.00

Deuxième trimestre 10.00

Deuxième semestre: \$12.00 plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant le montant de \$22.00 par semaine.

2ième année: \$20.00 plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$30.00 par semaine.

3ième année: \$30.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$40.00 par semaine.

Durée du Travail

112. Les heures régulières de travail sont les suivantes:

Barbiers-coiffeurs pour hommes

Zone I

Quarante-six (46) heures par semaine, réparties comme suit:

Le lundi: chôme, excepté dans les cas ci-après mentionnés.

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vacation with pay

106. Every employer governed by the decree shall give, each year, a vacation of one (1) week to every employee who has been in his service for at least one (1) year paid as follows:

a) Fifty (\$50.00) dollars per week, for the qualified journeyman.

b) The basic rate of the decree for his category, for the apprentice.

107. After less than one year of continuous service, employees shall be entitled to a vacation with pay of as many half-days as they have months of continuous service and to a vacation pay equal to (1/2) of the amount above mentioned for each month of continuous service.

108. When an employee leaves his employ after having worked for a period of less than one (1) year service, the employer must pay him a sum equivalent to the vacation pay owed for the number of months of service.

109. The employer shall notify the employees, at least one month in advance, of the date fixed for their vacation. Vacation pay shall be given the employees before they leave for their vacation.

110. The period of continuous service which entitles the employees to the vacation is computed from the first of May of each year.

PART THREE

Special provisions respecting men's hairdressers

Minimum wages

111. The minimum wage rate for regular employees, temporary employees, substitutes and apprentices shall be as follows:

a) *Certificated Barbers, Men's Hairdressers:*

Regular employee: \$35.00 per week plus 60% of the proceeds of his work exceeding \$47.50 per week.

Temporary employee or substitute: \$6.00 per day plus a commission of 60% of the proceeds of his work exceeding an amount equivalent to twice the wages earned.

b) *Apprentice:*

First three months \$ 8.00

Second three months 10.00

Second six months: \$12.00 plus 50% of the proceeds of their work exceeding \$22.00 per week.

2nd year: \$20.00 plus a 50% commission on the proceeds of his work exceeding \$30.00 per week.

3rd year: \$30.00 per week plus a 50% commission on the proceeds of his work exceeding \$40.00 per week.

Duration of work

112. The regular working hours shall be as follows:

Barbers, men's hairdressers

Zone I

Forty-six (46) hours per week distributed as follows:

Monday, no work, with the exceptions hereunder mentioned.

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Le vendredi, la veille des fêtes chômées et les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m., sauf dans le district électoral de Lac-St-Jean, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Exceptions:

1. A Grande-Baie, Port-Alfred et Bagotville seulement, il y a du travail de 8.00 a.m. à midi le lundi.

2. La veille de Noël et du Premier jour de l'An, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, lorsqu'un jour de fête chômée tombe un mardi ou un samedi, le lundi qui précède ou suit immédiatement cette fête, selon le cas, la durée du travail doit être de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Cependant, si ce lundi tombe dans la période des trois jours ouvrables avant la veille de Noël, les dispositions ci-dessus s'appliquent.

Zone II

Cinquante (50) heures par semaine, réparties comme suit:

Le lundi: Chômé. Cependant, lorsqu'un des jours de fêtes chômés tombe le mardi, le lundi précédant immédiatement cette fête, la durée du travail est de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi, la veille des fêtes chômées, et les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement Noël et le Premier jour de l'An: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Exceptions:

1. Le Vendredi-Saint: chômé durant l'office religieux.

2. La veille de Noël et du Premier Jour de l'An, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

113. Tout travail exécuté en dehors des heures plus haut mentionnées est interdit. Cependant, le travail commencé sur un client avant l'expiration de la durée des heures de travail peut être terminé, mais la durée de ce travail ne doit pas dépasser une demi-heure.

Prix minima des services

114. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services énumérés ci-après:

Barbiers-coiffeurs pour hommes

	<i>Zones I et II</i>
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes des deux sexes:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	\$0.85
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.95
Coupe de cheveux en brosse pour adultes des deux sexes:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	1.00
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	1.25
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 14 ans:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.55
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.65
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.75
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	1.00

Friday, holiday eves and the three (3) working days immediately preceding Christmas Eve: 8.00 a.m. to 9.00 p.m., (with the exception of the electoral district of Lake St. John: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.).

Exceptions:

1. In Grande-Baie, Port-Alfred and Bagotville only: 8.00 a.m. to 12.00 (noon) on Monday.

2. On Christmas Eve and New Year's Eve, the hours of work shall be 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

3. Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraphs, when a holiday falls on a Tuesday or a Saturday, the duration of work on the Monday preceding the Tuesday or following the Saturday, as the case may be, shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

However, should the Monday fall in the period of working days preceding Christmas Eve, the provisions of paragraph "3" above shall apply.

Zone II

Fifty (50) hours of work distributed as follows:

Monday: no work. However when a holiday falls on Tuesday, the duration of work shall be from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. on the Monday preceding immediately this holiday.

On Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday and holiday eves, and the three (3) working days preceding immediately Christmas Day and New Year's Day: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Exceptions:

1. Holy Friday: no work during the Religious Service.

2. On Christmas Eve and New Year's Eve, the hours of work shall be 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

113. No time shall be worked outside the hours above mentioned. However, work begun on a customer before the expiration of the duration of working hours may be completed but such overtime shall not exceed one half-hour.

Minimum prices of services

114. Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder mentioned:

Barbers and men's hairdressers

	<i>Zones I and II</i>
Haircut: for adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	\$0.85
Friday, Saturday and holiday eves.....	0.95
Brushcut: male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday, and Thursday.....	1.00
Friday, Saturday and holiday eves....	1.25
Haircut for children, under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.55
Friday, Saturday and holiday eves.....	0.65
Brushcut: children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.75
Friday, Saturday and holiday eves.....	1.00

Barbe.....	\$0.50
Shampooing.....	0.75
Traitement du cuir chevelu.....	1.50
Tonique ou lotion.....	0.35
Aiguisage de rasoir.....	0.50
Flambage des cheveux.....	0.40
Massage.....	1.00

Shave.....	\$0.50
Shampoo.....	0.75
Scalp treatment.....	1.50
Tonic and lotion.....	0.35
Sharpening of scissors or razors.....	0.50
Singeing of the hair.....	0.40
Massage.....	1.00

115. *Prorata des apprentis*: Dans un salon professionnel de barbier-coiffeur pour hommes, il peut y avoir un (1) apprenti pour chaque salaire qualifié. Toutefois, il ne peut y avoir plus de deux (2) apprentis dans le même salon.

115. *Prorata of apprentices*: In a men's barber-hairdresser professional parlour, there may be one (1) apprentice to each qualified journeyman. However, there may not be more than two (2) apprentices in the same parlour.

QUATRIÈME PARTIE

PART FOUR

Dispositions particulières relatives aux coiffeurs pour dames

Special provisions respecting women's hairdressers

Salaires minima

Minimum wages

116. Le salaire minimum pour les employés réguliers, temporaires ou remplaçants est le suivant:

116. The minimum wage rate for regular employees, temporary employees or substitutes shall be as follows:

a) *Employé régulier*:

a) *Regular employee*:

Coiffeur pour dames qualifié: \$30.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail excédant \$60.00 au cours de la semaine.

Qualified women's hairdresser: \$30.00 per week, plus a 10% commission on the proceeds of his work exceeding \$60.00 during the week.

Coiffeur pour dames qualifié agissant comme gérant d'un salon professionnel: \$50.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail excédant \$100.00 au cours de la semaine.

Qualified women's hairdresser acting manager of a professional parlour: \$50.00 per week, plus a commission of 10% on the proceeds of his work exceeding \$100.00 during the week.

Manucure-esthéticienne: \$20.00 par semaine plus une commission de 10% des recettes de son travail excédant \$30.00 au cours de la semaine.

Manicure aesthetician: \$20.00 per week, plus a commission of 10% on the proceeds of her work exceeding \$30.00 during the week.

b) *Employé temporaire ou remplaçant*: \$7.00 par jour plus une commission de 10% des recettes de son travail excédant \$14.00 au cours de la journée.

b) *Temporary employee or substitute*: \$7.00 per day, plus a commission of 10% on the proceeds of his work exceeding \$14.00 during the day.

Si l'employé travaille cinq (5) jours ou plus, il doit être rémunéré pour toute la semaine.

If the employee works five (5) days or more, he shall receive a full week's pay.

c) *Apprenti-coiffeur pour dames*: par semaine 1ère année..... \$10.00

c) *Women's hairdresser apprentice*: per week 1st year..... \$10.00

2ème année:

2nd year:

1er semestre..... 12.00

1st six months..... 12.00

2ème semestre..... 15.00

2nd six months..... 15.00

3ème année:

3rd year:

1er semestre..... 18.00

1st six months..... 18.00

2ème semestre..... 22.00

2nd six months..... 22.00

Apprenti manucure-esthéticienne:

Manicure-aesthetician apprentice:

1er semestre..... 10.00

1st six months..... 10.00

2ème semestre..... 15.00

2nd six months..... 15.00

Durée du Travail

Duration of work

117. Les heures régulières de travail sont les suivantes:

117. The regular hours of work shall be as follows:

Coiffeurs pour dames

Women's hairdresser

Zone I

Zone I

Cinquante et une (51) heures par semaine, réparties comme suit:

Fifty-one (51) hours per week, distributed as follows:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Le vendredi et la veille des fêtes chômées ainsi que deux (2) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël et du Premier Jour de l'An: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Friday and holiday eves and the two (2) working days preceding immediately Christmas Eve and New Year's Eve: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à midi.

Saturday: 8.00 a.m. to noon (12.00 a.m.)

Exceptions:

Exceptions:

1. Dans la cité d'Alma et les villes de Naudville, Isle Maligne (comprenant les quartiers Talbot et de Quen), et Riverbend, les heures de travail sont de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le lundi, formant une durée hebdomadaire de quarante-sept (47) heures.

1. In the city of Alma and the towns of Naudville, Isle Maligne (comprising Talbot and Quen wards) and Riverbend, the hours of work shall be 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Monday, making a weekly duration of forty-seven (47) hours.

2. Lorsqu'une fête chômée tombe un dimanche, elle doit être observée le lundi qui suit immédiatement.

3. La veille de Noël, du Premier Jour de l'An, de Pâques et de toute fête chômée qui tombe un dimanche: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Zone II

Quarante-sept (47) heures par semaine, réparées comme suit:

Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Toutefois, si une fête chômée tombe le mardi, le lundi, veille de cette fête chômée, les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les vendredi, samedi et veille des fêtes chômées, ainsi que les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement Noël et le Premier Jour de l'An: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

118. Aucun travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle ne peut être exécuté avant les heures de commencement mentionnées plus haut.

119. *Travail postérieur à la clôture:* Une heure et demie est accordée pour terminer le travail en cours.

Prix minima des services

120. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés.

Coiffeurs pour dames

Coupe de cheveux pour adultes	\$1.00
Coupe de cheveux pour enfants de moins de quatorze (14) ans	0.75
Shampooing ordinaire	0.50
Shampooing à l'huile	1.00
Repeignage des cheveux secs	0.50
Massage facial	1.50
Teinture de cheveux pour hommes	5.00
Décoloration	5.00
Shampooing teinture	5.00
Traitement du cuir chevelu	1.50
Ondulation à l'eau	1.00
Ondulation au fer ou au papier	1.25
Décapage	3.00
Manucure	1.00
Teinture de cheveux	7.00
Retouche de teinture	3.50
Rincage nuanceur ou colorant	2.00
Retouche de la décoloration	4.00
Indéfrisable "à froid" (cold wave) sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation:	
Adultes	10.00
Demi-indéfrisable à froid:	
Adultes	7.00
Enfants de moins de quatorze (14) ans	5.50
Indéfrisable "tiède" sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation:	
Adultes	7.00
Enfants de moins de quatorze (14) ans	5.50
Indéfrisable "chimique" sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation:	
Adultes	6.00
Enfants de moins de quatorze (14) ans	4.00
Indéfrisable "avec ou sans fil" sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation:	
Adultes	5.00
Enfants de moins de quatorze (14) ans	3.00

2. When a holiday falls on Sunday, it is observed on the following Monday.

3. The eve of Christmas, New Year's Day, Easter and any other holiday falling on Sunday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Zone II

Forty-seven (47) hours per week, distributed as follows:

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

However, if a holiday falls on Tuesday, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 9.00 p.m. on the Monday preceding this holiday.

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves, and the three (3) working days preceding Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

118. No work covered by the professional jurisdiction of the decree may be executed before the starting hours above mentioned.

119. *Time worked after finishing time:* One and a half hours shall be granted to complete the work in progress.

Minimum prices of services:

120. The professional employers, the artisans and the employees shall charge the following minimum prices for the services hereinafter enumerated.

Ladies' Hairdresser

Haircut, adults	\$ 1.00
Haircut, children under 14 years of age	0.75
Ordinary shampoo	0.50
Oil shampoo	1.00
Dry combing of the hair	0.50
Massage facial	1.50
Dyeing of the hair (men)	5.00
Bleaching	5.00
Tint shampoo	5.00
Scalp treatment	1.50
Finger wave	1.00
Curling iron or paper wave	1.25
Dye removing	3.00
Manicure	1.00
Dyeing of the hair	7.00
Retouching of the dyed hair	3.50
Tint rinse	2.00
Retouching of the bleaching	4.00
Cold wave, including haircut, shampoo and finger wave, adults	10.00
Semi cold wave:	
Adults	7.00
Children under 14 years of age	5.50
Permanent wave, "tepid" process, including haircut, shampoo and finger wave:	
Adults	7.00
Children under 14 years of age	5.50
Permanent wave, chemical process, including haircut, shampoo and finger wave	
Adults	6.00
Children under 14 years of age	4.00
Permanent wave, "with or without machine", including haircut, shampoo and finger wave:	
Adults	5.00
Children under 14 years of age	3.00

Indéfrisable pour hommes..... \$5.00
 Indéfrisable "à la mèche" individuelle... 0.25

Permanent wave (men)..... \$5.00
 Permanent wave (each curler)..... 0.25

Prorata des apprentis

121. Dans un salon professionnel de coiffeur pour dames, il peut y avoir un (1) apprenti pour chaque salarié qualifié. Toutefois, il ne peut y avoir plus de deux (2) apprentis dans un même salon.

Prorata of apprentices

121. In a ladies' hairdresser professional parlour, there may be one (1) apprentice to each journeyman. However, there shall not be more than two (2) apprentices in the same parlour.

Durée du décret

122. Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1961.

Duration of the decree

122. The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until March 31, 1961.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars de l'année 1961 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

It shall then renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties hereto notifies the other party to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before March 31 of the year 1961 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

C. LARICHELIÈRE,

54302-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

C. LARICHELIÈRE,

54302-o Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous notices

La Météor, Compagnie d'Assurances Générales — The Meteor General Insurance Company

The Meteor General Insurance Company — La Météor, Compagnie d'Assurances générales

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Notice of formation of an insurance company

Avis est, par les présentes, donné que messieurs John Primeau, 797, rue Willibrod, Verdun, P.Q.— marchand Larry Smith, 790, rue Fraser, Ville St-Laurent, P.Q.— comptable Norman C. Denys, 116, rue Jasper, Ville Mont-Royal, P.Q.— avocat Léon Catelli, 8661, rue Clark, Montréal, P.Q.— comptable Dominic Cobetto, 1223 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P.Q.— industriel, ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "La Météor Compagnie d'Assurances Générales — The Meteor General Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Notice is hereby given that Messrs. John Primeau, 797, Willibrod Street, Verdun, Que.— merchant, Larry Smith, 790, Fraser Street, Ville St-Laurent, Que.— accountant, Norman C. Denys, 116, Jasper Street, Town of Mont-Royal — Qu. — Attorney Léon Catelli, 8661, Clark Street, Montreal, Que.— Accountant, Dominic Cobetto, 1223, St-James Street West — Montreal, Que.— Industrial, intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "The Meteor General Insurance Company — La Météor, Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, surety-ship, persons, except life insurance and reinsurance.

Donné à Montréal, ce 10ème jour de mai 1960.

Given at Montreal, this 10th day of May 1960.

Signatures des requérants,

JOHN PRIMEAU,
 LARRY SMITH,
 NORMAN C. DENYS,
 LÉON CATELLI,
 DOMINIC COBETTO.

JOHN PRIMEAU,
 LARRY SMITH,
 NORMAN C. DENYS,
 LÉON CATELLI,
 DOMINIC COBETTO.

54059-23-4-o

54059-23-4-o

Signatures of the petitioners,

L'Omega Compagnie d'Assurance — The Omega Insurance Company

The Omega Insurance Company — L'Omega Compagnie d'Assurance

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Notice of formation of an insurance company

Avis est, par les présentes, donné que messieurs Gilles Charbonneau, 6627, boulevard Lévesque,

Notice is hereby given that Messrs. Gilles Charbonneau, 6627, Levesque Boulevard, Du-

Duvernay, P.Q., entrepreneur; Jean-Jacques Charbonneau, 6637, boulevard Lévesque, Duvernay, P.Q., chef instructeur; Marcel Trudeau, Fabreville, P.Q., hôtelier; André Gosselin, 6651, rue Molson, Montréal, P.Q., employé civil; Jean Desrochers, 7, rue Philippe, Sorel, P.Q., vétérinaire ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "L'Omega Compagnie d'Assurance—The Omega Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital actions de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Donné à Montréal, ce vingt-septième jour de mai 1960.

Signature des Requérents,

GILLES CHARBONNEAU,
JEAN JACQUES CHARBONNEAU,
MARCEL TRUDEAU,
ANDRÉ GOSSELIN,
JEAN DESROCHERS.

54172-24-4-o

**L'Association des Guides Touristiques
Licenciés de Montréal — The Montreal
Tourist Licensed Guides Association**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Guides Touristiques Licenciés de Montréal — The Montreal Tourist Licensed Guides Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le vingt-cinq mai 1960.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

54260-o RAYMOND DOUVILLE.

Mincorp Ltd.

Sommaire du règlement spécial "A"

Le règlement spécial "A" de "Mincorp Ltd." a été décrété par les directeurs de la compagnie le 13 juin 1960 et a été subséquemment sanctionné, ratifié et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie.

Le règlement spécial "A" pourvoit à ce qu'après la fermeture des affaires, le 25 mai 1960, la compagnie cessera d'exercer son commerce sauf aux fins de liquidation et autorisera la distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires, conformément à l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec et autorisera la dissolution de la compagnie par voie de procédures d'abandon de charte, conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 16 juin 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

54268 W. HARRISON.

vernay, Que., contractor; Jean-Jacques Charbonneau, 6637, Levesque Boulevard, Duvernay, Que., chief instructor; Marcel Trudeau, Fabreville, Que., hotelman; André Gosselin, 6651, Molson Street, Montreal, Que., civil employee; Jean Desrochers, 7, Philippe Street, Sorel, Que., veterinary intend to present to the Lieutenant-Governor in council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "The Omega Insurance Company—L'Omega Compagnie d'Assurance", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, suretyship, persons, except life assurance and reinsurance.

Given at Montreal, this 27th day of May, 1960.

GILLES CHARBONNEAU,
JEAN JACQUES CHARBONNEAU,
MARCEL TRUDEAU,
ANDRÉ GOSSELIN,
JEAN DESROCHERS.

54172-24-4-o *Signature of the Petitioners,*

**The Montreal Tourist Licensed Guides
Association — L'Association des Guides
Touristiques Licenciés de Montréal**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Guides Touristiques Licenciés de Montréal — The Montreal Tourist Licensed Guides Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May twenty-fifth, 1960.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

54260 *Assistant Secretary of the Province.*

Mincorp Ltd.

Summary of special by-law "A"

Special by-law "A" of "Mincorp Ltd." was enacted by the directors of the company on June 13, 1960 and was subsequently unanimously sanctioned, ratified and confirmed at a special general meeting of shareholders of the company.

Special by-law "A" provides that after the close of business on May 25, 1960 the company shall cease to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and authorizes a distribution of the company's assets rateably amongst its shareholders pursuant to section 90 of the Quebec Companies Act and authorizes the dissolution of the company by way of surrender of charter proceedings pursuant to section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 16, 1960.

*W. HARRISON,
Secretary-Treasurer.*

54268-o

**La Cie d'Embouteillage Canada Dry
(Québec) Ltée — Canada Dry Bottling
Co. (Québec) Ltd.**

Règlement N° 7

Relatif à la distribution de biens entre les actionnaires.

Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, ce 15ième jour de juin 1960.

Certifiée vraie copie.

(Seau)
54262-o

Le Secrétaire,
CLAUDE RIOUX.

(Sec. P. 281-57)

Le Club Juvénile Rivière des Prairies

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, concernant la réduction du nombre des directeurs de dix à quatre:

"Art. 9 — Le bureau de direction se composera d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier."

Certifié vraie copie.

54266-o

Le Secrétaire,
Mme RAYMOND BRANCHAUD.

(P.G. 11403-58)

Flamidor Corporation

Re: Réduction du nombre des directeurs de cinq à trois.

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Flamidor Corporation" est changé à la suite de l'amendement du paragraphe 3 du règlement N° 1 à l'effet que les affaires de la compagnie soient administrées par un bureau de direction composé de trois membres au lieu de cinq dont deux constitueront le quorum requis pour toutes assemblées de directeurs."

Copie certifiée de l'amendement au paragraphe 3 du règlement N° 1, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 27ième jour d'août 1959, et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 24ième jour de septembre 1959, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

(Seau)
54282-o

Le Secrétaire,
RAYMOND BEAULIEU.

La Caisse Populaire de St-Maurice

Avis est par les présentes donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Maurice", en date du 4 mai 1960, dont le siège social est situé à Saint-Maurice d'Échourie, comté de Gaspé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le treize juin 1960.

54283-o

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

**La Caisse Populaire de Saint-Simon
Apôtre (Montréal)**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième

**Canada Dry Bottling Co. (Québec)
Ltd. — La Cie d'Embouteillage Canada
Dry (Québec) Ltée**

By-law No. 7

Relative to the distribution of possessions between shareholders.

The possessions of the company shall be distributed between its shareholders proportionately to the amount of shares which they hold in the company, fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, this 15th day of June, 1960.

Certified true copy.

(Seal)
54262

CLAUDE RIOUX,
Secretary.

(P. Sec. 281-57)

Le Club Juvénile Rivière des Prairies

Excerpt of the by-laws of the above mentioned corporation concerning the reduction in the number of the directors from ten to four:

"Art. 9 — The board of directors will be composed of a president, a vice-president, a secretary and a treasurer."

Certified true copy.

54266

Mrs RAYMOND BRANCHAUD,
Secretary.

(A.G. 11403-58)

Flamidor Corporation

Re: Reduction in the number of the directors from five to three.

"The number of the directors of the company "Flamidor Corporation" is changed following the amendment of paragraph 3 of by-law No. 1 to the effect that the affairs of the company be administered by a board of directors composed of three members instead of five two of whom shall constitute the required quorum for all meetings of directors."

Certified copy of the amendment of paragraph 3 of by-law No. 1, duly adopted at a meeting of the directors held on the 27th day of August, 1959, and approved a special general meeting of the shareholders of the company, held on the 24th day of September, 1959, holding amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

(Seal)
54282

RAYMOND BEAULIEU,
Secretary.

La Caisse Populaire de St-Maurice

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Maurice", under date of May 4, 1960, whereof the head office is at Saint-Maurice d'Échourie, county of Gaspé, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1960.

54283

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

**La Caisse Populaire de Saint-Simon
Apôtre (Montréal)**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third

original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Saint-Simon Apôtre (Montréal)", en date du 24 mai 1960, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le treize juin 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54284-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12458-60)

L'Orchestre Symphonique de Québec

Extrait du règlement d'amendement N° 7 de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'approuvé par les membres le 23 mai 1960, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de vingt et un à vingt-cinq:

"32. Le Conseil d'Administration se compose de vingt-cinq (25) directeurs..."

Certifié vraie copie.

Québec, le 6 juin 1960.

Le Secrétaire,
54285-o LIONEL G. VACHON.

(P.G. 11707-60)

La Cie Placo Inc. The Placo Co. Inc.

Règlement N° VIII

Qu'il soit et il est, par les présentes, ordonné et décrété par règlement comme suit:

Le nombre des administrateurs de la compagnie est augmenté de trois à sept.

Je, soussigné, assistant-secrétaire de la compagnie, certifie que le règlement N° VIII ci-dessus a été approuvé et ratifié à l'unanimité des actionnaires présents à une assemblée générale et spéciale convoquée à cette fin et tenue suivant les règlements de la compagnie le samedi, 16 avril 1960, à 12.30 hrs p.m.

Québec, ce 22 avril 1960.

L'Assistant-secrétaire,
54287-o L. E. LANGIS GALIPEAULT.

La Caisse Populaire Ste Catherine d'Alexandrie de Laprairie

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Ste Catherine d'Alexandrie de Laprairie", en date du 25 mai 1960, dont le siège social est situé à Sainte-Catherine-d'Alexandrie, comté de Laprairie, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le treize juin 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54288-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13758-59)

Les Concerts de l'Île d'Orléans

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 14 juin 1960, approuvé les règlements généraux (règlement N° 1) de "Les Concerts de l'Île d'Orléans", tels qu'adoptés à l'assemblée régulière tenue le 28 juin 1959,

copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Saint-Simon Apôtre (Montréal)" under date of May 24, 1960, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54284 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12458-60)

L'Orchestre Symphonique de Québec

Excerpt of the amendment of by-law No. 7 of the above mentioned corporation, as approved by the members on May 23, 1960, concerning the increase in the number of the directors from twenty-one to twenty-five:

"32. The Board of Directors is composed of twenty-five (25) directors..."

Certified true copy.

Québec, June 6, 1960.

LIONEL G. VACHON,
54285 Secretary.

(A.G. 11707-60)

The Placo Co. Inc. La Cie Placo Inc.

By-law No. VIII

Be it and it is hereby enacted and decreed by the by-law as follows:

The number of directors of the company has been increased from three to seven.

I, the undersigned, assistant-secretary of the company, certify that by-law VIII above-mentioned, has been approved and ratified unananimously by the shareholders present at a special general meeting called together for this purpose and held according to the by-laws of the company on Saturday, April 16, 1960, at 12.30 p.m.

Québec, April 22, 1960.

L. E. LANGIS GALIPEAULT,
54287 Assistant-Secretary.

La Caisse Populaire Ste Catherine d'Alexandrie de Laprairie

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Ste Catherine d'Alexandrie de Laprairie" under date May 25, 1960, whereof the head office is at Saint Catherine of Alexandria, county of Laprairie, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54288 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13758-59)

Les Concerts de l'Île d'Orléans

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on June 14, 1960, has approved the general by-laws (by-law N° 1) of "Les Concerts de l'Île d'Orléans", as adopted at the regular meeting held on June 28, 1959,

et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt juin 1960.

54289-0 *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 5973-50)

Mount Royal Films Corporation

Règlement numéro 17

concernant l'augmentation du nombre des directeurs de 3 à 5.

"Un bureau de cinq (5) administrateurs sera élu chaque année pour transiger les affaires de la compagnie. Le quorum du bureau de direction sera d'au moins trois (3) directeurs présents en personne. Personne ne pourra être élu directeur ou être nommé directeur pour remplacer une vacance dans le bureau de direction, entre les dates d'élections annuelles, à moins que telle personne ne soit actionnaire, et n'apparaisse comme tel, dans le livre des certificats d'actions de la compagnie. Cette personne devra de plus avoir payé entièrement ses actions et ne rien devoir sur leur prix au trésor de la compagnie. Les directeurs en charge pourront continuer à gérer les affaires de la compagnie même si un des directeurs démissionnait, et ils pourront entre les dates d'assemblée annuelle des actionnaires, nommer et appointer un actionnaire directeur de la compagnie, pour remplacer celui qui aura démissionné, et ce, jusqu'à la date de l'assemblée annuelle des actionnaires."

Montréal, ce 25 août 1958.

Certifié vraie copie.

54290-0

Le Secrétaire,
CLAUDE BEAUDOIN.

(P.G. 12761-58)

Alfa Hosiery Mills Inc.

Règlement "A"

concernant une augmentation des membres du conseil d'administration de 3 à 4.

1° Que le règlement III (a) soit amendé en rayant le nombre "3" qui y est, où il se rapporte au nombre des directeurs, et y substituer dorénavant le nombre "4".

2° Que le règlement III soit amendé en rayant le nombre "2" et en y insérant le nombre "3" où le rapport est faite relativement au quorum et circonstances.

Le soussigné, Assistant-secrétaire de "Alfa Hosiery Mills Inc.", certifie que le précédent règlement a été approuvé par le vote unanime de tous les actionnaires qui votèrent à cette fin, à une assemblée générale spéciale, le 30 septembre 1959.

54294

Le Secrétaire,
CAROL B. JONES.

(P.G. 11255-58)

Carlton Housing Ltd.

Règlement N° 23

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à quatre (4) en nombre, de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2° Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles

in accordance with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1960.

54289 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 5973-50)

Mount Royal Films Corporation

By-law number 17

concerning the increasing of the number of directors from 3 to 5.

"A board of five (5) administrators will be elected each year to carry on the company's business. The quorum of the board of directors will be at least three (3) directors present in person. Nobody can be elected director or named director to fill a vacancy in the board of directors, between the dates of the annual elections, unless such a person is not a shareholder, and does not appear as such in the book of the certificates of shares of the company. This person, moreover, will be obliged to have paid for his shares entirely, and to owe nothing on their price to the company's treasurer. The directors in charge will be able to continue to manage the affairs of the company even if one director resigns, and they will be able, between the dates of the annual meeting of the shareholders, name and appoint a shareholder director of the company to replace the one who will have resigned, until the date of the annual meeting of the shareholders."

Montreal, August 25, 1958.

Certified true copy.

54290

CLAUDE BEAUDOIN,
Secretary.

(A.G. 12761-58)

Alfa Hosiery Mills Inc.

By-law "A"

concerning an increase in the directorate from 3 to 4.

1. That by-law III (a) be amended by deleting the number "3" therein where it refers to the number of directors, and by substituting the number "4" therefor;

2. That by-law III be amended by deleting the number "2" and inserting the number "3" where reference is made to quorum and concurrence.

The undersigned, Assistant-Secretary of "Alfa Hosiery Mills Inc.", certifies that the foregoing by-law was approved by an unanimous vote by all the shareholders voting at a special general meeting for the purpose on September 30th, 1959.

54294-0

CAROL B. JONES,
Secretary.

(A.G. 11255-58)

Carlton Housing Ltd.

By-law No. 23

1. The number of directors of the company is increased from three (3) to four (4) in number so that the Board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith

à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Je, le soussigné, secrétaire de "Carlton Housing Ltd.", certifie, par les présentes que le précédent est une copie véritable du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue le 8e jour de mai 1958, et de plus, je certifie qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue subséquemment à la même date, ledit règlement N° 23 a été confirmé, ratifié et approuvé à l'unanimité.

Le Secrétaire,
YEHUDA ELBERG.

54295

(P.G. 13985-57)

Louis U. Wiseman Foundation

Avis est, par les présentes, donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 10 juin 1960, approuvé les règlements Nos 1 à 10 inclusivement de "Louis U. Wiseman Foundation", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 16 juin 1958, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54296 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11260-58)

Mansions Radio Limited*Règlement N° 27*

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Mansions Radio Limited" (ci-après appelée la compagnie) ce qui suit:

1° Que le nombre de directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept de telle sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de sept directeurs.

2° Quatre directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Je, soussigné, Alan B. Gold, assistant-secrétaire de "Mansions Radio Limited", certifie par les présentes sous le sceau corporatif de la compagnie que le précédent est une copie vraie et exacte du règlement N° 27 de la compagnie, adopté régulièrement par le conseil d'administration de la compagnie à une assemblée dûment et régulièrement convoquée et tenue au bureau de la compagnie le 20e jour de janvier 1960, et confirmé et sanctionné par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée dûment et régulièrement convoquée et tenue au bureau de la compagnie le 20e jour de janvier 1960.

Et j'ai signé, ce 25e jour de janvier 1960, à Montréal.

(Sceau)
54297

L'Assistant-secrétaire,
ALAN B. GOLD.

(P.G. 12666-58)

Rosemount Sportsmen's Association

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général,

are hereby amended, modified and revised, in order to give effect to this by-law.

I the undersigned, secretary of "Carlton Housing Ltd.", hereby certify that the foregoing is a true copy of the minutes of meeting of the board of directors of the said company, duly convened and held on the 8th day of May, 1958; and I furthermore certify that at a special general meeting of the shareholders of the said company, duly convened and held subsequently on the same date, the said by-law No. 23 was unanimously confirmed, ratified and approved.

54295-o

YEHUDA ELBERG,
Secretary.

(A.G. 13985-57)

Louis U. Wiseman Foundation

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, by-laws Nos. 1 to 10 inclusive of "Louis U. Wiseman Foundation", as adopted at the special general meeting held on June 16th, 1958, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on June 10th, 1960, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54296-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11260-58)

Mansions Radio Limited*By-law No. 27*

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Mansions Radio Limited" (herein called the company) as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from five to seven so that the board of directors of the company shall hereinafter be composed of seven directors.

2. Four directors shall constitute a quorum of any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

I, the undersigned, Alan B. Gold, Assistant-Secretary of "Mansions Radio Limited", do hereby certify under the corporate seal of the company that the foregoing is a true and correct copy of by-law No. 27 of the company, regularly adopted by the board of directors of the company at a meeting duly and regularly called and held at the office of the company on the 20th day of January, 1960, and confirmed and sanctioned by all the shareholders of the company at a meeting duly and regularly called and held at the office of the company on the 20th day of January, 1960.

And I have signed, this 25th day of January, 1960, at Montreal.

(Seal)
54297-o

ALAN B. GOLD,
Assistant-Secretary.

(A.G. 12666-58)

Rosemount Sportsmen's Association

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General,

l'Honorable Secrétaire de la province a, le 7 juin 1960, approuvé les règlements un à douze inclusivement de "Rosemount Sportsmen's Association", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 6 novembre 1958, et ce, conformément aux dispositions 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

54298

(P.G. 11278-57)

Standard Electric Heating Products Ltd.

Règlement N° 25

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme étant le règlement numéro 25 de "Standard Electric Heating Products Ltd.", ce qui suit:

1. Que le nombre de directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à cinq (5) de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de (5) directeurs;

2. Que trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration;

3. Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié, véritable extrait du procès verbal d'une assemblée du Conseil d'administration de "Standard Electric Heating Products Ltd.", tenue le 15e jour d'avril 1959, et lequel règlement a été approuvé par un vote d'au moins les deux tiers des actionnaires présentes ou représentés à une assemblée générale spéciale.

Le Secrétaire,
ALLAN MARCUS.

54299

(P.G. 10180-55)

Terra Nova Explorations, Ltd.
(No Personal Liability)

Règlement spécial "C"

Un règlement qui augmente le nombre des directeurs et amende en conséquence le règlement trois.

Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre (4) à sept (7) et que l'article 1 du règlement trois tel que déjà amendé par le règlement spécial "B", soit de plus amendé en conséquence.

Je, William Patrick Creagh, Assistant-secrétaire de "Terra Nova Explorations, Ltd." (No Personal Liability), certifie par les présentes, que le précédent est une copie véritable et authentique du règlement spécial "C" décrété par les directeurs de la compagnie et sanctionné subséquentement par les votes de tous les actionnaires présents et représentés, en personne aux assemblées des directeurs et actionnaires, dûment convoqués aux fins de le considérer et tenues en ladite cité de Montréal, le douzième jour d'avril 1960.

Daté en la cité de Montréal, P.Q. ce 28e jour d'avril 1960.

L'Assistant-Secrétaire,
W. P. CREAGH.

54300

by-laws number one to twelve inclusive of "Rosemount Sportsmen's Association", as adopted at the General Meeting held on November 6th, 1958, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on June 7th, 1960, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

54298-o

(A.G. 11278-57)

Standard Electric Heating Products Ltd.

By-law No. 25

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law number 25 of "Standard Electric Heating Products Ltd.", as follows:

1. That the number of Directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to five (5) so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of (5) Directors;

2. That three (3) Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors;

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true extract of the Minutes of a Meeting of the Board of Directors of "Standard Electric Heating Products Ltd." held on the 15th day of April, 1959, and which by-law was approved by a vote of at least two-thirds of the Shareholders present or represented at a special general meeting.

ALLAN MARCUS,
Secretary.

54299-o

(A.G. 10180-55)

Terra Nova Explorations, Ltd.
(No Personal Liability)

Special by-law "C"

A By-law to increase the number of Directors and to amend by-law three accordingly.

That the number of the Directors of this company be and the same is hereby increased from four (4) to seven (7) and that Article 1 of by-law Three as already amended by Special by-law "B", be further amended accordingly.

I, William Patrick Creagh, Assistant-Secretary of "Terra Nova Explorations, Ltd." (No Personal Liability), do hereby certify the foregoing to be a true and correct copy of Special By-law "C" enacted by the Directors of the company and subsequently sanctioned by the votes of all of the Shareholders personally present and represented at meetings of Directors and Shareholders duly called for the purpose of considering the same and held at the said city of Montreal, on the twelfth day of April, 1960.

Dated at the city of Montreal, P.Q., this 28th day of April, 1960.

W. P. CREAGH,
Assistant-Secretary.

54300-o

(P.G. 10383-57)

Transparent Paper Products Limited*Règlement spécial "E"*

diminuant le nombre de directeurs de huit à trois

"Que le nombre de directeurs de la compagnie consistera dorénavant de trois et qu'un quorum du conseil d'administration consistera dorénavant de deux".

Je soussigné, Secrétaire-trésorier de "Transparent Paper Products Limited", certifie par les présentes que le précédent règlement spécial "E" a été dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie tenue jeudi, le 13e jour d'août 1959, et que ledit règlement spécial "E" a été dûment approuvé, ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue plus tard ce même jour.

Témoins: Ma signature et le sceau de la compagnie ce 13e jour d'août 1959.

Le Secrétaire-trésorier,

54301

ROGER LACHAPELLE.

Village de Rougemont

(Comté de Rouville)

Avis de rachat partiel

Émission de \$41,000.00 à 5½%, portant la date du 1er août 1957 et échéant en séries jusqu'au 1er août 1977 (règlement N° 66).

Avis public est par les présentes donné que le village de Rougemont, comté de Rouville, rachètera par anticipation, au pair, le 1er août 1960, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement d'emprunt N° 66, et reproduite sur les obligations, \$3,000.00 d'obligations de l'échéance du 1er août 1977, comme suit:

2 x \$1,000.00 — Nos M-27 et 28;

2 x \$ 500.00 — Nos D-25 et 26.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêts, à la date di-cessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er août 1960, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er août 1960 attachés, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, Québec, Marieville ou Rougemont, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er août 1960.

Donné à Rougemont ce 10 juin 1960.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,

54309-0

GUY FRÉGEAU.

La Caisse d'Économie de Cadorama

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie de Cadorama", en date du 2 juin 1960, dont le siège social est situé à Alma, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le seize juin 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54315-0

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 10383-57)

Transparent Paper Products Limited*Special By-law "E"*

decreasing the number of directors from eight to three

"That the number of directors of the company shall hereafter consist of three and that a quorum of the Board of Directors shall hereafter consist of two."

I, the undersigned, Secretary-Treasurer of "Transparent Paper Products Limited", do hereby certify that the foregoing Special By-law "E" was duly enacted at a meeting of the Board of Directors of the company held on Thursday, the 13th day of August, 1959, and that the said Special By-law "E" was duly approved, ratified and confirmed at a Special General Meeting of Shareholders held later on the same day.

Witness my hand and the seal of the company this 13th day of August, 1969.

ROGER LACHAPELLE,

54301-0

*Secretary-Treasurer.***Village of Rougemont**

(County of Rouville)

Partial Redemption Notice

Issue of bonds for \$41,000.00 at 5½%, dated August 1st, 1957 and payable serially until August 1st, 1977 (By-law No. 66).

Public notice is hereby given that the village of Rougemont, in the county of Rouville, will redeem in anticipation, at par, on August 1st, 1960, in conformity with a redemption clause inserted in the By-law No. 66 and reproduced on the bonds an amount of \$3,000.00 of bonds as of the issue of August 1st, 1977, hereafter described:

2 x \$1,000.00 — Nos. M-27 and 28;

2 x \$ 500.00 — Nos. D-25 and 26.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed in principal and interest, at the above mentioned date, that is to say August 1st, 1960, in legal money of Canada, with interest accrued until August 1st, 1960, upon presentation and surrender of same, together with, thereto attached, all interest coupons maturing after August 1st, 1960, at the office of the Canadian National Bank at Montreal, Quebec, Marieville or Rougemont, at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest as from August 1st, 1960.

Given at Rougemont, this 10th day of June, 1960.

True certified copy.

54309

GUY FRÉGEAU,
Secretary-Treasurer.

La Caisse d'Économie de Cadorama

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie de Cadorama", under date June 2nd, 1960, whereof the head office is at Alma, county of Lake St-John, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54315

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 7833-52)

Town of Mount Royal Curling Club

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur-général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 14 juin 1960, approuvé les amendements aux règlements 16 et 18 des règlements généraux de "Town of Mount Royal Curling Club", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 14 avril 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54316

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 7833-52)

Town of Mount Royal Curling Club

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to by-laws 16 and 18 of the General by-laws of the "Town of Mount Royal Curling Club", as adopted at the general meeting held on April 14th, 1959, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on June 17th, 1960, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54316-o

Assistant Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

La Cie d'Embouteillage Canada Dry (Québec) Ltée — Canada Dry Bottling Co. (Quebec) Ltd.

Prenez avis que "La Cie d'Embouteillage Canada Dry (Québec) Ltée — Canada Dry Bottling Co. (Quebec) Ltd.", demandera au Procureur Général, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 15ième jour de juin 1960.

(Sceau) *Procureurs de la Compagnie,*
54262-o NOËL, ALLEYN & RIOUX.

Macy's Holdings Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Macy's Holdings Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juin 1960.

Le Secrétaire,
R. H. MACTIER.

54263

Mincorp Ltd.

Avis est par les présentes donné que "Mincorp Ltd." s'adressera au Procureur-général en vertu de la section 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 16 juin 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
W. HARRISON.

54268

Charters — Surrender of

**(Québec) Ltée — Canada Dry Bottling Co. (Quebec) Ltd.
La Cie d'Embouteillage Canada Dry**

Take notice that "La Cie d'Embouteillage Canada Dry (Québec) Ltée — Canada Dry Bottling Co. (Quebec) Ltd.", will ask the Attorney General for permission to abandon its charter.

Québec, this fifteenth day of June, 1960.

(Seal) NOËL, ALLEYN & RIOUX,
54262 *Attorneys for the company.*

Macy's Holdings Inc.

Notice is hereby given that the "Macy's Holdings Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1960.

R. H. MACTIER,
Secretary.

54263-o

Mincorp Ltd.

Notice is hereby given that "Mincorp Ltd." will make application to the Attorney General pursuant to section 26 of the Quebec Companies Act for leave to surrender its charter.

Montreal, June 16, 1960.

W. HARRISON,
Secretary-Treasurer.

54268-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 977-53)

Córas Tráchtála Teoranta

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est par les présentes donné que, par nouvelle procuration, en date du 9e jour de juin 1959, dont une copie a été transmise au Secrétaire de la province, M. Niall Mooney, de la cité de Montréal, a été nommé agent principal

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 977-53)

Córas Tráchtála Teoranta

(Extra-Provincial Companies Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney, dated the 9th day of June, 1959, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. Niall Mooney, of the city of Montreal, has been appointed chief agent in this

dans cette province de "Córas Tráchtála Teoranta", une compagnie à fonds social étrangers dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères ci-haut mentionnée.

Le bureau principal de ladite compagnie demeurera établi au 1015 Côte Beaver Hall, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 16e jour de juin 1960.

54293 *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Province of "Córas Tráchtála Teoranta", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act.

The principal office of the said company shall remain established at 1015 Beaver Hall Hill, in the city and judicial district of Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of June, 1960.

54293-o *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Demande à la Législature

St. James' Club of Montreal

Avis public est par les présentes donné que le "St. James' Club of Montreal" s'adressera à la législature de la Province de Québec lors de sa prochaine session afin d'obtenir une loi spéciale statuant:

a) le changement de son nom en celui de Saint James's Club of Montreal;

b) l'amendement de sa charte en ce qui concerne ses pouvoirs d'acheter et d'acquérir des propriétés immobilières;

c) la ratification des conventions intervenues entre ledit Club et Shawinigan Water & Power Company et entre Shawinigan Water & Power Company et Yale Enterprises Ltd. dans lesquelles les intérêts du Club sont impliqués.

Montreal, P.Q., ce 10ème jour de juin, 1960.

Les Procureurs de la requérante,
HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF, McMASTER,
54241-25-4-o MEIGHEN & MINNION.

Application to Legislature

St. James' Club of Montreal

Public notice is hereby given that the "St. James' Club of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to:

a) change its name to the Saint James's Club of Montreal;

b) amend its charter governing its powers to purchase and acquire and possess real and immoveable property;

c) ratify agreements entered into by the said Club with the Shawinigan Water & Power Company and agreements entered into by the said Shawinigan Water & Power Company with Yale Enterprises Ltd. in which the Club's interests are involved.

Montreal, P.Q., this 10th day of June, 1960.

HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF, McMASTER,
54241-25-4-o MEIGHEN & MINNION,
Attorneys for Applicant.

Département des Affaires municipales

Ville de Candiac

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 998 du 14 juin 1960 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver les règlements numéros 3, 4 et 5 du conseil municipal de la ville de Candiac et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné auxdits règlements et décrit ci-dessous est détaché des municipalités de Saint-Mathieu, de la paroisse de Saint-Constant et de la paroisse de Saint-Philippe, comté de Laprairie, et annexé à la ville de Candiac.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire, comprenant une partie des municipalités de Saint-Mathieu, de la paroisse de Saint-Constant et de la paroisse de Saint-Philippe, comprenant les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection du côté est de la route numéro 9 avec la ligne sud-ouest du lot 252 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Philippe; de là, successivement, en référence au

Department of Municipal Affairs

Town of Candiac

Notice is hereby given that, by order in council number 998 of June 14, 1960 and pursuant to the provisions of article 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-laws numbers 3, 4 and 5 of the municipal council of the town of Candiac and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-laws and hereunder described is detached from the municipalities of Saint-Mathieu, of the parish of Saint-Constant and from the parish of Saint-Philippe, county of Laprairie, and annexed to the town of Candiac.

This territory is the following:

A territory, comprising a part of the municipalities of Saint-Mathieu, of the parish of Saint-Constant and of the parish of Saint-Philippe, comprising the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railway rights of way, water-courses, or parts thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection on the east side of road number 9 with the southwest line of lot 252 of the official cadaster of the parish of Saint-Philippe; thence, successively, with reference to

susdit cadastre officiel, ledit côté est de la route numéro 9 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 250; cette dernière ligne; le côté sud du droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien limitant vers le nord ledit lot 250; le prolongement à travers ledit droit de voie de la ligne nord-ouest du lot 252 et ladite ligne en allant vers le nord-est et son prolongement jusqu'à l'axe du chemin du rang Saint-André; ledit axe dudit chemin jusqu'à un point à une distance de 283 pieds anglais de la ligne séparative des lots 259 et 260 mesurée sur l'axe dudit chemin; une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 259 et 260 en allant vers le nord-est jusqu'à l'axe du ruisseau Saint-André; ledit axe du ruisseau Saint-André en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne séparant le lot 263 des lots 261 et 262; cette dernière ligne en allant vers le sud-ouest jusqu'au côté est de la route numéro 9 et enfin ledit côté est de ladite route traversant ledit lot 262 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Philippe, les lots 25, 24, 23, 22, 21 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Constant, le lot 258 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Philippe et les lots 21, 18, 16 et 15 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Constant jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
54267-0 PAUL DOZOIS.

the above said official cadaster, the said east side of the route number 9 to the northwest line of lot 250; this last line; the south side of the right of way of the Canadian Pacific limiting on the north the said lot 250; the extension across the said right of way of the northwest line of lot 252 and the said line going towards the northeast and its extension to the axis of the road of range Saint-André; the said axis of the said road to a point at a distance of 283 English feet of the dividing line of lots 259 and 260 measured on the axis of the said road; a line parallel to the dividing line of lots 259 and 260 going towards the northeast as far as the axis of the Saint-André brook; the said axis of the Saint-André brook going towards the southeast to the extension of the line dividing lot 263 from lots 261 and 262; this latter line going towards the southwest to the east side of route number 9 and finally the said east side of the said route crossing the said lot 262 of the official cadaster of the parish of Saint-Philippe, lots 25, 24, 23, 22, 21 of the official cadaster of the parish of Saint-Constant, lot 258 of the official cadaster of the parish of Saint-Philippe and lots 21, 18, 16 and 15 of the official cadaster of the parish of Saint-Constant to the starting point.

54267 PAUL DOZOIS,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 1210-59.

St-Clet No. 2 et St-Emmanuel

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Clet N° 2 et de St-Emmanuel, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire de St-Clet, même comté.

Québec, le 13 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54225-25-2-0 O.-J. DESAULNIERS.

N° 635-60.

Templeton-Nord

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Templeton-Nord, dans le comté de Papineau, en celui de Perkins, dans le comté de Papineau.

Québec, le 13 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54226-25-2-0 O.-J. DESAULNIERS.

N° 1075-57.

Écoles Primaires Complémentaires du Comté de Chambly

Demande est faite de changer le nom de la corporation scolaire des Écoles Primaires Complémentaires du Comté de Chambly, en celui de "Écoles Secondaires du Comté de Chambly".

Québec, le 13 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54227-25-2-0 O.-J. DESAULNIERS.

N° 1209-59.

Beauchastel

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 997, en date du 14 juin 1960,

Department of Education

No. 1210-59.

St. Clet No. 2 and St. Emmanuel

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of St-Clet No. 2 and St-Emmanuel, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of St-Clet, same county.

Quebec, June 13, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54225-25-2 Superintendent of Education.

No. 635-60.

Templeton-North

Application is made to change the name of the school municipality of Templeton-North, county of Papineau, into that of Perkins, same county.

Quebec, June 13, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54226-25-2 Superintendent of Education.

No. 1075-57.

Primary Complementary Schools of the County of Chambly

Application is made to change the name of the school municipality of the Primary Complementary Schools of County of Chambly, into that of "High Schools of the County of Chambly".

Quebec, June 13, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54227-25-2 Superintendent of Education.

No. 1209-59.

Beauchastel

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 997 dated

de détacher de la municipalité scolaire de Granada, dans le comté de Rouyn-Noranda, le lot 57 et la moitié nord des lots 58 et 59 du rang V du canton Beauchastel, pour les annexer à la municipalité scolaire de Beauchastel, même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 17 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 177-60.

St-Benoît

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 922, en date du 7 juin 1960, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Benoît, dans le comté de Deux-Montagnes, à la municipalité scolaire du village de St-Benoît, même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de St-Benoît, dans le comté de Deux-Montagnes.

Ces changements prendront effet le premier juillet 1960.

Québec, le 15 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 248-50.

Ste-Anne-de-Sorel

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil number 922, en date du 7 juin 1960, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Noue, dans le comté de Richelieu, à la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Anne-de-Sorel, même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de Ste-Anne-de-Sorel, dans le comté de Richelieu.

Ces changements prendront effet le premier juillet 1960.

Québec, le 17 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 703-60.

St-Julien

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 922, en date du 7 juin 1960, de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Julien-de-Wolfestown, dans le comté de Wolfe, en celui de St-Julien, même comté.

Ce changement prendra effet le 3 juillet 1960.

Québec, le 17 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1330-57.

St-Liboire

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 922, en date du 7 juin 1960, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Liboire, dans le comté de Bagot, à la municipalité scolaire du village de St-Liboire, même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de St-Liboire, dans le comté de Bagot.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 17 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

June 14, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of Granada, in the county of Rouyn-Noranda, lot 57 and the northern half of lots 58 and 59 of range V of the township of Beauchastel, to annex them to the school municipality of Beauchastel, same county.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 17, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

No. 177-60.

St-Benoît

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 922, dated June 7, 1960, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Benoît, in the county of Two-Mountains, to the school municipality of the village of St-Benoît, same county, and to change the name of this latter to St-Benoît, in the county of Two-Mountains.

These changes will take effect on July first, 1960

Quebec, June 15, 1960

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

No. 248-50.

Ste-Anne-de-Sorel

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 922, dated June 7, 1960, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Ste-Anne-de-Noue, in the county of Richelieu, to the school municipality of Ste-Anne-de-Sorel, same county and to change the name of the latter into that of Ste-Anne-de-Sorel, in the county of Richelieu.

These changes will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 17, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

No. 703-60.

St-Julien

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 922, dated June 7, 1960, has been pleased to change the name of school municipality of St-Julien-de-Wolfestown, in the county of Wolfe, to St-Julien, same county

This change will take effect on the third day of July, 1960.

Quebec, June 17, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

No. 1330-57.

St-Liboire

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 922, dated June 7, 1960, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Liboire, in the county of Bagot, to the school municipality of the village of St-Liboire, same county and to change the name of the latter into that of St-Liboire, in the county of Bagot.

This change will take effect on July 1st, 1960.
Quebec, June 17, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

N° 565-60.

St-Louis-de-Gonzague

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 922, en date du 7 juin 1960, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Louis-de-Gonzague et de Biron, dans le comté de Bonaventure, pour former une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Bonaventure.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 16 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 565-60.

St-Louis-de-Gonzague

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 922, dated June 7, 1960, to fuse the present territory of the school municipalities of St-Louis-de-Gonzague, in the county of Bonaventure and of Biron, same county, in view of forming a new school municipality under the name of St-Louis-de-Gonzague, in the county of Bonaventure.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 16, 1960.

54270 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 416-60.

St-Maurice-de-Dalquier

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 922, en date du 7 juin 1960, de détacher de la municipalité scolaire de St-Alphonse-de-Castagnier, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots 9 à 20 inclusivement du rang X du canton Duvernay, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Maurice-de-Dalquier, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 15 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 416-60.

St-Maurice-de-Dalquier

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 922, dated June 7, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of St-Alphonse-de-Castagnier, in the county of the county of Abitibi-East, lots 9 to 20 inclusively of range X of the township of Duvernay, to annex them to the school municipality of St-Maurice-de-Dalquier, same county.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 15, 1960.

54270 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 768-58.

St-Raymond

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 922, en date du 7 juin 1960, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, à la municipalité scolaire de la ville de St-Raymond, même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de St-Raymond, dans le comté de Portneuf.

Ces changements prendront effet le premier juillet 1960.

Québec, le 17 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 768-58.

St-Raymond

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, No. 922, dated June 7, 1960, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Raymond, in the county of Portneuf, to the school municipality of the town of St-Raymond, same county, and to change the name of this latter to St-Raymond, in the county of Portneuf.

These changes will take effect on the first day of July, 1960.

Quebec, June 17, 1960.

54270 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 566-60.

St-Rodrigue

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 922, en date du 7 juin 1960, de détacher de la municipalité scolaire de la Ville de Charlesbourg, dans le comté de Québec, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Rodrigue, même comté.

Ce territoire comprend la partie des lots originaires numéros 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292-A, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 299 et 316 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, Ville de Charlesbourg, qui est située au sud de ladite voie du Chemin de fer Canadien National.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 16 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 566-60.

St-Rodrigue

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 922 dated June 7, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of the town of Charlesbourg, in the county of Quebec, the territory described below to annex it to the school municipality of St-Rodrigue, same county.

The territory comprises the part of the original lots number 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292-A, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 299 and 316 of the official cadaster for the parish of Charlesbourg, town of Charlesbourg, which is situated south of the said canadian National railroad track.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 16, 1960.

54270 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 390-60.

Ste-Pétronille

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 922, en date du 7 juin 1960, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Beaulieu (Ste-Pétronille), dans le comté de Montmorency, en celui de Ste-Pétronille, dans le comté de Montmorency.

Ce changement prendra effet le 3 juillet 1960.

Québec, le 16 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 390-60.

Ste-Pétronille

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 922, dated June 7, 1960, has been pleased to change the name of the school municipality of the village of Beaulieu (Ste-Pétronille), in the county of Montmorency, to Ste-Pétronille, in the county of Montmorency.

This change will take effect on the third day of July, 1960.

Quebec, June 16, 1960.

54270 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 380-59.

Val d'Or (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 922, en date du 7 juin 1960, d'annexer les territoires ci-dessous décrits, lesquels ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, dans le comté d'Abitibi-Est.

Ces territoires comprennent:

Premièrement: Toute cette partie du canton Bourlamaque limité au nord par la ligne de division entre les cantons Bourlamaque et Senneville; à l'est, par la ligne centrale dudit canton Bourlamaque jusqu'au côté nord de la route nationale Rouyn-Louvicourt (route 59); au sud, par le côté nord de ladite route et par une ligne brisée limitant au nord et à l'est la municipalité scolaire actuelle de Bourlamaque et la propriété de la Sigma Mines (Québec) Limited, cette dite ligne jusqu'à sa rencontre avec la ligne est du bloc 34, limite actuelle de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or; à l'ouest, par la rive est du Lac Blouin, commençant à sa rencontre avec la ligne de division des cantons Bourlamaque et Senneville et se terminant à sa rencontre avec la ligne nord du bloc A-48214, limite actuelle de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or.

Deuxièmement: Toute cette partie du bloc 14 du cadastre officiel du canton Bourlamaque situé au sud du prolongement de la ligne sud du bloc 34, continué vers l'ouest jusqu'au lot 62 du rang VIII du canton Dubuisson; l'entier du bloc 15 du même cadastre.

Troisièmement: Cette autre partie du canton Bourlamaque, bornée au nord par la limite actuelle de la municipalité scolaire de Bourlamaque; à l'ouest, par la ligne de division entre les cantons Bourlamaque et Dubuisson; au sud, par la ligne de division des cantons Bourlamaque et Sabourin; à l'est, par une ligne nord-sud astronomique partant du coin le plus au sud-ouest du bloc 31 et tracée en direction sud jusqu'à la ligne de division des cantons Bourlamaque et Sabourin.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 16 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 380-59.

Val d'Or (Cath.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 922, dated June 7, 1960, has been pleased to annex the territories hereinunder described which are not as yet organized from an educational point of view, to the Catholic School Municipality of Val-d'Or, in the county of Abitibi-East.

These territories are comprised of:

First: The entire part of Bourlamaque township bounded on the north by the division line between Bourlamaque and Senneville townships; on the east, by the center line of said Bourlamaque township as far as the north side of the national Rouyn-Louvicourt route (route 59); on the south, by the north side of said road and by a broken line bounding the present school municipality of Bourlamaque on the north and on the east, said line as far as its joining-point with the line east of block 34, presently bounds the Catholic school municipality of Val-d'Or, on the west, by the east bank of Lac Blouin, beginning at its joining-point with the division line between Bourlamaque and Senneville townships and ending with its joining-point with the north line of block A-48214, a present boundary of the Catholic school municipality of Val-d'Or.

Second: The entire part of block 14 of the official cadaster of the township of Bourlamaque situated to the south of the prolongation of the south line of block 34, continued towards the west as far as lot 62 of range VIII of Dubuisson township; the whole of block 15 of the same cadaster.

Third: This other part of the township of Bourlamaque, bounded on the north by the present limit of the school municipality of Bourlamaque; on the west, by the division line between Bourlamaque and Dubuisson townships; on the south, by the division line between Bourlamaque and Sabourin townships; on the east, by the north-south astronomical line from the most south-westerly, corner of block 31 and going in a southerly direction as far as the division line between the Bourlamaque and Sabourin townships.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 16, 1960.

54270 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 380-59.

**Val d'Or (Cath.)
Lac Lemoine et St-Bernard**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 922, en date du 7 juin 1960, de modifier les limites des municipalités scolaires

No. 380-59.

**Val d'Or (Cath.)
Lake Lemoine and St-Bernard**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 922, dated June 7, 1960, has been pleased to modify the

catholiques de Val-d'Or, Lac-Lemoine et St-Bernard, toutes dans le comté d'Abitibi-Est, de la façon suivante, savoir:

1. D'annexer à la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, les lots 57 à 62 inclusivement des rangs I à VI inclusivement du canton Dubuisson, lesquels seront détachés de la municipalité scolaire de Lac-Lemoine.

2. D'annexer à la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, les lots 57 à 62 inclusivement des rangs VII à IX inclusivement du canton Dubuisson, lesquels seront détachés de la municipalité scolaire de St-Bernard.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 16 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

54270-o

O.-J. DESAULNIERS.

limits of the Catholic school municipalities of Val-d'Or, Lac-Lemoine and St-Bernard, all in the county of Abitibi-East, in the following way, to wit:

First: To annex to the catholic school municipality of Val-d'Or, lots 57 to 62 inclusively of ranges I to VI inclusively of the township of Dubuisson, which will be detached from the school municipality of Lac-Lemoine.

Second: To annex to the catholic school municipality of Val-d'Or, lots 57 to 62 inclusively of ranges VII to IX inclusively of the township of Dubuisson, which will be detached from the school municipality of St-Bernard.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 16, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

54270

N° 582-60.

Village de St-Polycarpe

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 922, en date du 7 juin 1960, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-St-Polycarpe, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire du village de St-Polycarpe, même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 17 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

54270-o

O.-J. DESAULNIERS.

No. 582-60.

Village of St-Polycarpe

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 922 dated June 7, 1960, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Ste-Marie-de-St-Polycarpe, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of the village of St-Polycarpe, same county.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 17, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

54270

N° 606-60.

Ville de Terrebonne

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 922, en date du 7 juin 1960, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, dans le même comté.

Les chemins, rues, ruelles emprise de chemin de fer, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant d'une borne de pierre, sur la ligne de division entre la seigneurie de Terrebonne et la seigneurie de Lachenaie marquant le point sud-est du lot numéro 128 du cadastre officiel de la paroisse St-Louis de Terrebonne; de là, en se référant au susdit cadastre officiel, passant successivement par les lignes et démarcation suivantes; la ligne sud des lots 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122 et 121 jusqu'à une autre borne de pierre marquant le point sud-est du lot numéro 121; la ligne séparative des lots numéros 120 et 121; une ligne brisée séparant le lot numéro 120 du lot numéro 122 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots de subdivision 124-88 et 124-89; ledit prolongement dans une direction perpendiculaire au chemin Pincourt traversant les lots 122, 123 et le chemin Pincourt; ladite ligne séparative des lots de subdivision 124-88 et 124-89 prolongée dans une direction perpendiculaire au chemin Pincourt à travers les lots 124 et 125; la ligne séparative des lots 125 et 126 en allant vers le nord jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre la Seigneurie de Terrebonne et la Seigneurie de Lachenaie; ladite ligne de division entre lesdites seigneuries jusqu'à un point à une distance de 2,051.2 pieds de la borne au point de départ.

No. 606-60.

Town of Terrebonne

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 922, dated June 7, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of the parish of Terrebonne, in the county of Terrebonne, the territory described below, to annex it to the school municipality of the town of Terrebonne, same county:

The roads, streets, lanes railroad, right-of-way the waterways of parts of these enclosed within the following limits, to wit:

From a stone boundary-mark, on the division line between the Seigneurie of Terrebonne and the Seigneurie of Lachenaie, marking the south-east point of lot number 128 of the official cadaster of the parish of St-Louis de Terrebonne; from there in reference to the above-mentioned official cadaster, successively passing the following lines and demarcations; the southerly line of lots 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122 and 121 as far as another boundary-stone marking the south-east point of lot number 121; the separative line of lots numbers 120 and 121; a broken line separating lot number 120 from lot number 122 as far as the prolongation of the separative line of the lots of sub-division 124-88 and 124-89; the said prolongation in a perpendicular direction to the Pincourt road crossing lots 122, 123 and Pincourt road; the said separative line of subdivision lots 124-88 and 124-89 prolonged in a direction perpendicular to the Pincourt road crossing lots 124 and 125; the separative line of lots 125 and 126 going towards the north as far as its intersection with the division line between the Seigneurie of Terrebonne and the Seigneurie of Lachenaie; the said division line between the seigneuries as far as a point 2,051.2 feet distant from the boundary to the departing point.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 16 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 16, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

N° 674-60.

Deschaillons-sur-St-Laurent

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 997, en date du 14 juin 1960, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jean-Deschaillons, dans le comté de Lotbinière, à la municipalité scolaire de Deschaillons-sur-St-Laurent, dans le comté de Lotbinière.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 20 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 674-60.

Deschaillons-sur-St-Laurent

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 997, dated June 14, 1960, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of St-Jean-Deschaillons, parish, in the county of Lotbinière, to the school municipality of Deschaillons-sur-St-Laurent, same county.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 20, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

N° 357-60.

L'Assomption

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil N° 997, en date du 14 juin 1960, de détacher de la municipalité scolaire de St-Côme, dans le comté de Beauce, les lots 1 à 11 inclusivement du cadastre officiel de la continuation du premier rang d'Aubin Delisle, pour les annexer à la municipalité scolaire de l'Assomption, dans le comté de Beauce.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 20 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 357-60.

L'Assomption

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 997, dated June 14, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of the parish of St-Côme, in the county of Beauce, lots 1 to 11 inclusively of the official cadaster of the continuation of the first range of Aubin Delisle, to annex them to the school municipality of l'Assomption, same county.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 20, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

N° 836-59.

La Corporation d'écoles secondaires des Laurentides

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 997, en date du 14 juin 1960, de constituer les commissions scolaires de Val-Morin, Val-David, la paroisse de Ste-Adèle, St-Sauveur et Mont-Rolland, toutes dans le comté de Terrebonne, en corporation d'écoles secondaires sous le nom de "La Corporation d'écoles secondaires des Laurentides", ayant pour objet l'établissement, la construction, l'entretien et la régie d'une ou plusieurs écoles secondaires dans la région.

Québec, le 20 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 836-59.

La Corporation d'écoles secondaires des Laurentides

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 997, dated June 14, 1960, has been pleased to incorporate the school commissions of Val-Morin, Val-David, the parish of Ste-Adèle, St-Sauveur and Mont-Rolland, all in the county of Terrebonne, into a high school corporation under the name of "La Corporation des écoles secondaires des Laurentides", with the object of the establishment, the construction, the maintenance and the administration of one or more high schools in the region.

Quebec, June 20, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54270 Superintendent of Education.

N° 292-60.

Village de St-Côme-de-Kénébec

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 997, en date du 14 mai 1960, de détacher de la municipalité scolaire de St-Côme, dans le comté de Beauce, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de St-Côme-de-Kénébec, dans le comté de Beauce:

Les lots 12 à 32 inclusivement du rang I d'Aubin Delisle;

1 à 10 inclusivement du rang Chemin Kénébec, section B, canton Jersey;

11 à 28 inclusivement du rang Chemin Kénébec, section B, canton Jersey et 29 à 36 inclusivement du 9ème rang dans le canton Jersey;

No. 292-60.

Village de St-Côme-de-Kénébec

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 997, dated May 14, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of St-Côme, in the county of Beauce, the territory described below, to annex it to the school municipality of the village of St-Côme-de-Kénébec, same county:

Lots 12 to 32 inclusively of range I of Aubin Delisle;

1 to 10 inclusively of range Kénébec road, section B, Jersey township;

11 to 28 inclusively of range Kénébec road, section B, Jersey township and 29 to 36 inclusively of the 9th range in Jersey township.

22 à 36 inclusivement du 8ème rang, canton Jersey.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 20 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54270-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 537-60.

Paroisse de St-Polycarpe

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Polycarpe, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, les lots Nos 73 à 112 inclusivement: 368, 369, 370, 380, 380-A, 380-B, 380-C, 382, 382-A, 384, 386, 391, 396, 398, 401 et 401-A, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Polycarpe, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Polycarpe, même comté.

Québec, le 20 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54303-26-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 333-60.

L'Avenir

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Avenir, dans le comté de Drummond, les lots 464 à 558 du cadastre officiel du canton Durham, pour les annexer à la municipalité scolaire d'Ulverton, même comté.

Québec, le 20 juin 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54304-26-2-o O.-J. DESAULNIERS.

22 to 36 inclusively of the 8th range, Jersey township.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, June 20, 1960.

54270 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 537-60.

Parish of St-Polycarpe

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Polycarpe, in the county of Vaudreuil-Soulanges, lots Nos. 73 to 112 inclusively; 368, 369, 370, 380, 380-A, 380-B, 380-C, 382, 382-A, 384, 386, 391, 396, 398, 401 and 401-A, all of the official cadaster of the parish of St-Polycarpe, to annex them to the school municipality of the village of St-Polycarpe, same county.

Quebec, June 20, 1960.

54303-26-2 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 333-60.

L'Avenir

Application is made to detach from the school municipality of L'Avenir, in the county of Drummond, lots 464 to 558 of the official cadaster of the township of Durham, to annex them to the school municipality of Ulverton, same county.

Quebec, June 20, 1960.

54304-26-2 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Avis

Cadastre officiel du canton de Dubuisson (municipalité de Lac Lemoine), division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 36, 37, 38-A, 39-A, 40 et 41 Rang II, 38, 39, 40-B et 41 rang III sont corrigés; les lots 38-B, 39-B rang II et 40-A rang III sont annulés; les lots 1 à 79 rang "F" sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 juin 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
54259-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Department of Land and Forest

Notice

Official cadastre of township of Dubuisson (municipality of Lac Lemoine), registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 36, 37, 38-A, 39-A, 40 and 41 range II, 38, 39, 40-B and 41 range III are corrected; lots 38-B, 39-B range II and 40-A range III are cancelled; lots 1 to 79 range "F" are added in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, June 8, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
54259-o *Deputy-Minister.*

Département du Travail

Avis de modification

Employés de Taverne
Cité de Québec

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de taverne de la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements, lui ont présenté une

Department of Labour

Notice of amendment

Tavern Employees
City of Québec

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the tavern employees of the city of Québec, rendered obligatory by the decree No. 695 of May 7, 1938, as amended, have petitioned him to submit to the consider-

requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article III seront remplacés par les suivants:

"III. *Salaries:* a) Dans le cas d'engagements à la semaine, les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>Taux par semaine</i>
Commis de comptoir	\$52.00
Assistant commis de comptoir	44.00
Commis de tables	39.00
Apprenti ou débutant	32.00

Dans le cas où l'assistant commis de comptoir, au cours d'une même semaine de travail, exécute les fonctions de commis de comptoir pendant quarante-deux (42) heures ou plus, le salaire minimum dudit salarié ci-dessus indiqué doit être augmenté de trois dollars (\$3.00) par semaine.

b) Dans le cas d'engagements à l'heure, le salaire de cinquante (50) heures de travail par semaine, aux taux ci-dessous mentionnés, est garanti et doit être payé aux employés réguliers de l'une ou l'autre de ces catégories, même si ces salariés ont été requis de travailler moins de cinquante (50) heures pendant une semaine:

	<i>Taux à l'heure</i>
Commis de comptoir	\$ 1.06
Assistant commis de comptoir	0.89
Commis de tables	0.80
Apprenti ou débutant	0.68

c) Pour cette considération, le salarié de l'une ou l'autre catégorie et l'employeur doivent se donner l'un à l'autre un avis préalable de sept (7) jours francs pour mettre fin au contrat de louage de service existant entre eux. Toutefois, dans le cas de congédiement pour cause d'un salarié, l'employeur sera dispensé de tel avis préalable de cessation d'emploi."

2° Le sous-paragraph 3 du paragraphe "h" de l'article VII sera biffé.

3° L'Article XI sera remplacé par le suivant:

"XI. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1961. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours, ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de l'année 1962 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit être également adressé au Ministre du Travail."

"Les parties contractantes ont convenu d'être liées par les présents amendements à compter du 29 février 1960."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juin 1960.

54302-0

ation and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Subsections "a", "b" and "c" of section III will be replaced by the following:

"III. *Wages:* a) In the case of employment by the week, the minimum wages shall be as follows:

	<i>Per week</i>
Barman	\$52.00
Assistant barman	44.00
Waiter	39.00
Apprentice or beginner	32.00

Should an assistant barman work as barman during forty-two (42) hours or more in the course of a same work week, the minimum wages of such employee shall be increased by \$3.00 per week.

b) In cases of employment by the hour, the wages for 50 hours of work per week at the rates hereunder mentioned are guaranteed and shall be paid to regular employees of any one category, even if such employees work less than 50 hours during the week:

	<i>Per hour</i>
Barman	\$ 1.06
Assistant barman	0.89
Waiter	0.80
Apprentice or beginner	0.68

c) For this consideration, the employee of any one category and the employer shall notify each other at least seven (7) days in advance to terminate the labour contract binding upon them. However, in the event of justified dismissal, the employer is not required to give the notice of termination of employment."

2. Sub-paragraph 3 of paragraph "h" of article VII will be deleted.

3. Article XI will be replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until December 31, 1961. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day prior to January 1, of the year 1962 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

"The contracting parties are agreed to be bound by the present amendments from February 29, 1960."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 25, 1960.

54302-0

Avis de prélèvement

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Coiffeurs pour dames de Hull, établi en exécution du décret numéro 546 (C) du 4 juin 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 878 du 7 juin 1960, section "F", et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret et ses amendements, suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 13 juin 1960 au 13 juin 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 546 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret numéro 546 (C) (comprenant salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 546 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé à \$50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 546 (C) doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Notice of levy

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Ladies Hairdressing Trade of Hull, formed under decree number 546 (C) of June 4, 1959, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 878 of June 7, 1960, section "F", in pursuant of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amended), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree and amendments according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from June 13, 1960 to June 13, 1961; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 546 (C) shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree (regular wages, commissions and bonuses).

b) The artisans governed by the said decree, number 546 (C), shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage established at \$50.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 546 (C), shall pay to the Parity Committee an amount, equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, commissions and bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee may require sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs pour dames de Hull, pour la période comprise entre le 13 juin 1960 et le 13 juin 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS
POUR DAMES DE HULL
94, rue Dumas, Hull, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 juin 1960 et le 13 juin 1961.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 720.00
Artisans	360.00
Salariés	360.00
Honoraires d'examens	180.00
Recettes diverses	400.00
	<hr/>
	\$2,020.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	\$ 270.00
Inspecteurs	140.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	200.00
Administration	119.00
Loyer du bureau	60.00
Frais légaux	150.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	150.00
Ameublement de bureau et accessoires	120.00
Vérification des livres	75.00
Assurances et frais de cautionnement	20.00
Frais de déplacement des membres et du président	100.00
Jetons de présence aux membres du Comité	376.00
Taxes d'affaires et autres	30.00
Bureau d'examineurs	100.00
Publicité	50.00
Dépenses diverses et imprévus	60.00
	<hr/>
	\$2,020.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juin 1960. 54302-o

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Ladies Hairdressing Trade of Hull for the period between June 13, 1960 and June 13, 1961.

PARITY COMMITTEE OF THE LADIES
HAIRDRESSING TRADES OF HULL
94, Dumas St. Hull, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 13, 1960, and June 13, 1961.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 720.00
Artisans	360.00
Employees	360.00
Examination fees	180.00
Miscellaneous	400.00
	<hr/>
	\$2,020.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary	\$ 270.00
Inspectors	140.00
Travelling expenses:	
Inspectors	200.00
Administration	119.00
Office rent	60.00
Legal fees	150.00
Stationery, printing, stamps, telephone and telegrams	150.00
Office furniture and equipment	120.00
Audition	75.00
Insurance and fidelity bond	20.00
Travelling expenses of members and chairman	100.00
Meeting expenses committee members	376.00
Business and other taxes	30.00
Board of examiners	100.00
Publicity	50.00
Various and unforeseen expenses	60.00
	<hr/>
	\$2,020.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 25, 1960. 54302-o

Examens du Barreau

Bar Examinations

Barreau d'Abitibi-Témiscamingue — Bar of Abitibi-Témiscamingue

CANDIDATS AUX EXAMENS D'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES TO THE EXAMINATION FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Bertrand	Jean-P.	34	Macamic, Abitibi.
Rivest	Jean-Paul	28	Laverlochère, Temis.

Malartic, 18 juin 1960 — Malartic, June 18th, 1960.

Le Secrétaire du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,
CLAUDE ALLARD,
Secretary for the Bar of Abitibi-Témiscamingue.

Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Lawrence

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
 CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Laforest	Alfred, Gérald	19	592 Lafontaine, Rivière-du-Loup.	Université Laval.

Rimouski, le 17 juin 1960 — Rimouski, June 17, 1960.

54281-o

Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent,
 CHARLES H. D'ANJOU,
 Secretary of the Bar of Lower St. Lawrence.

**Office des marchés agricoles
 du Québec**

**Quebec Agricultural Marketing
 Board**

Les Producteurs de lait de la Région de Hull

The Hull Region Milk Producers

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Notice of sanction of joint marketing plan

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37), "L'Office des Marchés Agricoles du Québec" a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37), The Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan, duly approved by at least 75% in number and value of the producers concerned.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs de lait de la Région de Hull".

The plan is designated as "The Hull Region Milk Producers' Plan".

L'Office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs de lait de la Région de Hull", et il aura sa place d'affaires à Hull, P.Q.

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as: "The Hull Region Milk Producers' Board", and shall have its head office in Hull, Que.

Cet office de producteurs sera formé de cinq membres, tous producteurs-fournisseurs de lait nature aux usines de pasteurisation de la Région de Hull, dont un président, un vice-président et un trésorier.

The producers' board shall consist of five members who must be *bona fide* milk producers-suppliers to the pasteurization plants of Hull Region. One of its members shall be president, one vice-president and another treasurer.

Les membres provisoires de l'Office chargés d'appliquer le plan seront:

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be:

Nom Name	Occupation Occupation	Adresse Address
Eusèbe Deschesnes	Président-Président	Angers, R.R. 1
Joseph Maisonneuve	Vice-président — Vice-president	Angers, R.R. 1
Domina Leroux	Trésorier — Treasurer	Angers, R.R. 1
Edmond Mongeon	Administrateur — Administrator	Angers, R.R. 1
Lloyd Berndt	Administrateur — Administrator	Thurso, R.R. 1

Les administrateurs provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs mais qui ne devra pas être plus éloignée que douze (12) mois de la date de l'avis de sanction du plan conjoint.

The provisional directors shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board, but shall not extend further than 12 months after the date of sanction of the plan.

Les administrateurs subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

The subsequent directors of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan.

Tout administrateur qui devient inapte à remplir ses fonctions pourra être et sera remplacé par les autres administrateurs de l'office des producteurs.

Any director who becomes unable to fulfill his functions may be and shall be replaced by the other directors of the producers' board.

L'agent de négociation et de vente sera: "L'Office des Producteurs de lait de la Région de Hull", ou ses délégués.

Le plan conjoint dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à "L'Office des Producteurs de lait de la Région de Hull", régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec, dûment attirés au commerce du lait nature et de la crème douce, livrant leurs produits laitiers aux usines de pasteurisation des villes de Buckingham et Gatineau et tous autres établissements laitiers non régis par un plan conjoint, achetant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

Les obligations, pouvoirs et attributions de "L'Office des producteurs de lait de la Région de Hull", sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

Obligations:

a) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

b) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des approvisionnements de lait destinés au commerce du lait nature et de la crème douce ainsi que des autres produits laitiers, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, manufacturiers, commerçants, distributeurs et consommateurs;

c) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière;

d) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'Office, y compris la présentation d'un état financier;

e) Fournir à "L'Office des Marchés Agricoles du Québec" tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger.

Pouvoir et attributions:

Négocier avec les acheteurs, distributeurs, conditionneurs, voituriers, courtiers, publicitaires et toute autre partie accréditée par "L'Office des Marchés Agricoles du Québec" en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

Généralement:

La mise en marché et la vente du lait et de la crème provenant des fermes des producteurs dûment attirés au commerce du lait nature et de la crème douce et soumis au plan conjoint.

Et particulièrement:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait à l'usine des acheteurs;

b) Les conditions, modalité et prix du transport des produits laitiers à l'usine ou poste de réception des acheteurs;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attirés et compétents de "L'Office des producteurs de lait de la Région de Hull";

d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;

e) Le prix de vente et ses conditions;

f) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement laitiers des acheteurs;

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be "The Hull Region Milk Producers' Board", or its delegates.

The enforcement, administration and direction of the plan which is entrusted to "The Hull Region Milk Producers' Board" shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec, duly approved for the fluid milk and cream trade, delivering their dairy products to the pasteurization plants of Buckingham and Gatineau and any other dairy establishments not bound by a joint marketing plan, buying the milk surpluses of these same producers.

The obligations, powers and attributions of "The Hull Region Milk Producers' Board" shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

Obligations:

a) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

b) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products supplies intended for the fluid milk and cream trade, and other dairy products outlets, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

c) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets, and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities;

d) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

e) Furnish to "The Quebec Agricultural Marketing Board" such information and documents which it may request.

Powers and attributions:

Negotiate with the buyers, distributors, processors, carriers, brokers, advertisers, as well as with other parties duly accredited by "The Quebec Agricultural Marketing Board" under article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Generally:

The marketing and sale of milk and cream from the farms of the producers duly approved for the fluid milk and cream trade and bound by the plan.

And particularly:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchasers' plant;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plant or receiving station of the purchasers;

c) The appreciation of the quality, quantity, assaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of "The Hull Region Milk Producers' Board";

d) The norms of quality and inspection of dairy products;

e) Sales price and its conditions;

f) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyers;

g) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écrémage;

h) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide;

i) Élaborer et/ou souscrire à des projets de publicité pour les produits laitiers livrés à l'usine de l'acheteur;

j) Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

k) Nommer un comité de 'bonne entente' composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

l) Convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuer sur les différends qui pourront survenir entre eux et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

m) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuer finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être "L'Office des Marchés Agricoles du Québec";

n) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

o) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélevés nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

p) Autoriser et recevoir, à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de trois cents (\$0.03) les cent livres de lait au maximum vendues aux acheteurs. Les prélevés ainsi remis à "L'Office des producteurs de lait de la Région de Hull", devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en oeuvre;

q) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélevés faits, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne, au pro rata de leurs expéditions de lait;

r) La durée des contrats et les conditions de leur renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

s) Tels autres pouvoirs que "L'Office des Marchés Agricoles du Québec" pourra, sur demande, juger utile ou opportun d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs de lait de la Région de Hull", qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

g) Establishment of a quota system to reduce to the minimum the volume of milk declared as surplus;

h) The disposal of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

i) Elaborate and/or subscribe to publicity plans for dairy products delivered in the buyers' plant;

j) Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation;

k) Appoint a 'bonne entente' committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

l) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein sanctioned plan;

m) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be "The Quebec Agricultural Marketing Board";

n) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for the activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

o) The modes of deduction by the buyer of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

p) Authorize and receive from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of three cents (\$0.03) maximum per 100 lbs. of milk sold to the buyers. The levies thus remitted to "The Hull Region Milk Producers' Board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary and useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

q) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

r) The duration of the agreements as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

s) Such other powers that "The Quebec Agricultural Marketing Board" may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is "The Hull Region Milk Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attirés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Sont aussi liés par le présent plan, les producteurs non membres qui vendent leurs produits à une coopérative, et cette dernière est également liée par le présent plan pour l'achat de ces produits.

Ne sont pas liés par le présent plan,

a) les producteurs qui vendent directement leurs produits à un consommateur ou à un marchand détaillant qui n'exploite pas plus de trois magasins ou succursales;

b) les producteurs pour ce qui est de leurs engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis leur coopérative, et une coopérative pour ce qui est de ses engagements souscrits de bonne foi vis-à-vis une autre coopérative, pourvu toutefois, que sur demande, une preuve satisfaisante de ces engagements soit fournie à l'Office des Marchés.

Montréal, 27 mai 1960.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

54279-0

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of any other condition or provision of such plan.

Shall equally be bound by the present joint plan non-member producers who sell their products to a co-operative, and a co-operative for the purchase of these products.

Shall not be bound by the present plan,

a) the producer who sells his products directly to a consumer or to a retail dealer who operates not more than three stores or branches;

b) producers conforming to their *bona fide* agreements with their co-operative, and a co-operative conforming to its *bona fide* agreements with another co-operative, provided however that on demand, satisfactory proof of these agreements be furnished to "The Quebec Agricultural Marketing Board".

Montreal, May 27th, 1960.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman,
LÉONARD ROY,
Secretary.

54279-0

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres Royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui les présentes, verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU QUE c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement.

A CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le septième jour de septembre prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante et de Notre règne le neuvième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
(Signé) ANTOINE LEMIEUX.

53770-18-19-0

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHETHERAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Québec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Québec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the seventh day of September next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Québec, this twenty-seventh day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty and the ninth year of Our Reign.

By command,
(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

53770-18-19

Sièges sociaux

Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.

Avis de location du siège social

Avis est par les présentes donné que "Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 5e jour de mai 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau au 7815 Blvd Décarie, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 2 juin 1960.

Le Président,

IRWIN D. LEOPOLD.

54261

B & D Transport Ltée

Avis est donné que la compagnie "B & D Transport Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de mars 1960, et ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 9889 de la rue St-Hubert.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10ième jour de mai 1960.

Le Secrétaire,

FRANÇOIS KERLOVEOU.

54264-o

Laurence Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que "Laurence Investments Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le vingt-huitième jour d'avril 1960, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau au 1117 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 801, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juin 1960.

Le Président,

LAURENCE J. TARSHIS.

54265

**Elba Construction Ltée
Elba Construction Ltd.**

Avis est donné que la compagnie "Elba Construction Ltée — Elba Construction Ltd.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 27 janvier 1960 et ayant son bureau principal au numéro 10573 rue Sackville, Montréal, qu'elle occupait jusqu'à présent, a transporté son bureau à 10345 Terrasse Fleury, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau situé au numéro 10345 Terrasse Fleury, Montréal, est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16ième jour de mai 1960.

(Sceau)

Le Secrétaire,

ANDRÉ BRAULT.

54269-o

Head Offices

Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 5th day of May, 1960, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 7815 Décarie Blvd, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd of June, 1960.

IRWIN D. LEOPOLD,

President.

54261-o

B & D Transport Ltée

Notice is hereby given that "B & D Transport Ltée", incorporated by letters patent dated the twenty-fourth day of March, 1960, and having its head office in the city of Montreal, has now established its offices at 9889 St. Hubert Street.

From the date of the present notice, the said offices are considered by the company to be its head office.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1960.

FRANÇOIS KERLOVEOU,

Secretary.

54264-o

Laurence Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Laurence Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the twenty-eighth day of April, 1960, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1117 St. Catherine Street West, Room 801, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1960.

LAURENCE J. TARSHIS,

President.

54265-o

**Elba Construction Ltd.
Elba Construction Ltée**

Notice is given that the company "Elba Construction Ltée — Elba Construction Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, on January 27, 1960, and having its head office at number 10573 Sackville street, Montreal, which it occupied until now, has moved its office to 10345 Fleury Terrace, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office situated at number 10345 Fleury Terrace, Montreal, is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this sixteenth day of May, 1960.

(Seal)

ANDRÉ BRAULT,

Secretary.

54269

(P.G. 16098-59)

Foundation Testing Inc.

Règlement concernant le changement du siège social de la compagnie ci-haut mentionnée de Montréal à Saint-Laurent :

"Avis est par les présentes donné que le siège social de la compagnie est maintenant établi au numéro 1275 rue Hodge, St-Laurent, P.Q."

Je, Guy R. Saucier, secrétaire de "Foundation Testing Inc.", déclare que le présent règlement a été adopté par les directeurs le 2 mai 1960 et il a été approuvé et résolu à l'unanimité par les actionnaires en assemblée générale spéciale à laquelle tous les actionnaires de la compagnie étaient présents.

Le Secrétaire,
GUY R. SAUCIER.

54277-o

(A.G. 16098-59)

Foundation Testing Inc.

By-law concerning the changing of the head office of the above-mentioned company from Montreal to Saint-Laurent :

"Notice is hereby given that the head office of the company is now established at number 1275 Hodge street, Saint-Laurent, P.Q."

I, Guy R. Saucier, secretary of "Foundation Testing Inc.", declare that this by-law was adopted by the directors on May 2, 1960, and it was approved and unanimously resolved by the shareholders in a special general assembly at which all the shareholders of the company were present.

GUY R. SAUCIER,
Secretary.

54277

Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, émises en date du 29 mars 1960, et ayant son siège social en la ville de Pierrefonds, comté de Jacques Cartier, district de Montréal, a établi son bureau à 4985 Montée St-Jean.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Pierrefonds, ce 9ième jour de juin 1960.

Le Président,
PAUL SAVARD.

54278-o

Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.

Notice is hereby given that the company "Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act issued on March 29, 1960, and having its head office in the town of Pierrefonds, county of Jacques Cartier, district of Montreal, has established its office at 4985 Montée St. Jean.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Pierrefonds, this ninth day of June, 1960.

PAUL SAVARD,
President.

54278

(P.G. 15438-59)

Agence d'Assurance Calumet Inc.*Règlement N° 38*

Il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie "Agence d'Assurance Calumet Inc.", que le bureau-chef de la compagnie soit changé de 505 Dorchester ouest, suite 502, dans les cité et district de Montréal, pour 1555 rue Girouard, St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe.

Montréal, le 18 mai 1960.

Certifié vraie copie.

La Secrétaire,
JEANNE LE SIEUR.

54286-o

(A.G. 15438-59)

Agence d'Assurance Calumet Inc.*By-law No. 38*

It is by these presents enacted as a by-law of the company "Agence d'Assurance Calumet Inc." that the head office of the company be changed from 505 Dorchester Street, West, suite 502, in the city and district of Montreal, for 1555 Girouard Street, St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe.

Montreal, May 18, 1960.

Certified true copy.

JEANNE LE SIEUR,
Secretary.

54286

(P.G. 5973-50)

Mount Royal Films Corporation*Règlement numéro 16*

concernant le changement du siège social de Westmount à Montréal.

"Le siège social de la compagnie sera situé au numéro 1240 de la rue St-Antoine, dans les cité et district de Montréal, ou à tout autre endroit que le bureau de direction de la compagnie pourra sur résolution des directeurs adopter à cet effet.

Sur motion dûment proposée, secondée et adoptée à l'unanimité, il fut résolu d'édicter ledit règlement numéro 16, concernant le siège social de la compagnie et plus haut réitéré."

Montréal, ce 25 août 1958.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
CLAUDE BEAUDOIN.

54290-o

(A.G. 5973-50)

Mount Royal Films Corporation*By-law number 16*

concerning the changing of the head office from Westmount to Montreal.

"The head office of the company will be situated at number 1240 St. Anthony street, in the city and district of Montreal, or in any other place which the company's board of directors will be able, by resolution of the directors, to adopt for this purpose.

A motion duly proposed, seconded and unanimously adopted, a resolution was adopted to decree said by-law number 16, concerning the head office of the company and above-cited."

Montreal, August 25, 1958.

Certified true copy.

CLAUDE BEAUDOIN,
Secretary.

54290

(P.G. 11900-58)

Carrière & Lefebvre Inc.

Règlement concernant le transfert du siège social de l'Assomption à Laval-des-Rapides:

"Le siège social de la compagnie "Carrière & Lefebvre Inc.", sera désormais à Laval-des-Rapides, comté de Laval, au numéro 309 Montée du Moulin."

Certifié vraie copie.

54291-o

Le Secrétaire,
BERNARD CARRIÈRE.

(A.G. 11900-58)

Carrière & Lefebvre Inc.

By-law concerning the transferring of the head office from L'Assomption to Laval-des-Rapides:

"The head office of the company "Carrière & Lefebvre Inc.", will henceforth be at Laval-des-Rapides, county of Laval, at number 309 Montée du Moulin."

Certified true copy.

54291

BERNARD CARRIÈRE,
Secretary.

(P.G. 14533-59)

Myron Simon Inc.

Règlement N° 23

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Myron Simon Inc." que la situation du siège social de la compagnie soit changé du 1435 rue Bleury, Montréal, au 2195 avenue Ekers, ville Mont-Royal, district de Montréal".

Vraie copie certifiée d'un règlement décrété par les directeurs de "Myron Simon Inc." le 30e jour de novembre 1959, et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Myron Simon Inc.", convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 30e jour de novembre 1959.

54292-o

Le Secrétaire,
Mme LILY BLOND SIMON.

(A.G. 14533-59)

Myron Simon Inc.

By-Law No. 23

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Myron Simon Inc." that the location of the head office of the company be changed from 1435 Bleury Street, Montreal, to 2195 Ekers Avenue, town of Mount Royal, district of Montreal."

Certified a true copy of a By-law enacted by the Directors of "Myron Simon Inc.", on the 30th day of November, 1959, and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at special general meeting of the shareholders of "Myron Simon Inc.", called for considering the said By-law and held on the 30th day of November, 1959.

54292

Mrs. LILY BLOND SIMON,
Secretary.

Soumissions

Ville de Beloeil
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Paul-R. Choquette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue Laurier, Belœil, comté de Verchères, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 11 juillet 1960, pour l'achat de \$443,000.00 d'obligations de la ville de Belœil, comté de Verchères, datées du 1er juillet 1960 et remboursables par séries du 1er juillet 1961 au 1er juillet 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 175 — \$220,000.00, travaux d'aqueduc; et règlement d'emprunt N° 176, tel que modifié — \$223,000.00, travaux d'égoûts, d'électricité, voirie, achat d'équipement, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$443,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1961	\$12,000.00
1er juillet 1962	12,000.00
1er juillet 1963	13,000.00
1er juillet 1964	14,000.00
1er juillet 1965	14,000.00
1er juillet 1966	15,000.00
1er juillet 1967	16,000.00

Tenders

Town of Beloeil
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-R. Choquette, secretary-treasurer, Town Hall, Laurier street, Belœil, county of Verchères, until 8.00 o'clock p.m. on Monday, July 11, 1960, for the purchase of an issue of \$443,000.00 of bonds for the town of Belœil, county of Verchères, dated July 1st, 1960, and redeemable serially from July 1st, 1961 to July 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 175 — \$220,000.00, work on aqueduct; and loan by-law No. 176, as modified — \$223,000.00, work on sewers, electricity, roads, purchase of equipment, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$443,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1961	\$12,000.00
July 1st, 1962	12,000.00
July 1st, 1963	13,000.00
July 1st, 1964	14,000.00
July 1st, 1965	14,000.00
July 1st, 1966	15,000.00
July 1st, 1967	16,000.00

1er juillet 1968	\$17,000.00	July 1st, 1968	\$17,000.00
1er juillet 1969	17,000.00	July 1st, 1969	17,000.00
1er juillet 1970	22,000.00	July 1st, 1970	22,000.00
1er juillet 1971	23,500.00	July 1st, 1971	23,500.00
1er juillet 1972	24,000.00	July 1st, 1972	24,000.00
1er juillet 1973	25,500.00	July 1st, 1973	25,500.00
1er juillet 1974	27,500.00	July 1st, 1974	27,500.00
1er juillet 1975	28,000.00	July 1st, 1975	28,000.00
1er juillet 1976	29,500.00	July 1st, 1976	29,500.00
1er juillet 1977	31,500.00	July 1st, 1977	31,500.00
1er juillet 1978	33,500.00	July 1st, 1978	33,500.00
1er juillet 1979	34,000.00	July 1st, 1979	34,000.00
1er juillet 1980	34,000.00	July 1st, 1980	34,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Belœil, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts révisés de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 11 juillet 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, rue Laurier, Belœil, comté de Verchères.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Belœil, (Comté de Verchères), ce 20 juin 1960.

Le Secrétaire-Trésorier,
PAUL-R. CHOQUETTE.

Hôtel de Ville, rue Laurier,
Adresse postale: C. P. 140,
Belœil, (Verchères), P. Q.
Téléphone: FO 7-4354. 54310-0

Cité de Farnham
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné J.-B. Luneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Farnham, comté de Missisquoi, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 11 juillet 1960, pour l'achat de \$115,000.00 d'obligations de la cité de Farnham, comté de Missisquoi, datées du 1er juin 1960 et remboursables par séries du 1er juin 1961 au 1er juin 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Belœil, county of Verchères.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 11, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the Town Hall, Laurier street, Belœil, county of Verchères.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Belœil (County of Verchères), June 20, 1960.

PAUL-R. CHOQUETTE,
Secretary-treasurer.

Town Hall, Laurier street,
Postal address: P. O. B. 140,
Belœil, (Verchères), P. Q.
Telephone: FO 7-4354. 54310

City of Farnham
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-B. Luneau, Secretary-Treasurer, City Hall, Farnham, county of Missisquoi, until 7.30 o'clock p.m. Monday, July 11, 1960, for the purchase of an issue of \$115,000.00 of bonds for the city of Farnham, county of Missisquoi, dated June 1st, 1960, and redeemable serially from June 1st, 1961 to June 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1st and December

les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt numéro 37 — construction de bâtisse pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$115,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1961	\$3,000.00
1er juin 1962	3,000.00
1er juin 1963	3,000.00
1er juin 1964	4,000.00
1er juin 1965	4,000.00
1er juin 1966	4,000.00
1er juin 1967	4,000.00
1er juin 1968	4,000.00
1er juin 1969	4,000.00
1er juin 1970	6,000.00
1er juin 1971	6,000.00
1er juin 1972	6,000.00
1er juin 1973	6,000.00
1er juin 1974	7,000.00
1er juin 1975	7,000.00
1er juin 1976	8,000.00
1er juin 1977	9,000.00
1er juin 1978	9,000.00
1er juin 1979	9,000.00
1er juin 1980	9,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Farnham, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 11 juillet 1960, à 7.30 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Farnham, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Farnham, (Comté de Missisquoi), ce 20 juin 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

J.-B. LUNEAU.

Hôtel de Ville,
Farnham, (Missisquoi), P.Q.
Tél.: AXiome 3-4460.

54311-0

1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law number 37 — construction of a building for industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$115,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1961	\$3,000.00
June 1st, 1962	3,000.00
June 1st, 1963	3,000.00
June 1st, 1964	4,000.00
June 1st, 1965	4,000.00
June 1st, 1966	4,000.00
June 1st, 1967	4,000.00
June 1st, 1968	4,000.00
June 1st, 1969	4,000.00
June 1st, 1970	6,000.00
June 1st, 1971	6,000.00
June 1st, 1972	6,000.00
June 1st, 1973	6,000.00
June 1st, 1974	7,000.00
June 1st, 1975	7,000.00
June 1st, 1976	8,000.00
June 1st, 1977	9,000.00
June 1st, 1978	9,000.00
June 1st, 1979	9,000.00
June 1st, 1980	9,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Farnham, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1968, inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1970, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 11, 1960, at 7.30 o'clock p.m., at the City Hall, Farnham, county of Missisquoi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Farnham, (County of Missisquoi), June 20, 1960.

J.-B. LUNEAU,

Secretary-Treasurer.

City Hall,
Farnham, (Missisquoi), P.Q.
Telephone: AXiome 3-4460.

54311

Paroisse d'Orsainville

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Robert Gingras, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 168, 1ère Avenue, Orsainville, comté de Québec, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 11 juillet 1960, pour l'achat de \$155,000.00 d'obligations de la paroisse d'Orsainville, comté de Québec, datées du 1er juillet 1960 et remboursables par séries du 1er juillet 1961 au 1er juillet 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 168 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$155,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1961	\$ 1,500.00
1er juillet 1962	2,000.00
1er juillet 1963	2,000.00
1er juillet 1964	2,500.00
1er juillet 1965	2,500.00
1er juillet 1966	2,500.00
1er juillet 1967	3,000.00
1er juillet 1968	3,000.00
1er juillet 1969	3,000.00
1er juillet 1970	3,500.00
1er juillet 1971	3,500.00
1er juillet 1972	4,000.00
1er juillet 1973	4,000.00
1er juillet 1974	4,000.00
1er juillet 1975	4,500.00
1er juillet 1976	4,500.00
1er juillet 1977	5,000.00
1er juillet 1978	5,500.00
1er juillet 1979	5,500.00
1er juillet 1980	89,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Parish of Orsainville

County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Robert Gingras, Secretary-Treasurer, Town Hall, 168, 1st Avenue, Orsainville, county of Quebec, until 8.00 o'clock p.m., Monday, July 11, 1960, for the purchase of an issue of \$155,000.00 of bonds for the parish of d'Orsainville, county of Quebec, dated July 1st, 1960, and redeemable serially from July 1st 1961 to July 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 168 — work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$155,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1961	\$ 1,500.00
July 1st, 1962	2,000.00
July 1st, 1963	2,000.00
July 1st, 1964	2,500.00
July 1st, 1965	2,500.00
July 1st, 1966	2,500.00
July 1st, 1967	3,000.00
July 1st, 1968	3,000.00
July 1st, 1969	3,000.00
July 1st, 1970	3,500.00
July 1st, 1971	3,500.00
July 1st, 1972	4,000.00
July 1st, 1973	4,000.00
July 1st, 1974	4,000.00
July 1st, 1975	4,500.00
July 1st, 1976	4,500.00
July 1st, 1977	5,000.00
July 1st, 1978	5,500.00
July 1st, 1979	5,500.00
July 1st, 1980	89,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 11 juillet 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 168, 1ère Avenue, Orsainville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville, (Comté de Québec), ce 20 juin 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

ROBERT GINGRAS,

Hôtel de Ville, 168, 1ère Avenue,

Orsainville, (Québec), P.Q.

Téléphone: MA-3-1901.

54312-0

Ville de Roxboro

Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Gérard Gougeon, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 13 Centre Commercial, Roxboro, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 13 juillet 1960, pour l'achat de \$294,000.00 d'obligations de la ville de Roxboro, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juillet 1960 et remboursables par séries du 1er juillet 1961 au 1er juillet 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 114 — \$69,000.00, installation de systèmes d'aqueduc et d'égouts; et règlement d'emprunt N° 115 — \$225,000.00, tel que modifié, construction d'un système de drainage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$294,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1961	\$ 9,000.00
1er juillet 1962	9,500.00
1er juillet 1963	9,500.00
1er juillet 1964	10,500.00
1er juillet 1965	11,000.00
1er juillet 1966	11,500.00
1er juillet 1967	12,000.00
1er juillet 1968	12,500.00
1er juillet 1969	13,000.00
1er juillet 1970	14,000.00
1er juillet 1971	14,500.00
1er juillet 1972	15,000.00
1er juillet 1973	15,500.00
1er juillet 1974	17,000.00
1er juillet 1975	17,500.00
1er juillet 1976	18,500.00
1er juillet 1977	19,000.00
1er juillet 1978	20,500.00
1er juillet 1979	21,500.00
1er juillet 1980	22,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roxboro, comté de Jacques-Cartier.

accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 11, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 168, 1st Avenue, Orsainville, county of Québec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville, (County of Québec), June 20, 1960.

ROBERT GINGRAS,

Secretary-Treasurer,

Town Hall, 168, 1st Avenue,

Orsainville, (Québec), P.Q.

Telephone: MA-3-1901.

54312

Town of Roxboro

County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Gougeon, secretary-treasurer, Town Hall, 13 Commercial Center, Roxboro, county of Jacques-Cartier, until 8.00 o'clock p.m. on Wednesday, July 13, 1960, for the purchase of an issue of \$294,000.00 of bonds for the town of Roxboro, county of Jacques-Cartier, dated July 1st, 1960, and redeemable serially from July 1st, 1961 to July 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 114 — \$69,000.00, installation of an aqueduct and sewage systems; and loan by-law No. 115 — \$225,000.00 as modified — construction of a drainage system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$294,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1961	\$ 9,000.00
July 1st, 1962	9,500.00
July 1st, 1963	9,500.00
July 1st, 1964	10,500.00
July 1st, 1965	11,000.00
July 1st, 1966	11,500.00
July 1st, 1967	12,000.00
July 1st, 1968	12,500.00
July 1st, 1969	13,000.00
July 1st, 1970	14,000.00
July 1st, 1971	14,500.00
July 1st, 1972	15,000.00
July 1st, 1973	15,500.00
July 1st, 1974	17,000.00
July 1st, 1975	17,500.00
July 1st, 1976	18,500.00
July 1st, 1977	19,000.00
July 1st, 1978	20,500.00
July 1st, 1979	21,500.00
July 1st, 1980	22,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roxboro, county of Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 13 juillet 1960 à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 13 Centre Commercial, Roxboro, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Roxboro, (Comté de Jacques-Cartier), ce 20 juin 1960.

Le Secrétaire-Trésorier,
GÉRARD GOUGEON.

Hôtel de Ville, 13 Centre Commercial,
Roxboro, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: MU 4-3151. 54313-0

Municipalité de St-Joseph d'Alma Comté de Lac St-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Émilien Harvey, secrétaire-trésorier, 51 rue Harvey-Ouest, Alma, comté de Lac St-Jean-Est, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 12 juillet 1960, pour l'achat de \$45,000.00 d'obligations de la municipalité de St-Joseph d'Alma, comté de Lac St-Jean-Est, datées du 1er juillet 1960 et remboursables par séries du 1er juillet 1961 au 1er juillet 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt numéro 101 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$45,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er juillet 1961	\$ 500.00
1er juillet 1962	500.00
1er juillet 1963	500.00
1er juillet 1964	500.00
1er juillet 1965	500.00
1er juillet 1966	1,000.00
1er juillet 1967	1,000.00
1er juillet 1968	1,000.00
1er juillet 1969	4,500.00
1er juillet 1970	5,000.00
1er juillet 1971	5,500.00

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, July 13, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the Town Hall, 13 Commercial Center, Roxboro, county of Jacques-Cartier.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Roxboro, (County of Jacques-Cartier), June 20, 1960.

GÉRARD GOUGEON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 13 Commercial Center,
Roxboro, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: MU 4-3151. 54313

Municipality of St-Joseph d'Alma County of Lake St-John-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Émilien Harvey, Secretary-Treasurer, 51 Harvey Street-West, Alma, county of Lake St-John-East, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, July 12, 1960, for the purchase of an issue of \$45,000.00 of bonds for the municipality of St-Joseph d'Alma, county of Lake St-John-East, dated July 1st, 1960, and redeemable serially from July 1st, 1961 to July 1st, 1975, inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law number 101 — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$45,000.00 — 15 years

Year	Capital
July 1st, 1961	\$ 500.00
July 1st, 1962	500.00
July 1st, 1963	500.00
July 1st, 1964	500.00
July 1st, 1965	500.00
July 1st, 1966	1,000.00
July 1st, 1967	1,000.00
July 1st, 1968	1,000.00
July 1st, 1969	4,500.00
July 1st, 1970	5,000.00
July 1st, 1971	5,500.00

1er juillet 1972.....	\$ 5,500.00
1er juillet 1973.....	6,000.00
1er juillet 1974.....	6,500.00
1er juillet 1975.....	6,500.00

July 1st, 1972.....	\$ 5,500.00
July 1st, 1973.....	6,000.00
July 1st, 1974.....	6,500.00
July 1st, 1975.....	6,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma, comté de Lac St-Jean-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans ou avant le 1er juillet 1968, inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 12 juillet 1960, à 8,00 heures du soir, en la salle municipale, 51 rue Harvey-Ouest, Alma, comté de Lac St-Jean-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Alma, (Comté de Lac St-Jean-Est), ce 21 juin 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
EMILIE HARVEY.

51 rue Harvey-Ouest,
Alma, (Lac St-Jean-Est), P.Q.
Téléphone: NO 2-3017. 54314-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma, county of Lake St-John-East.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1967, inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, prior to July, st, 1968 inclusively, if issued as fifteen year short-term bonds, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 12, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, 51 Harvey-West, Alma, county of Lake St-John-East.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Alma, (County of Lake St-John-East) June 21, 1960.

EMILIE HARVEY,
Secretary-Treasurer.

51, Harvey-Street, West,
Alma, (Lake St-John-East), P.Q.
Telephone: NO 2-3017. 54314

Ventes — Loi de faillite

Laurent Collin

Canada, province de Québec, district de Québec, C.S. N° 6505-F, Cour Supérieure "En Faillite". Dans l'affaire de la faillite de: LAURENT COLLIN, faisant affaires sous les nom et raison sociale de: "MEUNERIE DAVELUYVILLE" Daveluyville, comté d'Arthabaska, P.Q., débiteur.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1960, à DEUX heures p.m., sera vendu par encaissement public, à la porte de l'église de la municipalité de Daveluyville, comté d'Arthabaska, l'immeuble ci-après décrit savoir:

Désignation: Item "A"

"Un terrain emplacement situé au village de Daveluyville, du côté ouest de la rue Ste-Anne de la contenance de deux cents pieds de largeur

Sales — Bankruptcy Act

Laurent Collin

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, S.C. No. 6505-F, Superior Court "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: LAURENT COLLIN, carrying on business under the name and style of: "MEUNERIE DAVELUYVILLE" Daveluyville, county of Arthabaska, P.Q., debtor.

Notice of sale

Notice is hereby given that THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1960, at TWO o'clock p.m., shall be sold by public auction, at the church door of the municipality of Daveluyville, county of Arthabaska, the immoveable hereinafter described, to wit:

Designation: Item "A"

"An emplacement lot situated in the village of Daveluyville, on the west side of Ste-Anne Street containing two hundred feet in width

du nord au sud sur toute la profondeur qu'il peut y avoir à partir de la rue projetée Intercolonial et y compris le terrain adjacent de ladite rue à aller en profondeur vers l'ouest jusqu'au terrain d'Herman Fournier pour une même largeur; lequel emplacement est connu et désigné au cadastre officiel du comté d'Arthabaska, pour le canton de Bulstrode, comme étant une partie sud du lot numéro huit, de tout le lot sept et d'une partie nord du lot numéro six (pour compléter les deux cents pieds) tous des subdivisions officielles du lot primitif numéro quarante et un (P. S. 41-8, 41-7 et Ptie N. du 41-6) et d'une partie du lot numéro quarante et un non subdivisée (Ptie 41) avec en plus tous les droits que le vendeur a ou peut avoir et prétendre, mais sans aucune garantie de sa part, sur la partie de la rue projetée Intercolonial, désigné au cadastre susdit comme étant le lot numéro quarante et un G (Ptie 41G) pour la partie bordant les emplacements ci-dessus vendus, soit deux cents pieds; la mesure des deux cents pieds devant se faire à partir de la limite du terrain des chemins de fer Nationaux en allant vers le sud et dans le sens des lots et est borné au nord par le terrain du chemin de fer, à l'est par la rue Ste-Anne, au sud par la succession Lauzophe Nault et à l'ouest par le terrain de Herman Fournier et tel que ledit morceau de terrain est actuellement clôturé."

L'item A sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic sousigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717, et 719(A) du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec le 16 juin 1960.

Le Syndic,
GEORGES LARUE.

Bureau de:
Larue, Maltais & Associés,
466 de la Couronne,
Québec, P.Q.

54271-26-2-0

Oscar Émond

Canada, Province de Québec, district de Québec, C. S. N° 6481-F, Cour Supérieure "Division de Faillite". Dans l'affaire de la faillite de: OSCAR ÉMOND, restaurateur, Portneuf-sur-Mer, comté de Saguenay, Province de Québec, débiteur.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le PREMIER jour du mois d'AOÛT, 1960, à DEUX heures p.m., sera vendu par encau public, à la porte de l'église de la paroisse de Portneuf-sur-Mer, comté de Saguenay, l'immeuble ci-après décrit savoir:

Désignation: Item "A" — "Un emplacement situé dans le Village de Ste-Anne de Portneuf, comté de Saguenay, en la Seigneurie de Mille vaches, mesurant cent dix pieds (110') de front par toute la profondeur qu'il y a à partir du chemin public à aller au Fleuve St-Laurent, borné au nord par le chemin public, au sud par le Fleuve St-Laurent à l'est à Émile Émond ou représentants et à l'ouest à Edgar Jean ou repré-

from north to south along the whole depth that may be starting from the projected Intercolonial Street and comprised therein the adjacent lot of the said street going in depth towards the west to the land of Herman Fournier for the same width; which emplacement is known and designated on the official cadaster of the county of Arthabaska, for the township of Bulstrode, as being a southerly part of lot number eight, of all of lot seven and of a northerly part of lot number six (to complete the two hundred feet) all the official subdivisions of the primitive lot number forty-one (P. S. 41-8, 41-7 and the N. part of 41-6) and of a part of unsubdivided lot number forty-one with, moreover, all the rights which the vendor has or may have and pretend to have, but without any guarantee on his part, on the part of the projected Intercolonial Street, designated on the above cadaster as being lot number forty-one G (Pt. 41G) for that part bordering the above sold emplacements, that is two hundred feet; the measure of the two hundred feet to be made starting from the limit of the lot of land of the National Railways going towards the south and in the direction of the lots and is bounded on the north by the land of the railroad, on the east, by Ste-Anne Street, on the south by the estate of Lauzophe Nault and on the west by the land of Herman Fournier and as the said piece of land is presently fenced in."

The item A shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to the rents and church apportionments which may exist, as well as subject to the active and passive servitudes.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719(A) of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the bankruptcy act. This sale is equivalent to a sale by sheriff.

Conditions of payment: cash.
Québec, June 16, 1960.

GEORGES LARUE,
Trustee.

Office of:
Larue, Maltais & Associates,
466 Crown Street,
Québec, P.Q.

54271-26-2

Oscar Émond

Canada, Province of Québec, district of Québec, S. C. No. 6481-F, Superior Court "Bankruptcy Division". In the matter of bankruptcy of: OSCAR ÉMOND, restaurateur, Portneuf-sur-Mer, county of Saguenay, Province of Québec, debtor.

Notice of sale

Notice is hereby given that MONDAY, the FIRST day of the month of AUGUST, 1960, at TWO o'clock p.m., shall be sold at public auction, at the church door of the parish of Portneuf-sur-Mer, county of Saguenay, the immovable herein-after described:

Désignation: "Item "A" — "An emplacement in the Village of Ste-Anne de Portneuf, county of Saguenay, in the Signiory of Mille vaches, measuring one hundred and ten feet (110') in frontage by the entire depth there is starting from the public road to the St-Lawrence River, bounded on the north by the public road, on the south, by the St-Lawrence River, on the east, by Émile Émond, or representatives and on the

sentants tel que le tout se trouve actuellement avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

L'item A sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719 (A), du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, le 16 juin 1960.

Les Syndics-Conjoints.

MARC ANGERS & CAMILLE GEORGET.

Bureau de:

ANGERS, MARTEL & CIE.

580 Est Grande Allée,

Québec, P.Q.

CAMILLE GEORGET, *Syndic.*

466 de la Couronne.

54272-26-2-o

Québec, P.Q., (Suite 215).

west, by Edgar Jean or representatives, as the whole is to be found presently with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

Item A shall be offered in sale to the highest and last bidder subject to the rents and church apportionments which may exist as well as subject to the active and passive servitudes.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719 (A), of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a sale by sheriff.

Conditions of sale: Cash.

Québec, June 16, 1960.

MARC ANGERS & CAMILLE GEORGET,

Joint-Trustees.

Office of:

ANGERS, MARTEL & CIE.

580 Grande Allée East,

Québec, P. Q.

CAMILLE GEORGET, *Trustee.*

466 Crown Street,

54272-26-2

Québec, P.Q. (Suite 215).

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Cité de Noranda

City of Noranda

Avis public est par les présentes donné que conformément à une résolution du conseil en date du 27 novembre, 1959, le secrétaire-trésorier de la cité de Noranda vendra à l'enchère le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1960, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du conseil à l'Hôtel de Ville, Noranda, P.Q., de la manière prescrite par la loi, les immeubles suivants sur lesquels les taxes municipales et scolaires n'ont pas été payées:

Public notice is hereby given that pursuant to a resolution of the council made on November 27, 1959, the Secretary-Treasurer of the city of Noranda will on the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon at the office of the council, at the City Hall, Noranda, P.Q., sell at public auction in the manner prescribed by law the following immovables on which the municipal and school taxes assessed have not been paid:

Propriétaires Owners	Désignation au cadastre officiel Designation of the official cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
McNally, Frank J.	Lot No. 437	\$393.33	\$565.37	\$958.70
Voynaud, Paul	Lot No. 1134	196.36	211.94	408.30
Forment, Lucien	Lot No. 1251	274.63	229.08	503.71
Preston, Hubert	Lot No. 1447	415.39	325.02	740.41
Lacroix, Aurèle	Lot No. 17 A 16 R IX Nord-North	25.83	93.99	119.82
Monette, Georges	Lot 17 A 4 R X Nord-North	14.41	68.11	82.52
Bédard, Lionel	Lot No. 17 A 22 R X Nord-North	25.01	95.03	120.04
Racine, Robert	Lot No. 16C13, 16B13 R X Sud-South	7.40	74.16	81.56
Boisvert, Henri et-and Abitibi Lumber Ltd.	Bâtisses seulement construites sur partie de terrain non subdivisé de Noranda Mines Ltd., et situées dans le Bloc 1 (un) de la cité de Noranda — Buildings only erected on part of unsubdivided ground of Noranda Mines Ltd., and located in Block 1 (one) of the city of Noranda	942.57	911.20	1853.77
Voynaud, Paul	Bâtisses seulement construites sur partie de terrain non subdivisé de Noranda Mines Ltd., et situées dans le Bloc 1 (un) de la cité de Noranda — Buildings only erected on part of unsubdivided ground of Noranda Mines Ltd., and located in Block 1 (one) of the city of Noranda	31.56	101.76	133.32
Beattie-Duquesne Mines Ltd.	Bâtisses seulement construites sur partie de terrain non subdivisé de Noranda Mines Ltd., et situées dans le Bloc No. 17 (dix-sept) de la cité de Noranda — Buildings only erected on part of unsubdivided ground of Noranda Mines Ltd., and located in Block 17 (seventeen) of the city of Noranda	825.90	1335.80	2161.70

Donné à Noranda, ce 20e jour de juin, 1960.
Le Secrétaire-Trésorier,
54317-26-2-o C.-E. COMEAU.

Given at Noranda, this 20th day of June, 1960.
C.-E. COMEAU,
54317-26-2-o Secretary-Treasurer.

Ville de Montréal-Ouest

Correction

Avis publié les 4 et 11 juin:
Pour: "Lundi, le 28ième jour de juin 1960".
Lire: "Mardi, le 28ième jour de juin 1960".
54280-o

Town of Montreal-West

Correction

Notice published June 4th and 11th:
For: "Monday, the 28th day of June, 1960".
Read: "Tuesday, the 28th day of June, 1960".
54280-o

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi
Cour Supérieure, { EMILE ROSSIGNOL,
N° V-4055. { menuisier, de Jacola,
district d'Abitibi, demandeur,
vs ADOLPHUS PURCHASE, de Senneterre,
district d'Abitibi, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble connu et désigné comme étant un terrain (lot) portant le numéro dix-sept (17) du bloc quatre-vingt-douze (92), au cadastre officiel de la ville de Senneterre, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Senneterre, le SIX JUILLET 1960 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER,
Amos, 24 mai 1960. 54091-23-2-o

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi
Superior Court, { EMILE ROSSIGNOL,
No. V-4055. { carpenter, of Jacola,
district of Abitibi, plaintiff,
vs ADOLPHUS PURCHASE, of Senneterre,
district of Abitibi, defendant.

Notice of sale

An immoveable known and designated as being a lot bearing number seventeen (17) of block ninety-two (92), of the official cadaster of the town of Senneterre, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Senneterre, on the SIXTH day of JULY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,

Sheriff's Office, Sheriff,
Amos, May 24, 1960. 54091-23-2

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { LÉO BERGERON, 10 rue
N° 14 605. { Thibodeau, Victoriaville,
demandeur, vs OMER GUI-
MONT, Stanhope, comté de Stanstead, défendeur.

Un terrain situé dans le dixième rang du canton de Stanfold, de figure triangulaire, mesurant, mesure anglaise, deux mille cent soixante-et-un pieds (2,161') en front longeant la nouvelle route provinciale N° 5, le côté nord-est ayant une longueur de deux mille dix pieds (2,100'), le côté sud étant formé par la réunion des extrémités des deux côtés ci-dessus, ledit terrain maintenant connu et désigné au cadastre officiel, dudit canton de Stanfold, pour le dixième rang, comme étant une partie des lots treize "C" et quatorze "A" (Pties 13c et 14a, rg. X, Stanfold); borné ledit terrain comme suit: en front à l'ouest par la nouvelle route provinciale N° 5, du côté nord-est par Clément Daigle et du côté sud par M. Donat Fréchette, avec un hôtel à deux loge-

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { LÉO BERGERON, 10 Thi-
No. 14 605. { bodeau street, Victoria-
ville, plaintiff, vs OMER
GUIMONT, Stanhope, county of Stanstead, defendant.

A lot of land situated on the tenth range of Stanfold township, triangular in shape, measuring, English measure, two thousand one hundred and sixty-one feet (2,161') in front along the provincial road No. 5, the north-east side having a length of two thousand and ten feet (2,100'), the south side, being formed by the reunion of the extremities of the two above-mentioned sides, the said lot of land now known and designated in the official cadaster, of the said township of Stanfold, for the tenth range, as being a part of lots thirteen "C" and fourteen "A" (P. 13c and 14a, rg. X, Stanfold); the said lot of land bounded as follows: in front, the west, by the new provincial road No. 5, on the northeast side by Clément Daigle and on the south side by Mr. Donat Fré-

ments dessus construit, circonstance et dépendances, comprenant également tout l'ameublement, les comptoirs, tablettes que l'emprunteur déclare immeuble par destination pour les avoir placés à perpétuelle demeure; sauf à distraire un "Air Coil", un éventail "Marhkot", un condensateur "Bendix Westinghouse", une machine à glace, un évier et faucet et un poêle à patates frites.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Eusèbe de Stanfold, comté d'Arthabaska le SEPTIÈME jour de JUILLET 1960 à TROIS heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Bureau du Shérif, Arthabaska, ce 31 mai 1960. *Le Shérif, FÉLIX HOULE.* 54102-23-2-o

chette, with a hotel of two lodging constructed thereon, circumstances and dependencies, also comprising all the furniture, the counters, shelves which the borrower declares to be immovable by destination because of permanent fixture; save to withdraw an Air Coil, a "Markhot" fan, a "Bendix Westinghouse" condenser, a refrigerating machine, a sink and faucet and a stove for French fried potatoes.

To be sold at the door of the church of St-Eusèbe de Stanfold, county of Arthabaska, on the SEVENTH day of JULY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight saving time).

Sheriff's Office, Arthabaska, May 31, 1960. *FÉLIX HOULE, Sheriff.* 54102-23-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, N° 419. { **GÉDÉON PAYEUR**, de Thetford Mines, comté de Mégantic, dans le district de Mégantic, demandeur, contre **VIATEUR CLICHE**, de St-Jules de Beauce, district de Beauce, défendeur.

Désignation: "Partie 27C du premier rang de Broughton, St-Jules de Beauce".

Pour être vendu à St-Jules de Beauce, le SIXIÈME jour de JUILLET mil neuf cent soixante à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de St-Jules de Beauce.

Bureau du Shérif, St-Joseph de Beauce, le 27 mai 1960. *Le Shérif, J. S. POULIOT.* 54086-23-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Superior Court, No. 419. { **GÉDÉON PAYEUR**, of Thetford Mines, county of Megantic, in the district of Megantic, plaintiff, against **VIATEUR CLICHE**, of St-Jules of Beauce, in the district of Beauce, defendant.

Designation: "Part 27C of the first range of Broughton, St-Jules of Beauce."

To be sold at St-Jules of Beauce, the SIXTH day of JULY one thousand nine hundred and sixty at TWO hours of the clock in the afternoon, at the church's door of St-Jules of Beauce.

Sheriff's Office, St-Joseph of Beauce, May the 27th, 1960. *J. S. POULIOT, Sheriff.* 54086-23-2-o

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 4358. { **THÉRÈSE HUBERT**, gar- de-malade, fille majeure usant de ses droits, domiciliée et demeurant à Beloeil, district de Richelieu, demanderesse, vs **ARTHUR LOISELLE**, marchand, domicilié et demeurant au N° 11, de la rue Ste-Anne, à Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

A savoir: "Un emplacement en la paroisse de Ste-Barbe, étant une partie du lot de terre désigné au cadastre officielle des paroisses de St-Anicet et Ste-Barbe, dans le comté de Huntingdon, sous le numéro trente et un B (31 B), mesurant en front vers le sud, cent soixante-dix-sept pieds de largeur, en arrière vers le nord, deux cent vingt-cinq pieds de large, vers l'est deux cent quatre-vingt pieds de profondeur, vers l'ouest trois cent dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et borné: en front vers le sud par le chemin public, en arrière aussi par un chemin public, du côté est, par une partie dudit lot N° 31B, appartenant à M. Brisson, du côté ouest, par les terrains d'Albert St-Onge ou représentants, à distraire dudit emplacement toutes parties pouvant avoir été vendues avant ce jour en particulier, celui cédé au Ministère de la Voirie," avec bâtisses dessus érigées.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Superior Court, No. 4358. { **THÉRÈSE HUBERT**, nurse, spinster of the full age of majority, in use of her rights, domiciled and living at Beloeil, district of Richelieu, plaintiff, vs **ARTHUR LOISELLE**, merchant, domiciled and living at No. 11 Ste-Anne street, in Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

To wit: "An emplacement in the parish of Ste-Barbe, being a part of lot of land designated in the official cadaster of the parishes of St-Anicet and Ste-Barbe, in the county of Huntingdon, under number thirty-one B (31 B), measuring, in front, toward the south, one hundred and seventy-seven feet in width, in back, toward the north, two hundred and twenty-five feet in width toward the east two hundred and eighty feet in depth, toward the west three hundred and ten feet in depth, more or less, English measure, and bounded: in front, toward the south by the public road, in the back also by a public road, on the east side by a part of said lot No. 31B, belonging to Mr. Brisson, on the west side, by the lands of Albert St-Onge or representatives, to be separated from said emplacement all parts which can have been sold before this particular day, that ceded to the Department of the Minister of Roads," with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Barbe, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1960, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Salaberry de Valleyfield, ERNEST POIRIER,
ce 28^e jour de mai 1960. 54087-23-2-0
[Première insertion: le 4 juin 1960]

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { ACE FINANCE COR-
district de Montréal, } PORATION LTD.,
N° 484 446. } corporation légalement
constitué suivant la loi,
ayant son siège social et sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
demandeur; contre FÉLIX BERGERON, de
Nitro, district de Beauharnois, P. Q., défendeur.

A savoir: "N° cadastre 571, six parties des lots
dans la paroisse de St-Timothée, dans le district
de Beauharnois."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Timothée, le VINGT-HUITIÈME
jour de JUILLET 1960, à DIX heures de l'avant-
midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Salaberry de Valleyfield, ERNEST POIRIER,
ce 20^e jour de juin 1960. 54305-26-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { LOUIS CYR VALLÉE,
N° 21,937. } marchand de l'endroit ap-
pelé Cap Chat, district de
Gaspé, P.Q., demandeur, vs XAVIER TAN-
GUAY, de l'endroit appelé Ste-Anne des Monts,
district de Gaspé, P.Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un terrain de forme irrégulière sis et situé
au premier rang de la paroisse de Ste-Anne des
Monts avec une maison dessus construite, cir-
constances et dépendances, ce terrain désigné
comme étant le lot 14-A-5 aux plan et livre de
renvoi du cadastre officiel pour le canton Cap-
Chat borné comme suit: au sud-est par le bou-
levard Perron et au sud-ouest par le lot 14-C-2 de
Georges Brisebois au nord-ouest et nord-est
par le lot 14-A-4".

"Un terrain de forme irrégulière sis et situé
au premier rang de la paroisse de Ste-Anne des
Monts mesurant 284.5 pieds au nord-ouest,
110.3 pieds au nord-est, 86 pieds et 176 pieds au
sud-est, 173.4 pieds au sud-est et 60 pieds au
sud-ouest, contenant en superficie 21,589 pieds
carrés désigné comme étant le lot 14-A-4 aux
plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour
le canton Cap-Chat et borné comme suit: au
nord-ouest par le Golfe St-Laurent, au nord-est
par le lot 14-A-3 de Georges-Henri Gagnon,
au sud-est partie par le Boulevard Perron et
partie par le lot 14-A-5 de Mme Xavier Tanguay
et au sud-ouest par le lot 14-A-5 de Mme Xavier
Tanguay et partie par le lot 14-C-1 de Maurice
Lepage avec bâtisses dessus construites cir-
constance et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église de
Ste-Anne des Monts, MERCREDI, le SIXIÈME

To be sold at the door of the parochial church
of Ste-Barbe, on the SEVENTH day of JULY,
1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon,
(daylight saving time.)

Sheriff's Office, *ERNEST POIRIER,*
Salaberry de Valleyfield, *Sheriff.*
May 28, 1960. 54087-23-2
[First insertion: June 4, 1960]

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Superior Court, { ACE FINANCE COR-
district of Montreal, } PORATION LTD.,
No. 484 446. } a body politic and cor-
porate, duly incorporated
according to law, having its head office and
principal place of business in the city and district
of Montreal, plaintiff, against, FÉLIX BER-
GERON, of Nitro, district of Beauharnois, P. Q.,
defendant.

To wit: Cadastral No. 571, six parts of lots
in the parish of St. Timothée, in the district of
Beauharnois."

To be sold at the door of the parochial church
of St-Timothée, on the TWENTY-EIGHTH
day of JULY, 1960, at TEN o'clock in the fore-
noon (daylight saving time).

Sheriff's Office, *ERNEST POIRIER,*
Salaberry of Valleyfield, *Sheriff.*
June 20, 1960. 54305-26-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Superior Court, { LOUIS CYR VALLÉE,
No. 21,937. } merchant in the place
known as Cap Chat, district
of Gaspé, P.Q., plaintiff, vs XAVIER TAN-
GUAY, of the place called Ste-Anne des Monts,
district of Gaspé, P.Q., defendant.

The property for sale is the following:

"A lot of land, irregular in shape, situated on
the first range of the parish of Ste-Anne des
Monts with a house built thereon, circumstances
and dependencies, this lot is designated as being
lot 14-A-5 in the official plan and book of refer-
ence of the official cadaster for the township of
Cap-Chat, bounded as follows: on the southeast
by Perron Boulevard, and on the southwest by
lot 14-C-2 belonging to Georges Brisebois, on
the northwest and northeast by lot 14-A-4".

"A lot of land, irregular in shape, situated on
the first range of the parish of Ste-Anne des
Monts measuring 284.5 feet on the northwest,
110.3 feet on the northeast 86 feet and 176
feet on the southeast, 173.4 feet on the south-
east and 60 feet on the southwest, having an
area of 21,589 square feet designated as being
lot 14-A-4 in the plan and book of reference
of the official cadaster for the township of Cap-Chat
and bounded as follows: on the northwest by
the Gulf of St. Lawrence, on the northeast by
lot 14-A-3 of Georges-Henri Gagnon, on the
southeast, partly Perron Boulevard and partly
by lot 14-A-5 belonging to Mrs. Xavier Tanguay
and on the southwest by lot 14-A-5 of Mrs.
Xavier Tanguay and partly by lot 14-C-1
belonging to Maurice Lepage with buildings
thereon constructed circumstances and depen-
dencies."

To be sold at the door of the church of Ste-
Anne des Monts, on WEDNESDAY, the

jour de JUILLET 1960 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Percé, le 28 mai 1960.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER,
54092-23-2-o

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, { LA CAISSE POPULAIRE
N° 5690. { DE CHANDLER, société

coopérative selon la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, (ch. 290, S.R.Q., 1941, et mod.) avec siège social à Chandler, comté et district de Gaspé, Province de Québec, demanderesse; vs WILLIAM LUCAS, de Chandler, district de Gaspé, défendeur.

“Un lot de terre sis et situé à Chandler, au premier rang, faisant partie du lot N° soixante-dix-sept B (Ptie-lot-77-B, R., 1) des plan et livre officiels de Seigneurie de Pabos, et cedit même lot encore connu et désigné comme faisant partie du lot N° soixante-dix-sept B-trente-trois (ptie-lot-77-B-33) des plan et livre de renvoi officiels de Seigneurie de Pabos;— Cette partie de lot mesure soixante-dix (70') de largeur sur une profondeur de cent pieds (100') et est bornée comme suit: -Au nord par Gaspésia Sulphite Co. Ltd, ou représentant, à l'est par une rue municipale, au sud par Joseph Montmagny, et à l'ouest par Gaspésia Sulphite Co. Ltd, ou représentants, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

(Cedit lot susdit sera le lot N° soixante-dix-sept-B-trente-trois-dix (lot 77-B-33-10) au nouveau cadastre révisé de la Seigneurie de Pabos, lorsque en force et en vigueur”).

Pour être vendue à la porte de l'église de Chandler, MERCREDI le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1960 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Percé, le 17 juin 1960.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER,
54306-26-2-o

SIXTH day of JULY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Percé, May 28, 1960.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.
54092-23-2

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Superior Court, { LA CAISSE POPULAIRE
No. 5690. { DE CHANDLER, co-

operative corporation, according to the Quebec Co-operative Syndicates' Act, (Ch. 290, R.S.Q. 1941 and amendments) with head office at Chandler, county and district of Gaspé, P.Q., plaintiff; vs WILLIAM LUCAS, of Chandler, district of Gaspé, defendant.

“A lot of land situated at Chandler, on the first range, forming part of lot No. seventy-seven B (P. lot-77-B, R. 1) in the official plan and book of the Seigniorie of Pabos, and this said same lot still known and designated as forming part of lot No. seventy-seven B-thirty-three (P. lot 77-B-33) of the official plan and book of reference of the Seigniorie of Pabos;— This part of the lot measures seventy feet (70') in width by a depth of one hundred feet (100') and is bounded as follows: on the north by “Gaspésia Sulphite Co. Ltd”, or representative, on the east by a municipal street, on the south by Joseph Montmagny, and on the west by “Gaspésia Sulphite Co. Ltd” or representatives, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

(This above-mentioned lot will be lot No. seventy-seven-B-thirty-three-ten (lot 77-B-33-10) in the new revised cadaster of the Seigniorie of Pabos, when in force”).

To be sold at the door of the church of Chandler, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Percé, June 17, 1960.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.
54306-26-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { GIOVANNI LUPIERI,
N° 480 065. { demandeur vs JOSEPH MITTIGA, défendeur.

“Un certain emplacement ayant front sur le côté ouest du Boulevard Curé Labelle, en la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, connu et désigné sous le numéro vingt-sept (27) de la re-subdivision officielle du lot numéro un (1) de la subdivision officielle du lot numéro soixante-et-un (61-1-27) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, mesurant quatre-vingt-dix (90.0') pieds de largeur sur trois cent soixante pieds (360.0') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec dépendances dont une piscine.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes constituées sur ledit immeuble.”

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, le SEPTIÈME jour du mois de JUILLET 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE,
Montréal, le 31 mai 1960. 54101-23-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { GIOVANNI LUPIERI,
No. 480 065. { plaintiff, vs JOSEPH MITTIGA, defendant.

“A certain emplacement having frontage on the west side of the Curé Labelle Boulevard, in the parish of Ste-Rose, county of Laval, known and designated under number twenty-seven (27) of the official re-subdivision of lot number one (1) of the official subdivision of lot number sixty-one (61-1-27) on the plan and in the book of reference of the parish of Ste-Rose, county of Laval, measuring ninety (90.0') feet in width by three hundred and sixty feet (360.0') in depth, English measure and more or less.

With dependencies and a swimming-pool.

As the whole is to be found presently, with all the servitudes established on the said immovable.”

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Rose county of Laval, on the SEVENTH day of the month of JULY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CAISSE & LAURENCELLE,
Montreal, May 31, 1960. 54101-23-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **SUN LIFE ASSURANCE**
N° 499 489. { **COMPANY OF CANADA**, demanderesse vs
EDWARD G. ROWE, défendeur.

Ce certain emplacement dans la ville de Ste-Rose, district de Laval, ayant front sur une rue, ladite rue étant la subdivision vingt-quatre du lot soixante-trois, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, ledit emplacement étant la subdivision seize dudit lot soixante-trois (63-16), auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant soixante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix-neuf pieds et trois dixièmes de pied de profondeur dans sa ligne du côté nord, et cent pieds de profondeur dans sa ligne du côté sud, mesures anglaises et plus ou moins.

Avec l'édifice dessus érigée portant le numéro civique 146 rue Gagnon, dont le mur du côté sud du garage adjacent est mitoyen.

Un dépôt de \$1180.00 sera exigé de tout offrand et enchérisseur, en vertu d'un jugement de l'honorable Juge Côté, en date du 27 mai 1960.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1960, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
Montréal, 31 mai 1960. 54100-23-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **CITÉ DE LONGUEUIL**, demanderesse, vs **CHARLES BREWSTER**, défendeur.

Première partie de lot à saisir.

"Une partie du lot N° 154-6 du cadastre officiel du village de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, étant la propriété de la succession Percival Adams; bornée vers le sud-est par la ligne de rue actuelle de la rue St-Charles, vers le nord-est par le lot N° 154-1 étant la rue Châteauguay, vers le nord-ouest par une partie dudit lot N° 154-6 étant la propriété de Charles Brewster, vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot N° 154-6. Mesurant 20 pieds de largeur par une longueur de 124 pieds le long de la rue Châteauguay, 121 pieds dans la ligne sud-ouest, formant une superficie de 2450 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

Deuxième partie de lot à saisir.

1° Une partie du lot N° 154-6 du cadastre officiel du village de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, étant la propriété de Charles Brewster; bornée vers le nord-est par le lot N° 154-1 étant la rue Châteauguay, vers le sud-est par une partie dudit lot N° 154-6 étant la propriété de la succession Percival Adams, vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot N° 154-6, vers le nord-ouest par le lot N° 154-5; mesurant 20 pieds de largeur par une longueur de 100 pieds formant une superficie de 2000 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

2° Une partie du lot N° 154-6 dudit cadastre officiel du village de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, étant la propriété de Charles Brewster; bornée vers le nord-est par la partie dudit lot N° 154-6 ci-haut décrite, vers le sud-est par une autre partie dudit lot N° 154-6, vers le sud-ouest par la partie du lot N° 154-7 ci-après décrite, vers le nord-ouest par le lot N° 154-5; mesurant 9 pieds de largeur par une

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **SUN LIFE ASSURANCE**
No. 499 489. { **COMPANY OF CANADA**, plaintiff, vs **EDWARD G. ROWE**, defendant.

That certain emplacement in the town of Ste-Rose, district of Laval, fronting on a street, said street being subdivision twenty-four of lot sixty-three, on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose, the said emplacement being subdivision sixteen of said lot sixty-three (63-16), on the said official plan and book of reference, measuring sixty-five feet in width by ninety-nine feet and three-tenths of a foot in depth in its north side line, and one hundred feet in depth in its south side line, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 146 Gagnon Street, whereof the south side wall of the adjacent garage is mitoyen.

A deposit of \$1180.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Côté, dated May 27th, 1960.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste. Rose, county of Laval, on the SEVENTH day of the month of JULY 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Shérif's Office, Sheriff.
Montreal, May 31st, 1960. 54100-23-2-0

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **CITY OF LONGUEUIL**, plaintiff, vs **CHARLES BREWSTER**, defendant.

First part of the lot to be seized.

"A part of lot No. 154-6 of the official cadaster of the village of Longueuil, registry division of Chambly, being the property of the estate of Percival Adams; bounded on the southeast by the present line of the street of St. Charles street, on the northeast by lot No. 154-1 being Châteauguay street, on the northwest by a part of said lot No. 154-6 being the property of Charles Brewster, on the southwest by another part of said lot No. 154-6. Measuring 20 feet in width by a length of 124 feet along Châteauguay street, 121 feet on the southwest line, forming an area of 2450 square feet, the whole English measure.

Second part of the lot to be seized.

1. A part of lot No. 154-6 of the official cadaster of the village of Longueuil, registry division of Chambly, being the property of Charles Brewster; bounded on the northeast by lot No. 154-1 being Châteauguay street, on the southeast by a part of said lot No. 154-6 being the property of the estate of Percival Adams, on the southwest by another part of said lot No. 154-6, on the northwest by lot No. 154-5; measuring 20 feet in width by a length of 100 feet forming an area of 2000 square feet, the whole English measure.

2. A part of lot No. 154-6 of said official cadaster of the village of Longueuil, registry division of Chambly, being the property of Charles Brewster; bounded on the northeast by part of said lot No. 154-6 above described, on the southeast by another part of said lot No. 154-6, on the southwest by the part of lot No. 154-7 hereinafter described, on the northwest by lot No. 154-5; measuring 9 feet in width by a

ongueur de 40 pieds, formant une superficie de 360 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

3° Une partie du lot N° 154-7 dudit cadastre officiel du village de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, étant la propriété de Charles Brewster; bornée vers le nord-est par la partie du lot N° 154-6 ci-haut en second lieu décrite, vers le sud-est par le résidu dudit lot N° 154-7, vers le sud-ouest par le lot N° 154-74, vers le nord-ouest par le lot N° 154-5, mesurant 9 pieds dans sa ligne nord-est, 8 pieds dans sa ligne sud-ouest par une longueur de 60 pieds, formant une superficie de 510 pieds carrés, le tout mesure anglaise."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1960, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE,
Montréal, le 20 juin 1960. 54307-26-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, (ETIENNE MORIN, marchand, de La Ré-
Mont-Joli, N° 13,014. demption, district de Rimouski, demandeur vs DAME IRÉNÉ LAROUCHE, veuve non remariée de Léo Lajoie, de La Rédemption, district de Rimouski, défenderesse.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et les impences sur une demi (1/2) sud-ouest du lot N° cinquante-quatre (54), rang huit (8), canton Massé, paroisse de La Rédemption, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de La Rédemption le SEPTIÈME jour de JUILLET 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 30 mai 1960. 54093-23-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, (YVON THIBAUT, marchand, de la paroisse
N° 20,445. de St-Moïse, district de Rimouski, demandeur, vs ANDRÉ CARON, domicilié en la paroisse de St-Moïse, défendeur.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et les impences sur le lot N° quarante-neuf (49), rang un (1) canton Awantjish, paroisse de St-Moïse, et tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur lesdits lots avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Moïse, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 30 mai 1960. 54094-23-2-0

length of 40 feet, forming an area of 360 square feet, the whole English measure.

3. A part of lot No. 154-7 of the said official cadaster of the village of Longueuil, registry division of Chambly, being the property of Charles Brewster; bounded on the northeast by part of lot No. 154-6 described above in the second place, on the southeast by the remainder of said lot 154-7, on the southwest by lot No. 154-74, on the northwest by lot No. 154-5, measuring 9 feet on its northeast line, 8 feet on its southwest line, by a length of 60 feet, forming an area of 510 square feet, English measure."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, in Longueuil, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, June 20, 1960. 54307-26-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, (ETIENNE MORIN, merchant, of La Ré-
Mont-Joli, No. 13,014. demption, district of Rimouski, plaintiff vs DAME IRÉNÉ LAROUCHE, unmarried widow of Léo Lajoie, of La Rédemption, district of Rimouski, defendant.

The rights of preemption, land grubbing, improvements and upkeep on the southwest half (1/2) of lot No. fifty-four (54), range eight (8), Massé township, parish of La Rédemption, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of La Rédemption on the SEVENTH day of JULY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff,
Rimouski, May 30, 1960. 54093-23-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, (YVON THIBAUT, mer-
No. 20,445. chant, of the parish of St-Moïse, district of Rimouski, plaintiff, vs ANDRÉ CARON, domiciled in the parish of St-Moïse, defendant.

The rights of preemption, land grubbing, improvements and upkeep on lot No. forty-nine (49), range one (1) township Awantjish, parish of St-Moïse, and of all the rights that the defendant has or may have on the said lots with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Moïse, on the SEVENTH day of JULY, 1960, at ELEVEN, o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff,
Rimouski, May 30, 1960. 54094-23-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **ARPIN, GENDRON &**
N° 21,312. { **BEAUREGARD**
LTÉE, corporation légale-
ment constituée, ayant son siège social à 404 rue
St-Pierre, district de Montréal, demanderesse,
vs **MAURICE TREMBLAY, FERNAND**
TREMBLAY, JOS H. TREMBLAY et PIER-
RETTE TREMBLAY, tous résidant sur la rue
Sacré-Coeur, Alma, district de Roberval, dé-
fendeurs.

Avis de vente

Comme appartenant à Pierrette Tremblay:
"Un terrain ou emplacement situé en la ville
d'Alma, avec les bâtisses y érigées, étant et
comprenant un terrain faisant partie du lot de
terre numéro trois-A (Ptie No. 3-A), dans le rang
Saguenay, au cadastre officiel du canton La-
barre, d'une superficie totale de onze mille
cinq cent quatre-vingt-douze pieds carrés (11592)
et borné: au nord ou vers le nord et à l'est, à la
petite décharge; à l'ouest à la ligne de division
des lots numéros deux-B et trois-A susdits ou
encore, pour une partie au terrain faisant partie
du lot numéro deux-B (Ptie No. 2-B); au sud,
au reste du lot dont il fait partie ou encore
à une lisière de terrain faisant partie du même
lot trois-A (chemin du quai). Le tout avec les
bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.
Lequel terrain est maintenant connu sous le
numéro trois-A-deux (3-A-2) desdits rang et
canton".

Comme appartenant à Fernand Tremblay:
"Un terrain situé à Alma, mesurant plus ou
moins 100 pieds de largeur ou de l'est à l'ouest
sur 180 pieds de profondeur ou du nord au sud
faisant partie du lot N° 3-A du rang Saguenay
au cadastre officiel du canton Labarre et borné
comme suit: au nord, à la petite Décharge; à
l'est aux terrains des vendeurs; au sud, au chemin
du rang Saguenay; à l'ouest, au terrain de Philip-
pe-Albert Tremblay, circonstances et dépendan-
ces."

Sauf à distraire, les droits et servitudes en
faveur de B. A. Scott.

Pour être vendus séparément à la porte de
l'église de la paroisse Saint-Pierre de la cité
d'Alma, comté de Lac St-Jean, le VINGT-
HUITIÈME jour de JUILLET, 1960, à ONZE
heures de l'avant-midi, (heure avancée)

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 15 juin 1960. 54273-26-2-0

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **DR CAMILLE AUGUS-**
N° 20,928. { **TE LAVOIE**, médecin-
chirurgien du village d'Hé-
bertville, district de Roberval, demandeur vs
SILVER GRANITE CORPORATION, corpo-
ration légalement constituée, ayant son siège
social en les cité de Montréal, 6554-6556,
avenue Durocher, demanderesse.

Avis de vente

"a) Un terrain de forme irrégulière faisant
partie du lot numéro quarante-huit (Ptie 48) du
cinquième rang des plan et livre de renvoi offi-

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { **ARPIN, GENDRON &**
No. 21,312. { **BEAUREGARD**
LTÉE, body legally constit-
uted, having its head office at 404 St. Peter
street, district of Montreal, plaintiff, vs **MAU-**
RICE TREMBLAY, FERNAND TREMBLAY,
JOS H. TREMBLAY and PIERRETTE TREM-
BLAY, all residing on Sacred Heart street, Alma,
district of Roberval, defendants.

Notice of sale

As belonging to Pierrette Tremblay:
"A lot of land or emplacement situated in the
town of Alma, with the buildings thereon erected,
being and comprising a lot of land forming part
of the lot of land number three-A (P. No. 3-A),
on Saguenay range, in the official cadaster of
Labarre Township, with a total area of eleven
thousand, five hundred and ninety-two square
feet, and bounded: on the north or towards the
north and on the east by a small discharge; on
the west as far as the division line between
lots number two-B and three-A above-mentioned,
by a part of land forming part of lot number
two-B (P. No. 2-B); on the south, by the remain-
der of the lot of which it is a part or again by
a strip of land forming a part of same lot three-A
(wharf road). The whole with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies,
which land is now known under the number
three-A-two (3-A-2) of said range and town-
ship."

As belonging to Fernand Tremblay:
"A lot of land situated at Alma, measuring,
more or less, 100 feet in width or from east to
west by 180 feet in depth or from north to south,
forming a part of lot No. 3-A of Saguenay range
in the official cadaster of Labarre township and
bounded as follows: on the north, by the small
discharge; on the east by the lands of the vendors;
on the south, by the road of Saguenay range; on
the west by the land of Philippe-Albert Tremblay,
circumstances and dependencies."

To be subtracted, the rights and servitudes in
favor of B. A. Scott.

To be sold separately at the door of the church
of the parish of Saint Peter of the city of Alma,
county of Lake St. John, on the TWENTY-
EIGHTH day of JULY, 1960, at ELEVEN
o'clock in the forenoon, (daylight saving time).

LÉON-MAURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, June 15, 1960. 54273-26-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of
District of Chicoutimi

Superior Court, { **DR CAMILLE AUGUS-**
No. 20,928. { **TE LAVOIE**, physi-
cian-surgeon of the village of
Hébertville, district of Roberval, plaintiff vs
SILVER GRANITE CORPORATION, corpo-
ration legally incorporated, having its head
office in the city of Montreal, 6554-6556 Duro-
cher Avenue, defendant.

Notice of sale

"a) A lot of land of irregular form forming
part of lot number forty-eight (Pt. 48) of the
fifth range on the official plan and in the book of

ciels du canton Delisle, ayant huit cent cinquante-huit pieds (858) de largeur dans son côté nord sur une profondeur d'environ mille deux cent cinquante (1250) pieds dans son côté est, et ayant une superficie d'environ vingt-six (26) acres, et borné comme suit: vers le nord par le résidu dudit lot numéro 48 appartenant au vendeur, vers l'est par le lot 47 du 5ième rang du canton Delisle appartenant à Dame A. Fortin-Simard, vers le sud par le chemin public du 5ième rang, et vers l'ouest par le lot numéro 49 du 5ième rang dudit canton appartenant au vendeur.

b) Un terrain de forme irrégulière faisant partie dudit lot numéro quarante-huit (Ptie 48) du cinquième rang du canton Delisle, ayant une largeur de huit cent-cinquante-huit pieds (858) dans son côté sud sur une profondeur d'environ deux cent soixante pieds dans son côté est, et ayant une superficie d'environ quatre (4) acres, et borné comme suit: vers le nord par le chemin public du 5ième rang; vers l'est par partie du lot numéro 47 du 5ième rang appartenant à Dame M. A. Fortin-Simard; vers le sud partie par le lot numéro 48 du 4ième rang dudit canton appartenant à Lucien et Paul Dufour, et partie par le lot numéro 49 du 4ième rang dudit canton appartenant à Philippe Harvey; vers l'ouest par partie du lot numéro 49 du 5ième rang appartenant au vendeur;

c) Un terrain de forme irrégulière faisant partie du lot numéro quarante-neuf (Ptie 49) du cinquième rang des plan et livre de renvoi officiels du canton Delisle, ayant une largeur d'environ cent cinquante-huit pieds (158) dans son côté nord sur une profondeur de quatorze cent soixante pieds (1460) dans son côté est, et ayant une superficie d'environ quatre acres et vingt-cinq centième, (4.25), et borné comme suit: vers le nord par le résidu dudit lot numéro 49 appartenant au vendeur; vers l'est par une partie du lot numéro 48 du 5ième rang appartenant au vendeur et par partie dudit lot numéro 48 du 5ième rang ci-dessus décrite et présentement vendue; vers le sud par le chemin public du 5ième rang; et vers l'ouest par le résidu dudit lot numéro 49 appartenant à Roland Simard;

d) Un terrain de forme irrégulière faisant partie du lot numéro quarante-neuf (Ptie 49) du cinquième rang des plan et livre de renvoi officiels du canton Delisle, ayant une largeur d'environ cinquante-huit (58) pieds dans son côté sud sur une profondeur d'environ cent pieds (100) dans son côté est, et ayant une superficie d'environ un dixième d'acre (0.1) a, et borné comme suit: vers le nord par le chemin public du 5ième rang; vers l'est par partie du lot numéro 48 du 5ième rang ci-dessus décrite et présentement vendue; vers le sud par partie du lot numéro 49 du 4ième rang dudit canton appartenant à Philippe Harvey; et vers l'ouest par le résidu dudit lot numéro 49 appartenant à Roland Simard;

Toutes les mesures ci-dessus étant mesure anglaise;

Avec toutes les bâtisses érigées sur les susdits terrains, et tous les droits y attenants, sans aucune réserve de la part du vendeur, (ledit vendeur étant Clément Hudon à la défenderesse Silver Granite Corporation en vertu d'un acte notarié en date du 10 février 1954, enregistré sous le numéro 57498 au bureau d'enregistrement de

reference of the Delisle township, having eight hundred and fifty-eight feet (858) in width on its northerly side by a depth of approximately one thousand two hundred and fifty (1250) feet on its easterly side, and having an area of approximately twenty-six (26) acres, and bounded as follows: on the north, by the residue of the said lot number 48 belonging to the vendor, on the east, by lot number 47 of the 5th range of the Delisle township belonging to Dame A. Fortin-Simard, on the south, by the public road of the 5th range, and on the west, by lot number 49 of the 5th range of the said township belonging to the vendor;

b) A lot of land of irregular form forming part of the said lot number forty-eight (Pt. 48) of the fifth range of the Delisle township, having a width of eight hundred and fifty-eight feet (858) on its southerly side by a depth of approximately two hundred and sixty feet on its easterly side, and having an area of approximately four (4) acres, and bounded as follows: on the north, by the public road of the 5th range; on the east, by part of lot number 47 of the 5th range belonging to Dame M. A. Fortin-Simard; on the south, partly by lot number 48 of the 4th range of the said township belonging to Lucien and Paul Dufour and partly by lot number 49 of the 4th range of the said township belonging to Philippe Harvey; on the west, by part of lot number 49 of the 5th range belonging to the vendor;

c) A lot of land of irregular form forming part of lot number forty-nine (Pt. 49) of the fifth range on the official plan and in the book of reference of the Delisle township, having a width of approximately one hundred and fifty-eight feet (158) on its northerly side by a depth of fourteen hundred and sixty feet (1460) on its easterly side, and having an area of approximately four acres and twenty-five one/hundredths (4.25), and bounded as follows: on the north by the residue of the said lot number 49 belonging to the vendor; on the east, by part of lot number 48 of the 5th range belonging to the vendor and by part of the said lot number 48 of the 5th range hereabove described and presently sold; on the south, by the public road of the 5th range; and on the west, by the residue of the said lot number 49 belonging to Roland Simard;

d) A lot of land of irregular form forming part of lot number forty-nine (Pt. 49) of the fifth range on the official plan and in the book of reference of the Delisle township, having a width of approximately fifty-eight (58) feet on its southerly side by a depth of approximately one hundred feet (100) on its easterly side, and having an area of approximately a tenth of an acre (0.1) a, and bounded as follows: on the north, by the public road of the 5th range; on the east, by part of lot number 48 of the 5th range hereinabove described and presently sold; on the south, by part of lot number 49 of the 4th range of the said township belonging to Philippe Harvey; and on the west, by the residue of the said lot number 49 belonging to Roland Simard;

All the above measures being English measure;

With all the buildings erected on the above said lots of land, and all the rights pertaining thereto, without any reserve on the part of the vendor, (the said vendor being Clément Hudon to the defendant Silver Granite Corporation under a deed of notary dated February 10, 1954, registered under number 57498 at the registration

Lac St-Jean-est) autre que la réserve d'un droit de passage pour aller et venir du chemin public du rang cinq au résidu desdits lots numéros 48 et 49 du 5ième rang qui reste la propriété du vendeur, ce droit de passage ne devant toutefois s'exercer que dans le chemin privé actuel, et en commun avec l'acquéreur (Silver Granite Corporation) et ses représentants.

Les parties (le vendeur Clément Hudon et l'acheteur Silver Granite Corporation) déclarent que les quatre terrains présentement vendus sont ceux décrits sur le plan et dans le procès-verbal de bornage portant le numéro 267-A des minutes de H. J. Lemieux, A.G., enregistré sous le numéro 56806, et elles se réfèrent audit procès-verbal pour les lignes et bornes des immeubles présentement vendus.

Sont également compris dans la présente vente les droits à perpétuité et exclusif d'exploiter toutes carrières de pierre existant en dessous et en dessus du sol des parties de lot sus-décrites étant bien convenu que les parties de lot sus-décrites seront sujet à un droit de passage en faveur du résidu dudit lot numéro 49, pour communiquer au chemin public, à un endroit à être convenu avec l'acquéreur".

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, dans le comté du Lac St-Jean, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, 1960, à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-AURICE LAVOIE,
Roberval, le 15 juin 1960. 54274-26-2-0

office of Lake St-John East.) other than the reserve of a right of way to go and come from the public road of range five to the residue of the said lots numbers 48 and 49 of the 5th range which remains the property of the vendor, this right of way is not to be used, however, except on the present private road, and in common with the purchaser (Silver Granite Corporation) and its representatives.

The parties (vendor Clément Hudon and the purchaser, Silver Granite Corporation) declare that the four lots of land presently sold are those described on the plan and the Minutes of the boundary bearing number 267-A of the Minutes of H. J. Lemieux, A.G., registered under number 56806, and they refer to the said Minutes for the lines and boundaries of the immoveables presently sold.

Are also comprised in the present sale the rights in perpetuity and exclusive to operate all stone quarries which exist under and over the soil of the parts of lots above described it being well agreed upon that the parts of lot above described shall be subject to a right of way in favor of the residue of the said lot 49, to communicate with the public road, to a place to be agreed upon with the purchaser".

To be sold at the church door of the parish of Saint-Cœur-de-Marie, in the county of Lake St-John, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon. (Advanced time)

LÉON-AURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Roberval, June 15, 1960. 54274-26-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 11965. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandeur, vs MAURICE CLOUTIER, ci-devant domicilié à St-Simon, comté de Bagot, P.Q. et aujourd'hui en les cité et district de Montréal, défendeur.

Saisies comme appartenant audit défendeur:

1° Une terre dans le rang St-Henri de la paroisse de St-Simon, mesurant quatre arpents de largeur sur vingt arpents et cinq perches de profondeur et connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Simon, comme étant le lot numéro quatre cent vingt (N° 420).

2° Une autre terre dans le rang Ste-Charlotte de la paroisse de St-Simon connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels comme étant la partie nord-ouest du lot numéro trois cent quatre-vingt-treize (1/2 N.O. du N° 393).

Cette partie nord-ouest mesure deux arpents de largeur sur vingt arpents et neuf perches de profondeur et est bornée au nord-est, au chemin de front, au sud-ouest, aux terres du rang St-Édouard; du côté nord-ouest au lot numéro 392 et du côté sud-est à l'autre moitié du lot numéro 393, propriété de monsieur Joseph Vandal, tel que le tout se trouve avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles et avec toutes bâtisses dessus construites.

Pour être vendues "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Simon, comté de Bagot MERCREDI le VINGT-SEPTIÈME jour du

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 11965. { DIT BUREAU, body
politic and corporate having
its head office in Quebec, district of Quebec, plaintiff, vs MAURICE CLOUTIER, formerly domiciled at St-Simon, county of Bagot, P.Q. and presently in the city and district of Montreal, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

1. A farm on St-Henri range of the parish of St-Simon, measuring four arpents in width by twenty-arpents and five rods in depth and known and designated in the official plan and book of reference of the parish of St-Simon, as being lot number four hundred and twenty (No. 420).

2. Another farm on Ste-Charlotte range of the parish of St-Simon, known and designated in the same official plan and book of reference as being the northwest part of lot number three hundred and ninety-three (1/2 N.-W. of No. 393).

This northwest part measures two arpents in width by twenty arpents and nine rods in depth and is bounded on the northeast by the road in front, on the southwest by the farms of St-Édouard range; on the northwest side by lot number 392 and on the southeast side by the other half of lot number 393, the property of Mister Joseph Vandal, as the whole presently is with all active and passive servitudes apparent or unapparent, attached to said immoveables with all buildings thereon constructed.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-Simon, county of Bagot on WEDNESDAY the TWENTY-SEVENTH day

mois de JUILLET, mil neuf cent soixante à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, 17 juin 1960.

Le Shérif,
RENÉ PERRAULT.
54275-26-2-o

of the month of JULY, one thousand nine hundred and sixty at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, June 17, 1960.

RENÉ PERRAULT,
Sheriff.
54275-26-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, {**ROLAND MÉNARD**, en-
N° 31115. {trepreneur de pompes
funèbres de la ville de Lachute,
district de Terrebonne, demandeur; vs **LES HÉRITIERS DE FEU ÉDOUARD WILLIAMS**, en son vivant, rentier de Lachute, dit district, défendeurs.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés, en la possession des défendeurs:

"Un certain emplacement situé dans la ville de Lachute sur le côté sud de la rue Millway, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem comme étant composé du lot entier numéro 2201 et du résidu des lots 1536 et 1537 qui n'a pas été recadastré d'après le plan de resubdivision fait sous l'empire des lois 24 et 25 Geo. V chap. 142; ledit emplacement mesure sans son entier environ 25 pieds de façade sur la rue Millway et environ 125 pieds en arrière le long du lot 1543; le tout en mesure anglaise plus ou moins; ledit emplacement est borné au nord par la rue Millway; à l'est par le lot 1542; au sud par le lot 1543; à l'ouest par l'embranchement du chemin de fer portant le numéro 2202. Avec toutes les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique St-Julien d'Ayersville, MERCREDI le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1960 à DEUX heures de l'après-midi (27/7/60 à 2h. p.m.).

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 16 juin 1960.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.
54276-26-2-o

Canada — Province of Québec

Cour de Magistrat, {**ARMAND FORTIER**,
N° 23459. {garagiste, faisant af-
fares seul sous le nom et
raison sociale de "Garage Fortier", domicilié à
St-Eustache, comté de Deux Montagnes et dis-
trict de Terrebonne, demandeur vs **P. E. DES-
ORMEAUX**, domicilié à St-Eustache, comté
des Deux Montagnes, et district de Terrebonne,
défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et appartenant au défendeur:

"Une terre située en la paroisse de St-Eustache, dans le comté des Deux Montagnes, et composée:

1° Des lots numéros trois cent soixante-six et trois cent quatre-vingt-quatre (366 et 384) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache.

2° D'une partie du lot numéro quatre cent quatre (P. 404) du cadastre de la paroisse de St-Augustin, contenant une superficie de trente-deux arpents et bornée comme suit; en front, par

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, {**ROLAND MÉNARD**, un-
No. 31115. {dertaker of the town
of Lachute, district of Terre-
bonne, plaintiff; vs **THE HEIRS OF THE LATE ÉDOUARD WILLIAMS**, in his lifetime, an-
nuitant of Lachute, said district, defendants.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated in the possession of the defendants.

"A certain emplacement situated in the town of Lachute on the south side of Millway street, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of St. Jerusalem as being composed of the entire lot number 2201 and of the remainder of lots 1536 and 1537 which has not been registered in the cadaster according to the plan of re-subdivision made under the authority of acts 24 and 25 Geo. V, chap. 142; said emplacement measures, in its entirety, approximately 25 feet in frontage on Millway street and approximately 125 feet in rear along lot 1543; the whole in English measure and more or less; said emplacement is bounded on the north by Millway street; on the east by lot 1542; on the south by lot 1543; on the west by the fork of the railroad bearing number 2202. With all the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the Catholic Church of St. Julien d'Ayersville on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon (27/7/60 at 2 p.m.).

Sheriff's Office,
St-Jérôme, June 16, 1960.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.
54276-26-2

Canada — Province of Québec

Magistrate's Court, {**ARMAND FORTIER**,
No. 23459. {garage-keeper, carry-
ing on business alone under
the name and firm name of "Garage Fortier",
domiciled at St-Eustache, county of Two-
Mountains and district of Terrebonne, plaintiff
vs **P. E. DESORMEAUX**, domiciled at St-Eus-
tache, county of Two-Mountains and district of
Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereinafter designated and belonging to the defendant:

"A farm situated in the parish of St-Eustache, in the county of Two-Mountains, and composed:

1. Of the lots number three hundred and sixty-six and three hundred and eighty-four (366 and 384) in the official plan and book of reference of the parish of St-Eustache.

2. Of a part of lot number four hundred and four (P. 404) of the cadaster of the parish of St-Augustin, having an area of thirty-two arpents and bounded as follows; in front, by the farms

les terres de la paroisse de St-Eustache; en arrière et des deux côtés, par les terres de Donat Prud'homme, Josaphat Charbonneau et David Léveillé ou représentants.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audits immeubles, avec toutes les bâtisses dessus construites."

La vente des lots numéros 366 et 384 paroisse de St-Eustache, est fixée au JEUDI, VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1960 à UNE heure de l'après-midi, à la porte de l'église de St-Eustache, et la vente du lot P. 404 paroisse de St-Augustin est fixée au JEUDI, VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1960 à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi, à la porte de l'église de St-Augustin, comté des Deux Montagnes.

Conditions: argent comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES AUCLAIR,
Saint-Jérôme, le 20 juin 1960. 54308-26-2-0

of the parish of St-Eustache; in the rear and on the two sides by the farms of Donat Prud'homme, Josaphat Charbonneau and David Léveillé or representatives."

The whole as it presently is with all the active and passive servitudes, apparent or inapparent, attached to said immovables, with all the buildings thereon constructed."

The sale of lots number 366 and 384 in the parish of St-Eustache has been set for THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1960, at ONE o'clock in the afternoon, at the door of the church of St-Eustache and the sale of lot P. 404, in the parish of St-Augustin has been set for THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1960, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon, at the door of the church of St-Augustin, county of Two-Mountains.

Conditions: cash.

GEORGES AUCLAIR,

Sheriff's Office, Sheriff,
Saint-Jérôme, June 20, 1960. 54308-26-2

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine.

Québec, le 28 mai 1960.

L'Imprimeur de la Reine,

53988-22-5-0 ROCH LEFEBVRE.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week.

Quebec, May 28th, 1960.

ROCH LEFEBVRE,

53988-22-5-0 Queen's Printer.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 26

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

878 — Amendement au règlement de prélèvement de la Commission Conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal.	2760
975 — Employés de garage dans l'île de Montréal.	2760
977 — Barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans le district électoral de Chicoutimi, Jonquière <i>et al.</i>	2760

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2723

AVIS DIVERS:

Alfa Hosiery Mills Inc. (Directeurs)...	2777
Carlton Housing Ltd (Directeurs).....	2777
Flamidor Corporation (Directeurs)....	2777
La Caisse d'Économie de Cadorama (Fondation).....	2780
La Caisse Populaire Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie (Fondation).....	2776
La Caisse Populaire St-Maurice (Fondation).....	2775
La Caisse Populaire St-Simon Apôtre (Montréal) (Fondation).....	2775
La Cie d'Embouteillage Canada Dry (Québec) Ltée (Dist. de l'actif).....	2775
La Cie Placo Inc.— The Placo Co. Inc. (Directeurs).....	2776
L'Association des Guides Touristiques Licenciés de Montréal — The Montreal Tourist Licensed Guides Association (Formation).....	2774

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26

ORDERS IN COUNCIL:

878 — Amendment to the right to levy of the Joint Commission of Ladies' Hairdressing of Montreal.	2760
975 — Garage employees in the Island of Montreal.	2760
977 — Barbering and hairdressing trades in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière <i>et al.</i>	2760

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2723

MISCELLANEOUS NOTICES:

Alfa Hosiery Mills Inc. (Directors)....	2777
Carlton Housing Ltd (Directors).....	2777
Flamidor Corporation (Directors)....	2777
La Caisse d'Économie de Cadorama (Foundation).....	2780
La Caisse Populaire Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie (Foundation).....	2776
La Caisse Populaire St-Maurice (Foundation).....	2775
La Caisse Populaire St-Simon Apôtre (Montréal) (Foundation).....	2775
La Cie d'Embouteillage Canada Dry (Québec) Ltée (Dist. of assets).....	2775
The Placo Co. Inc.— La Cie Placo Inc. (Directors).....	2776
The Montreal Tourist Licensed Guides Association — L'Association des Guides Touristique Licenciés de Montréal (Formation).....	2774

La Météor, Compagnie d'Assurances Générales — The Meteor General Insurance Company (Constitution)...	2773
Le Club Juvénile Rivière des Prairies (Directeurs).....	2775
Les Concerts de l'Île d'Orléans (Règlements).....	2776
L'Omega Compagnie d'Assurance — The Omega Insurance Company (Constitution).....	2773
L'Orchestre Symphonique de Québec (Directeurs).....	2776
Louis U. Wiseman Foundation (Règlements).....	2778
Mansions Radio Limited (Directeurs).....	2778
Mincorp Ltd (Dist. de l'actif).....	2774
Mount Royal Films Corporation (Directeurs).....	2777
Rosemount Sportsmen's Association Règlements).....	2778
Rougemont, village (Rachat d'obligations).....	2780
Standard Electric Heating Products Ltd. (Directeurs).....	2779
Terra Nova Explorations Ltd (Directeurs).....	2779
Town of Mount Royal Curling Club (Règlements).....	2781
Transparent Paper Products Limited (Directeurs).....	2780

The Meteor General Insurance Company — La Météor, Compagnie d'Assurances générales (Constitution)....	2773
Le Club Juvénile Rivière des Prairies (Directors).....	2775
Les Concerts de l'Île d'Orléans (By-laws).....	2776
The Omega Insurance Company — L'Omega Compagnie d'Assurance (Constitution).....	2773
L'Orchestre Symphonique de Québec (Directors).....	2776
Louis U. Wiseman Foundation (By-laws).....	2778
Mansions Radio Limited (Directors)...	2778
Mincorp Ltd (Dist. of assets).....	2774
Mount Royal Films Corporation (Directors).....	2777
Rosemount Sportsmen's Association (By Laws).....	2778
Rougemont, village (Redemption of bonds).....	2780
Standard Electric Heating Products Ltd. (Directors).....	2779
Terra Nova Explorations Ltd (Directors).....	2779
Town of Mount Royal Curling Club (By-laws).....	2781
Transparent Paper Products Limited (Directors).....	2780

CHARTES — ABANDON DE:

La Cie d'Embouteillage Canada Dry (Québec) Ltée — Canada Dry Bottling (Québec) Ltd.....	2781
Macy's Holdings Inc.....	2781
Mincorp Ltd.....	2781

CHARTERS — SURRENDER OF:

Canada Dry Bottling (Quebec) Ltd — La Cie d'Embouteillage Canada Dry (Québec) Ltée.....	2781
Macy's Holdings Inc.....	2781
Mincorp Ltd.....	2781

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Córas Tráchtalá Teoranta.....	2781
-------------------------------	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Córas Tráchtalá Teoranta.....	2781
-------------------------------	------

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

St. James' Club of Montreal.....	2782
----------------------------------	------

APPLICATION TO LEGISLATURE:

St. James' Club of Montreal.....	2782
----------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Candiac, ville.....	2782
---------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Candiac, town.....	2782
--------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Beauchastel.....	2783
Deschaillons-sur-St-Laurent.....	2788
Écoles Primaires Complémentaires du Comté de Chambly.....	2783
La Corporation d'écoles secondaires des Laurentides.....	2788
L'Assomption.....	2788
L'Avenir.....	2789
St-Benoit.....	2784
St-Clet No 2 et St-Emmanuel.....	2783
Ste-Anne-de-Sorel.....	2784
St-Côme-de-Kénébec, village.....	2788
St-Julien.....	2784
St-Liboire.....	2784
St-Louis-de-Gonzague.....	2785
St-Maurice-de-Dalquier.....	2785
Ste-Pétronille.....	2786
St-Polycarpe, paroisse.....	2787
St-Polycarpe, village.....	2789
St-Raymond.....	2785

EDUCATION:

School Municipality of:

Beauchastel.....	2783
Deschaillons-sur-St-Laurent.....	2788
Primary Complementary Schools of the County of Chambly.....	2783
La Corporation d'écoles secondaires des Laurentides.....	2788
L'Assomption.....	2788
L'Avenir.....	2789
St-Benoit.....	2784
St-Clet No. 2 and St-Emmanuel.....	2783
Ste-Anne-de-Sorel.....	2784
St-Côme-de-Kénébec, village.....	2788
St-Julien.....	2784
St-Liboire.....	2784
St-Louis-de-Gonzague.....	2785
St-Maurice-de-Dalquier.....	2785
Ste-Pétronille.....	2786
St-Polycarpe, parish.....	2787
St-Polycarpe, village.....	2789
St-Raymond.....	2785

St-Rodrigue	2785	St-Rodrigue	2785
Templeton-Nord	2783	Templeton-North	2783
Terrebonne, ville	2787	Terrebonne, town	2787
Val-d'Or (Cath.)	2786	Val-d'Or (Cath.)	2786
Val-d'Or (Cath.), Lac-Lemoine et St-Bernard	2786	Val-d'Or (Cath.) Lake Lemoine and St-Bernard	2786
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Dubuisson, canton	2789	Dubuisson, township	2789
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Coiffeurs pour dames, de Hull (Prélèvement)	2791	Ladies Hairdressing of Hull (Levy)	2791
Employés de taverne, cité de Québec (Modification)	2789	Tavern Employees, city of Quebec (Amendment)	2789
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Abitibi-Témiscamingue: pratique	2792	Abitibi-Témiscamingue: practice	2792
Bas St-Laurent: étude	2793	Lower St. Lawrence: study	2793
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Adrien Charbonneau Inc.	2724	Adrien Charbonneau Inc.	2724
Aldo Rivelli Inc.	2725	Aldo Rivelli Inc.	2725
Aliments Ca-Mo Foods Inc.	2725	Aliments Ca-Mo Foods Inc.	2725
Ameublement Lacaille & Perreault Ltée — Lacaille & Perreault Furniture Ltd.	2725	Lacaille & Perreault Furniture Ltd — Ameublement Lacaille & Perreault Ltée.	2725
Association du Hockey de Murdochville — Murdochville Hockey Association.	2726	Murdochville Hockey Association — Association du Hockey de Murdochville.	2726
Bagot Transport Inc.	2726	Bagot Transport Inc.	2726
Belmore Homes Ltd.	2727	Belmore Homes Ltd.	2727
Cadrin et Frères Ltée — Cadrin and Brothers Ltd.	2727	Cadrin and Brothers Ltd — Cadrin et Frères Ltée.	2727
Capitale Autos Inc.	2727	Capitale Autos Inc.	2727
Carrières du Cap St-Martin Limitée — Cap St-Martin Quarries Limited.	2727	Cap St-Martin Quarries Limited — Carrière du Cap St-Martin Limitée.	2727
Centre d'Accueil Domremy Notre-Dame de La Baie Incorporé.	2728	Centre d'Accueil Domremy Notre-Dame de La Baie Incorporé.	2728
Centre Médical de la Rive-Sud Inc.	2728	Centre Médical de la Rive-Sud Inc.	2728
Champion Lanes Inc.	2729	Champion Lanes Inc.	2729
Chaussure Normandie Limitée.	2729	Chaussure Normandie Limitée.	2729
Club du Lac Orpen.	2729	Club du Lac Orpen.	2729
Club Nautique de Dolbeau Inc.	2730	Club Nautique de Dolbeau Inc.	2730
Club Nautique Drummondville Inc.	2730	Club Nautique Drummondville Inc.	2730
Comité des Citoyens Propriétaires de Drummondville Inc.	2730	Comité des Citoyens Propriétaires de Drummondville Inc.	2730
Construction Caterers Limited.	2731	Construction Caterers Limited.	2731
Développement Plateau LaSalle Limitée	2731	Développement Plateau LaSalle Limitée	2731
Dona Corporation.	2731	Dona Corporation.	2731
Dorset Investments Ltd.	2732	Dorset Investments Ltd.	2732
Dura-Crete Industries Limited.	2732	Dura-Crete Industries Limited.	2732
Dura-Crete of Quebec Ltd.	2732	Dura-Crete of Quebec Ltd.	2732
Duvert Construction Ltée.	2733	Duvert Construction Ltée.	2733
École Secondaire Classique de Joliette.	2733	École Secondaire Classique de Joliette.	2733
École Secondaire Classique de Saint-Jean.	2733	École Secondaire Classique de Saint-Jean.	2733
Édifrice St. Michel Inc.— St. Michel Building Inc.	2734	St. Michel Building Inc.— Édifrice St. Michel Inc.	2734
Fairmount Auto Service Inc.	2734	Fairmount Auto Service Inc.	2734
Fédération des Lignes du Sacré-Cœur du Diocèse de Montréal.	2934	Fédération des Lignes du Sacré-Cœur du Diocèse de Montréal.	2934
Fortin Tire Service Ltd.— Service de Pneus Fortin Ltée.	2735	Fortin Tire Service Ltd.— Service de Pneus Fortin Ltée.	2735
Foyer St-Jean Inc.	2735	Foyer St-Jean Inc.	2735
Garage J. P. Galarneau Ltée — Garage J. P. Galarneau Ltd.	2735	Garage J. P. Galarneau Ltd — Garage J. P. Galarneau Ltée.	2735
Garber Sales Inc.	2736	Garber Sales Inc.	2736
Guaranteed Warm Air Heating Ltd.	2736	Guaranteed Warm Air Heating Ltd.	2736
Hôtel Queen's de Sherbrooke Inc.	2736	Hôtel Queen's de Sherbrooke Inc.	2736
Immeubles St. Maurice Ltée — St. Maurice Realty Ltd.	2737	St. Maurice Realty Ltd — Immeubles St. Maurice Ltée.	2737

Jeune Commerce de Salaberry de Valleyfield.....	2737
Ken-Way Fabrications Ltd.....	2737
Kiwanis Club of Rosemère.....	2738
Laboratoire Cherrier Limitée.....	2738
L'Amicale des Anciens Élèves des Frères du Sacré-Cœur de Granby Inc.....	2739
L'Association des Propriétaires du Lac Ouareau Inc.—Lake Ouareau Owners Association Inc.....	2739
Lasticolor of Quebec Ltd.....	2739
Les Entreprises Maskoutaines Inc.....	2740
Les Immeubles Choisy Inc.—Choisy Real Estate Inc.....	2740
Létourneau & Frères Ltée.....	2740
Lower Canada Arms Collectors Association Incorporated.....	2741
Maintenance Master of Montreal Ltd.....	2741
Mansions Car Radio (West) Ltd.....	2742
Marcel Rivest Construction Inc.....	2742
Marine Real Estate Inc.....	2742
Merit Plumbing & Heating Contractors Inc.....	2743
Mitchel Realty Corp.....	2743
Monico Inc.....	2743
National Shrimp & Seafood Distributors Inc.....	2744
Placements Bonne Chance Ltée.....	2744
Promotion Publications Inc.....	2744
Provincial Automobile Dealers Ltd.....	2745
Quebec Regional Shopping Centre Inc.—Centre d'Achat Régional de Québec Inc.....	2745
Rosaire Turcotte Inc.....	2745
Salle d'Accueil Domremy Buckingham, Inc.....	2746
Salle d'Accueil Domremy de Princeville Inc.....	2746
Salon de la Draperie Moderne Ltée.....	2746
Shanley Properties Ltd.....	2747
Shelfner Industrial Centre Inc.....	2747
Sillery Ste-Foy Lions Club Inc.—Club Lions Sillery Ste-Foy Inc.....	2747
Sinam Entreprises Inc.....	2748
Spécialités Sanitaires du Saguenay Ltée.....	2748
Sweet Realities Ltd.....	2748
Taschereau Boulevard Tire Service Inc.....	2749
Tele-Fil Ltée.....	2749
The Grand Shaw Rehabilitation Council for the Handicapped.....	2749
The Lakeshore General Hospital.....	2750
Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.....	2750
V. Dagenais & Fils Inc.....	2750
Western Coal Company Ltd.....	2751
Wheeldex-Simpla Canadian Company.....	2751

Jeune Commerce de Salaberry de Valleyfield.....	2737
Ken-Way Fabrications Ltd.....	2737
Kiwanis Club of Rosemère.....	2738
Laboratoire Cherrier Limitée.....	2738
L'Amicale des Anciens Élèves des Frères du Sacré-Cœur de Granby Inc.....	2739
Lake Ouareau Owners Association Inc.—L'Association des Propriétaires du Lac Ouareau Inc.....	2939
Lasticolor of Quebec Ltd.....	2739
Les Entreprises Maskoutaines Inc.....	2740
Choisy Real Estate Inc.—Les Immeubles Choisy Inc.....	2740
Létourneau & Frères Ltée.....	2740
Lower Canada Arms Collectors Association Incorporated.....	2741
Maintenance Master of Montreal Ltd.....	2741
Mansions Car Radio (West) Ltd.....	2742
Marcel Rivest Construction Inc.....	2742
Marine Real Estate Inc.....	2742
Merit Plumbing & Heating Contractors Inc.....	2743
Mitchel Realty Corp.....	2743
Monico Inc.....	2743
National Shrimp & Seafood Distributors Inc.....	2744
Placements Bonne Chance Ltée.....	2744
Promotion Publications Inc.....	2744
Provincial Automobile Dealers Ltd.....	2745
Quebec Regional Shopping Centre Inc.—Centre d'Achat Régional de Québec Inc.....	2745
Rosaire Turcotte Inc.....	2745
Salle d'Accueil Domremy Buckingham, Inc.....	2746
Salle d'Accueil Domremy de Princeville Inc.....	2746
Salon de la Draperie Moderne Ltée.....	2746
Shanley Properties Ltd.....	2747
Shelfner Industrial Centre Inc.....	2747
Sillery Ste-Foy Lions Club Inc.—Club Lions Sillery Ste-Foy Inc.....	2747
Sinam Entreprises Inc.....	2748
Spécialités Sanitaires du Saguenay Ltée.....	2748
Sweet Realities Ltd.....	2748
Taschereau Boulevard Tire Service Inc.....	2749
Tele-Fil Ltée.....	2749
The Grand Shaw Rehabilitation Council for the Handicapped.....	2749
The Lakeshore General Hospital.....	2750
Trader Vic's Bar and Restaurant Ltd.....	2750
V. Dagenais & Fils Inc.....	2750
Western Coal Company Ltd.....	2751
Wheeldex-Simpla Canadian Company.....	2751

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

A Ma Baie Yacht Club.....	2751
Areldee Corporation.....	2752
Canadian Footwear Research Inc.....	2752
Citadel Lumber Inc.....	2752
Concordia Football Club (Montreal) Inc.....	2753
Dion & Frère Limitée.....	2753
Florea & Sons Limited.....	2753
Helen Realty Investment Co. Inc.....	2753
H. Singer Furniture Products Corp.....	2754
Indénatlib Inc.....	2754
Isaac Edgar Incorporated.....	2754
Jean-Baptiste Dubé, Limitée.....	2754
Laboratoire Medic Ltée.....	2754
Les Immeubles Delrano Inc.....	2755
Les Spécialités Vimy Inc.—Vimy Specialties Inc.....	2755
Little Trout Holdings Inc.....	2755
L'Oeuvre des Loisirs de la Cité de Chicoutimi.....	2755

A Ma Baie Yacht Club.....	2751
Areldee Corporation.....	2752
Canadian Footwear Research Inc.....	2752
Citadel Lumber Inc.....	2752
Concordia Football Club (Montreal) Inc.....	2753
Dion & Frère Limitée.....	2753
Florea & Sons Limited.....	2753
Helen Realty Investment Co. Inc.....	2753
H. Singer Furniture Products Corp.....	2754
Indénatlib Inc.....	2754
Isaac Edgar Incorporated.....	2754
Jean-Baptiste Dubé, Limitée.....	2754
Laboratoire Medic Ltée.....	2754
Les Immeubles Delrano Inc.....	2755
Vimy Specialties Inc.—Les Spécialités Vimy Inc.....	2755
Little Trout Holdings Inc.....	2755
L'Oeuvre des Loisirs de la Cité de Chicoutimi.....	2755

Maisonneuve Holdings Inc.	2756	Maisonneuve Holdings Inc.	2756
Monarch-Crystal Electronic Co. Inc. . . .	2756	Monarch-Crystal Electronic Co. Inc. . . .	2756
Quebec Enterprises Ltd.	2756	Quebec Enterprises Ltd.	2756
Rosemount Boys' Club Inc.	2756	Rosemount Boys' Club Inc.	2756
St-Lawrence Freighting Corp. Limited. . . .	2757	St-Lawrence Freighting Corp. Limited. . . .	2757
Seven-Up Granby Incorporée	2757	Seven-Up Granby Incorporée	2757
Smart Lingerie Mfg. Co. Ltd.	2757	Smart Lingerie Mfg. Co. Ltd.	2757
Société Internationale de Recherches Économiques Inc.—International E- conomic Research Corporation Inc. . . .	2757	International Economic Research Cor- poration Inc.—Société Internationale de Recherches Économiques Inc. . . .	2757
Spur Realities Inc.	2758	Spur Realities Inc.	2758
Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.— Baie des Chaleurs Television Inc.	2758	Baie des Chaleurs Television Inc.—Télé- vision de la Baie des Chaleurs Inc.	2758
The Family Service Association of Montreal.	2758	The Family Service Association of Montreal.	2758
The Lake Edward Fish & Game Club Inc.	2759	The Lake Edward Fish & Game Club Inc.	2759
Thermometer Corporation of Canada, Ltd.	2759	Thermometer Corporation of Canada, Ltd.	2759
Ville Marie Office Furniture Ltd.— Ameublements de Bureau Ville Marie Ltée.	2759	Ville Marie Office Furniture Ltd.— Ameublements de Bureau Ville Marie Ltée.	2759
OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:		QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:	
<i>Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:</i>		<i>Notice of reception of joint marketing plan:</i>	
Les Producteurs de lait de la Région de Hull.	2793	The Hull Region Milk Producers.	2793
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Convocation.	2796	Convocation.	2796
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Agence d'Assurance Calumet Inc.	2798	Agence d'Assurance Calumet Inc.	2798
B & D Transport Ltée.	2797	B & D Transport Ltée.	2797
Carrière & Lefebvre Inc.	2799	Carrière & Lefebvre Inc.	2799
Elba Construction Ltée — Elba Cons- truction Ltd.	2797	Elba Construction Ltd — Elba Cons- truction Ltée.	2797
Foundation Testing Inc.	2798	Foundation Testing Inc.	2798
Laurence Investments Ltd.	2797	Laurence Investments Ltd.	2797
Mount Royal Films Coloration.	2798	Mount Royal Films Coloration.	2798
Myson Simon Inc.	2799	Myson Simon Inc.	2899
Pierrefonds Isolation/Insulative Inc. . . .	2798	Pierrefonds Isolation/Insulative Inc. . . .	2798
Traders Vic's Bar and Restaurant Ltd. . . .	2797	Traders Vic's Bar and Restaurant Ltd. . . .	2797
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Belœil, ville.	2799	Belœil, town.	2799
Farnham, cité.	2800	Farnham, city.	2800
Orsainville, paroisse.	2802	Orsainville, parish.	2802
Roxboro, ville.	2803	Roxboro, town.	2803
St-Joseph d'Alma, municipalité.	2804	St-Joseph d'Alma, municipality.	2804
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Collin, Laurent.	2805	Collin, Laurent.	2805
Émond, Oscar.	2806	Émond, Oscar.	2806
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Montréal-Ouest, ville (Correction).	2808	Montreal-West, town (Correction).	2808
Noranda, cité.	2807	Noranda, city.	2807
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Rossignol vs Purchase.	2808	Rossignol vs Purchase.	2808
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Bergeron vs Guimont.	2808	Bergeron vs Guimont.	2808

BEAUCE:

Payeur vs Cliche..... 2809

BEAUHARNOIS:

Finance Corporation Ltd. vs Bergeron . 2810
Hubert vs Loiselle 2809

GASPÉ:

La Caisse Populaire de Chandler vs
Lucas 2811
Vallée vs Tanguay 2810

MONTRÉAL:

Cité de Longueuil vs Brewster..... 2812
Lupieri vs Mittiga 2811
Sun Life Assurance Company of Canada
vs Rowe 2812

RIMOUSKI:

Morin vs Larouche 2813
Thibault vs Caron 2813

ROBERVAL:

Arpin, Gendron & Beauregard Ltée vs
Tremblay *et al.* 2814
Lavoie vs Silver Granite Corporation. 2814

SAINT-HYACINTHE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Cloutier 2816

TERREBONNE:

Fortier vs Desormeaux 2817
Ménard vs Héritiers Edouard Williams. 2817

BEAUCE:

Payeur vs Cliche 2809

BEAUHARNOIS:

Finance Corporation Ltd vs Bergeron . . 2810
Hubert vs Loiselle 2809

GASPÉ:

La Caisse Populaire de Chandler vs
Lucas 2811
Vallée vs Tanguay 2810

MONTREAL:

City of Longueuil vs Brewster 2812
Lupieri vs Mittiga 2811
Sun Life Assurance Company of Canada
vs Rowe 2812

RIMOUSKI:

Morin vs Larouche 2813
Thibault vs Caron 2813

ROBERVAL:

Arpin, Gendron & Beauregard Ltée vs
Tremblay *et al.* 2814
Lavoie vs Silver Granite Corporation.. 2814

ST. HYACINTHE:

Quebec Credit Farm Bureau vs Clou-
tier 2816

TERREBONNE:

Fortier vs Desormeaux 2817
Ménard vs Heirs of Edouard Williams. 2817

